

TIRER PARTI DES DONNÉES POUR ATTEINDRE L'ÉGALITÉ DE GENRE

**Présentation de
l'indice du genre dans
les ODD 2019 d'EM2030**

À propos d'Equal Measures 2030

Equal Measures 2030 (EM2030) est un effort conjoint d'organisations régionales et mondiales de la société civile et des secteurs du développement et privé. Nous œuvrons pour que les mouvements de filles et de femmes et les défenseurs et défenseuses de l'égalité de genre disposent des données dont ils et elles ont besoin, au moment opportun, et dans un format facile à utiliser pour influencer les politiques, lois et affectations budgétaires ambitieuses et nécessaires pour atteindre les engagements pris par les gouvernements dans le cadre des Objectifs de développement durable (ODD), afin de réaliser l'égalité de genre.

Nous croyons que

- si nous élargissons l'accès aux données, analyses et outils portant sur les progrès réalisés en vue d'atteindre les ODD concernant les filles et les femmes ;
- si les mouvements de filles et de femmes, les défenseurs et défenseuses et les militants et militantes de l'égalité de genre disposent de meilleures compétences et d'une capacité accrue à utiliser les données de manière efficace ;
- si les mouvements de filles et de femmes, les défenseurs et défenseuses et les militants et militantes de l'égalité de genre mènent des campagnes d'influence guidées par les données ;

alors de réels changements au niveau des lois, politiques et affectations budgétaires relatives à l'égalité de genre suivront.

Message de la directrice d'EM2030 :

« Au cours de mes nombreuses années en tant que défenseuse de l'égalité de genre, j'ai pu constater comment les données permettent de mettre en lumière les questions restées dans l'ombre, de favoriser les changements au niveau des politiques, et de renforcer la redevabilité. J'ai également vu le pouvoir des filles et des femmes à se mobiliser et se battre en faveur du changement, même avec très peu de ressources à leur disposition. Nous espérons que l'Indice du genre dans les ODD 2019 sera utilisé par les mouvements de filles et de femmes et les militants et militantes de tous les secteurs pour veiller à ce que les gouvernements soient à la hauteur des promesses d'égalité de genre énoncées dans les ODD. »



Alison Holder

Directrice

Equal Measures 2030

ODD 1

Pauvreté

- Pauvreté
- Couverture de l'assistance sociale
- Droit à la propriété foncière des femmes
- Point de vue des femmes sur l'accessibilité à la nourriture

ODD 2

Faim et nutrition

- Sous-alimentation chez les femmes
- Obésité chez les femmes
- Anémie chez les femmes

ODD 3

Santé

- Mortalité maternelle
- Taux de natalité chez les adolescentes
- Accès à la planification familiale

ODD 4

Éducation

- Progression des filles à l'école primaire
- Achèvement de l'enseignement secondaire par les filles
- Jeunes femmes sans éducation, ni emploi ou formation (NEET)
- Alphabétisation des femmes

ODD 5

Égalité de genre

- Mariage d'enfants, précoce et force
- Perception de la violence conjugale
- Fondements juridiques de l'avortement
- Femmes au parlement
- Femmes occupant des fonctions ministérielles

ODD 6

Eau et assainissement

- Accès élémentaire à l'eau potable
- Accès à l'assainissement de base
- Satisfaction des femmes à l'égard de la qualité de l'eau

ODD 7

Énergie

- Accès à l'électricité
- Accès au combustible propre
- Satisfaction des femmes à l'égard de la qualité de l'air

ODD 8

Emploi et croissance économique

- Égalité salariale
- Vulnérabilité des femmes au travail
- Droits de négociation collective
- Loi sur l'égalité des femmes sur le lieu de travail
- Femmes comme titulaires de comptes bancaires

ODD 9

Industrie, infrastructure e innovation

- Utilisation de services électroniques de banque par les femmes
- Satisfaction des femmes à l'égard des routes
- Accès des femmes à l'Internet
- Les femmes dans la recherche scientifique et technologique

ODD 10

Inégalités

- Ratio d'inégalité des revenus de Palma
- Les femmes à l'abri de la discrimination
- Ratification du traité sur la migration

ODD 11

Villes et communautés

- Point de vue des femmes sur l'accessibilité au logement
- Pollution de l'air
- Perception des femmes sur leur propre sécurité

ODD 13

Changement climatique

- Représentation des femmes dans les processus politiques en vue du changement climatique
- Engagement pour la réduction des risques de catastrophe
- Vulnérabilité climatique

ODD 16

Paix et institutions

- Couverture des systèmes d'enregistrement des naissances
- Femmes victimes d'homicide
- Femmes juges dans les hautes cours
- Point de vue sur l'ouverture et la légitimité des États

ODD 17

Partenariats

- Dépense publique d'assistance sociale
- Recettes fiscales
- Ventilation des budgets nationaux
- Transparence des statistiques sur le genre

Remerciements

Equal Measures 2030 est reconnaissante à ses principaux partenaires pour les indications et les connaissances partagées tout au long de l'élaboration de l'Indice du genre dans les ODD, et tient à les remercier : l'African Women's Development and Communication Network (FEMNET), Asian-Pacific Resource and Research Centre for Women (ARROW), la fondation Bill et Melinda Gates, Comité de América Latina y El Caribe para la Defensa de los Derechos de las Mujeres (CLADEM), Data2X, l'International Women's Health Coalition (IWHC), KPMG International, ONE, Plan International et Women Deliver.

Ce travail n'aurait également pas pu voir le jour sans le soutien continu des partenaires nationaux d'EM2030 : Ruta Pacífica de las Mujeres (Colombie), la Society for Health Alternatives (SAHAJ) (Inde), KAPAL Perempuan (Indonésie) et GROOTS (Kenya) et Achieve SDG5 (Tanzanie). Le Forum des éducatrices africaines (FAWE) (Sénégal) et Plan International El Salvador se sont aussi engagées jusqu'en 2018.

Une reconnaissance spéciale est également adressée aux membres du groupe de travail sur les données et les participants et participantes

qui ont rejoint la réunion technique sur l'Indice du genre dans les ODD (généreusement accueillie par la Fondation Friedrich-Ebert-Stiftung à Berlin en novembre 2018) pour leurs précieux commentaires à propos de la constitution et de l'élargissement de l'Indice du genre dans les ODD. Nous remercions également Soapbox, qui a donné vie aux données de l'Indice grâce aux efforts déployés sur la mise en page du rapport et le développement en ligne de notre Plateforme de données pour le plaidoyer pour l'égalité de genre. Les visualisations des données sur la Plateforme de données sur le genre n'auraient pas été rendues possibles sans le généreux soutien de Tableau et de la Fondation Tableau, ainsi que d'Information Lab et de ses bénévoles.

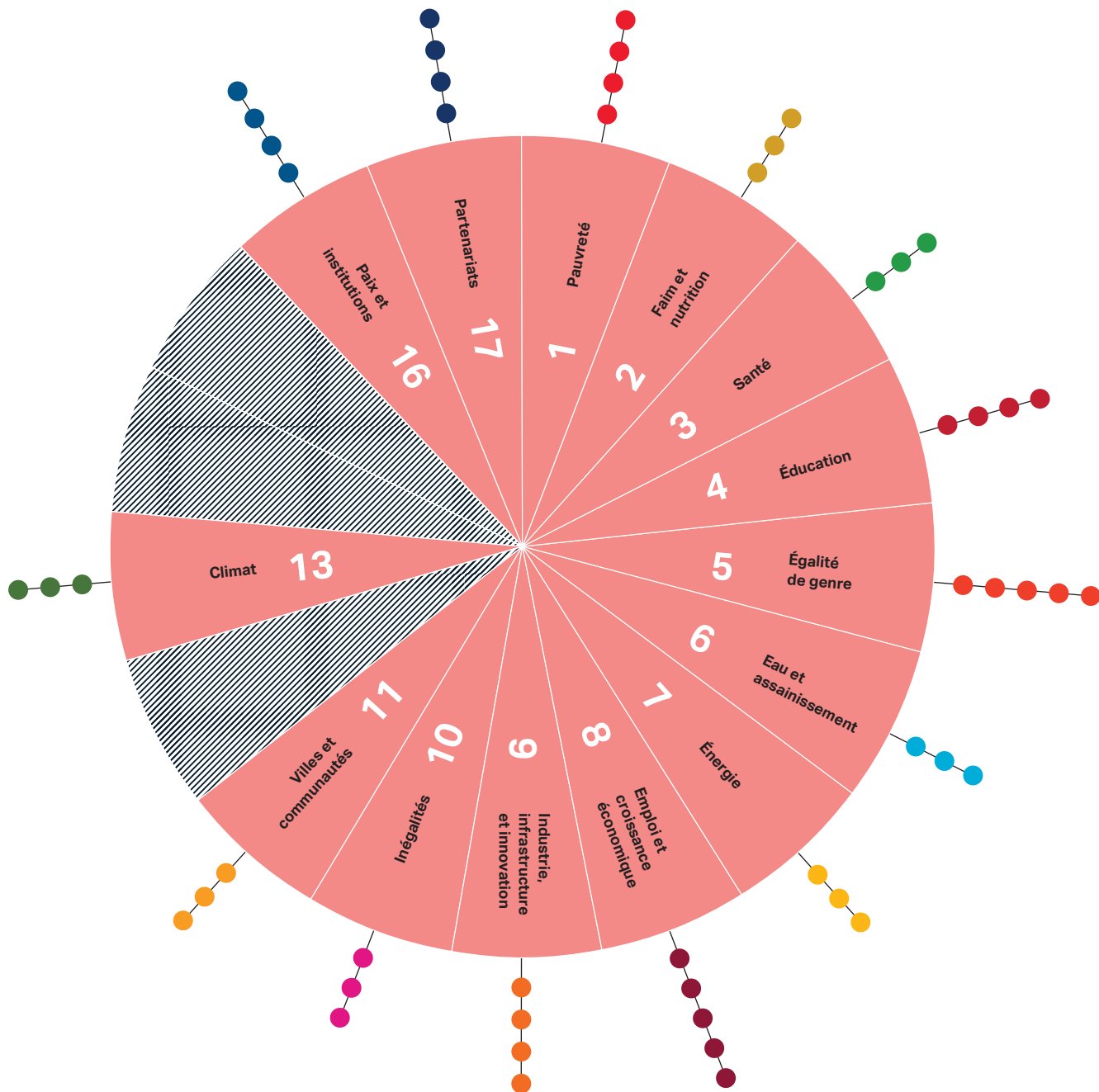
Enfin, il n'aurait pas été possible de produire l'Indice et le rapport sans le leadership de l'équipe du secrétariat d'Equal Measures 2030, composé de : Aurélie Acoca, Sarah Ajaoud, Amanda Austin, Ibrahima Beye, Mary Bridger, Anne Connell, Martha Flynn, Nina Margareta Høie, Alison Holder, Helen Kearney, Jessica Lomelin, Agar Nana Mbianda et Albert Motivans.

Clause de non-responsabilité

- La recherche et les observations présentées dans ce rapport (dont les pièces jointes et annexes) ont été préparées pour son usage et son bénéfice exclusifs, et sont considérées être exactes.
- Ces documents sont conçus à des fins d'informations et d'orientation générales uniquement. Les opinions exprimées dans ce rapport ne représentent pas les points de vue officiels d'Equal Measures 2030, hébergée par Plan International, ni de ses organisations partenaires.
- Les lecteurs et lectrices sont invité-e-s à reproduire les documents publiés par Equal Measures 2030 pour leurs propres besoins. Nous demandons cependant à ce que la source soit dûment mentionnée.
- Pour toute utilisation en ligne, nous demandons aux lecteurs et lectrices d'inclure le lien vers le rapport présent sur la Plateforme de données sur le genre d'EM2030, à l'adresse www.data.em2030.org/2019-global-report. Pour toute mention écrite, nous suggérons la mention suivante : Equal Measures 2030, 2019, « Tirer parti des données pour atteindre l'égalité de genre : présentation de l'Indice du genre dans les ODD 2019 d'EM2030 ».

Figure 1 Thématiques abordées par l'Indice du genre dans les ODD 2019

L'Indice du genre dans les ODD 2019 d'EM2030 comprend 51 indicateurs pour 14 des 17 Objectifs officiels de développement durable et couvre 129 pays dans toutes les régions du monde entier. Chaque objectif de l'Indice est couvert par trois à cinq indicateurs (voir Figure 1). Ces indicateurs regroupent des indicateurs spécifiques au genre et des indicateurs ne faisant pas explicitement référence au genre, mais qui ont néanmoins un effet disproportionné sur les femmes et les filles.





Avant-propos

Avant-propos de nos partenaires

En 2015, lorsque 193 pays ont adhéré au programme de développement le plus ambitieux de l'histoire, leurs promesses incluaient un engagement à atteindre l'égalité de genre et à ne laisser personne pour compte. Lorsque nous avons constitué Equal Measures 2030, nous l'avons fait parce que nous pensions que les Objectifs de développement durable (ODD) – une série de 17 objectifs promettant de transformer notre monde et de contribuer substantiellement à la réalisation des droits humains – pouvaient marquer un tournant pour l'égalité de genre.

Nous croyons toutes et tous dans le pouvoir des filles et des femmes ainsi que dans leur action collective. Nous partageons également la croyance dans le pouvoir des données. Chacun et chacune d'entre nous sait très bien, d'après nos différents points de vue, que les données peuvent assurer la redevabilité, mettre en lumière des questions passées inaperçues et susciter des débats en faveur de la réalisation des droits.

Nous sommes fières et fiers de présenter l'Indice du genre dans les ODD 2019, l'outil le plus complet qui soit permettant d'explorer la situation de l'égalité de genre dans 129 pays (incluant 95 pour cent des filles et des femmes du monde), 14 des 17 ODD et 51 cibles en lien

avec les questions inhérentes aux ODD. L'Indice a été façonné à partir des contributions issues du travail avec nos organisations partenaires, mais également avec des partenaires dans les pays cible – la Colombie, El Salvador, l'Inde, l'Indonésie, le Kenya, le Sénégal et la Tanzanie – ainsi que lors de conversations avec des milliers d'autres parties prenantes dans le monde entier.

L'Indice du genre dans les ODD 2019 révèle qu'avec seulement 11 années avant 2030, environ 40 pour cent des filles et des femmes du monde, soit 1,4 milliard vivent dans des pays qui obtiennent un « score insuffisant » en termes d'égalité de genre. Et 1,4 milliard d'autres vivent dans des pays qui ont « tout juste le score moyen ».

Même les pays ayant obtenu les meilleurs résultats ont encore des efforts à fournir, et ce particulièrement au niveau de questions complexes, telles que le changement climatique, la budgétisation sensible au genre et les services publics, la représentation égale aux postes de pouvoir, les écarts de rémunération entre hommes et femmes et les violences basées sur le genre. Aucun pays n'est « dans la dernière ligne droite » en matière d'égalité de genre.

L'Indice révèle, de manière générale, que le monde est le plus en retard sur les questions

Environ 40 pour cent des filles et des femmes dans le monde vivent dans des pays dont les résultats sont insuffisants en termes d'égalité de genre

d'égalité de genre en lien avec la finance publique et une meilleure qualité des données sur le genre (ODD 17), le changement climatique (ODD 13), l'égalité de genre dans l'industrie et l'innovation (ODD 9) et – ce qui est inquiétant – l'objectif autonome d'« Égalité de genre » (ODD 5). Toutes ces questions à la fois essentielles et systémiques ont trait à plusieurs, voire toutes les dimensions des droits et du bien-être des filles et des filles.

Alors que l'Indice présente une image complexe, il reflète également un message d'espoir par rapport au pouvoir des efforts internationaux et de l'investissement public. Dans l'ensemble, les pays ont mieux réussi dans les domaines où un ciblage et un financement coordonnés et concertés des politiques ont été réalisés au cours des 20 dernières années, incluant la faim et la nutrition (ODD 2), l'eau et l'assainissement (ODD 6), la santé (ODD 3), et l'éducation (ODD 4).

Avec un investissement accru dans les politiques, de manière programmatique et financière en faveur des filles et des femmes, nous pouvons atteindre nos objectifs et entraîner des progrès pour tout le monde.

Et donc, où allons-nous maintenant ?

Nous nous engageons à mettre à jour cette image de référence en 2021, puis régulièrement jusqu'en 2030.

Nous nous engageons à améliorer les résultats de ce travail, à analyser et préciser ce que les données de l'Indice peuvent traduire en termes des questions que nos organisations partenaires ont priorisées,

et à propos des pays et régions dans lesquels nous travaillons. Ce rapport marque le début, et non la fin, de notre travail sur l'Indice du genre dans les ODD.

Nous nous engageons à partager largement l'Indice dans nos réseaux aux niveaux local, national, régional et mondial, et particulièrement à soutenir les organisations et mouvements de filles et de femmes afin qu'elles puissent utiliser ces données pour soutenir leurs puissantes actions de plaidoyer.

Nous nous engageons à agir en faveur de plus de données et de données de meilleure qualité sur le genre afin que tous les pays puissent être inclus dans les prochaines éditions de l'Indice, et pour que nous puissions mieux comprendre comment les résultats de l'Indice varient en fonction des différents groupes de filles et de femmes que nous savons être exclus du fait de leur genre et/ou leur sexe, mais également de leur âge, leur situation de handicap, leur classe, leur origine ethnique, leur religion et bien d'autres facteurs encore.

Nous nous engageons à partager les résultats de l'Indice avec les puissants décideurs et puissantes décideuses, et à leur demander quelles mesures ils et elles prennent *aujourd'hui* pour s'assurer que les résultats de l'Indice du genre dans les ODD 2021 démontrent que nous nous dirigeons dans la bonne direction.

Nous espérons que vous vous joindrez à nous en utilisant, contribuant à, adaptant et améliorant ce puissant outil.



Anne-Birgitte Albrechtsen
PDG, Plan International



Emily Courey Pryor
Directrice exécutive, Data2X



Julia Escalante de Haro
Coordination régionale, Comité de América Latina y El Caribe para la Defensa de los Derechos de las Mujeres (CLADEM)



Françoise Girard
Présidente, International Women's Health Coalition (IWHC)



Katja Iversen
Présidente/PDG, Women Deliver



Memory Kachambwa
Directrice exécutive, The African Women's Development and Communication Network (FEMNET)



Gayle Smith
Présidente/PDG, ONE



Timothy A. A. Stiles
Président général des services d'aide au développement international, KPMG International



Mark Suzman
Responsable principal de la Stratégie et président, politiques et plaidoyer mondiaux, Fondation Bill et Melinda Gates



Siva Thanenthiran
Directrice exécutive, Asian-Pacific Resource and Research Centre for Women (ARROW)

Table des matières

	1	4
II	2	14
À propos d'Equal Measures 2030	Avant-propos de nos partenaires	Aperçu général
Message de la directrice d'EM2030	2	Principales observations globales
1	6	Variation des scores de l'Indice entre et au sein de régions
Remerciements	Observations clé de l'indice du genre dans les ODD 2019	Lien entre le revenu national et les scores de l'Indice du genre dans les ODD 2019
Clause de non-responsabilité	3	Tous les pays doivent s'améliorer sur certains aspects de l'égalité de genre
	10	Les pays ayant beaucoup moins de ressources luttent toujours contre les principales inégalités de genre
	À propos de l'indice du genre dans les ODD 2019	Tendances mondiales des scores sur les objectifs
	L'approche d'EM2030 : les données entre les mains des défenseurs et défenseuses de l'égalité de genre	Le paysage général des questions clé transversales aux ODD
	En quoi cet Indice est-il unique ?	Les violences basées sur le genre
	Comment l'Indice doit-il être interprété ?	La santé et les droits sexuels et reproductifs
		Autonomisation économique, terre et inclusion financière
		L'impact d'un effort mondial concerté sur les questions clé de l'égalité de genre

5

23 Aperçu régional

24 Asie et Pacifique

Principales observations pour la région Asie et Pacifique

Thématique approfondie : inégalités persistantes dans l'éducation des filles

28 Europe et Amérique du Nord

Principales observations pour la région Europe et Amérique du Nord

Thématique approfondie : les femmes à des postes dans la recherche scientifique ou technologique

32 Amérique latine et Caraïbes

Principales observations pour la région Amérique latine et Caraïbes

Thématique approfondie : la sécurité physique des filles et des femmes

36 Moyen-Orient et Afrique du Nord

Principales observations pour la région Moyen-Orient et Afrique du Nord

Thématique approfondie : obstacles juridiques pour les femmes

40 Afrique subsaharienne

Principales observations pour la région Afrique subsaharienne

Thématique approfondie : les femmes au gouvernement

6

45 Ne laisser personne pour compte : formes multiples et intersectionnelles de discrimination

Taux différentiels de mutilation génitale féminine/excision par origine ethnique au Nigeria

Inégalités de revenu en fonction du groupe dans les pays à revenu élevé

Taux d'infection par le VIH au monde, par âge

Taux d'emploi des personnes en situation de handicap

7

50 Conclusions

Recommandations d'actions

53 Annexes

53 Annexe I : Cadre des indicateurs

56 Annexe II : Méthodologie

Comment l'Indice du genre dans les ODD 2019 a-t-il été élaboré ?

Quelles thématiques l'Indice du genre dans les ODD 2019 couvre-t-il ?

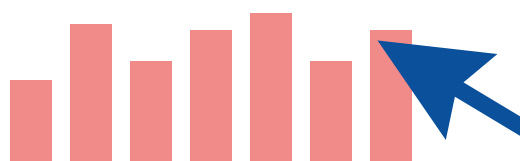
La conception de l'Indice

Qu'est-ce qui distingue l'Indice du genre dans les ODD 2019 d'autres outils ?

58 Notes de fin du document

Consultez la Plateforme de données pour le plaidoyer pour l'égalité de genre en ligne où les résultats de l'Indice du genre dans les ODD 2019 sont accessibles, ainsi que d'autres données et éléments probants, des présentations visuelles des données, des récits, outils et ressources portant sur des pays et/ou des régions, conçus pour et par des défenseurs de l'égalité de genre.

Consulter la Plateforme maintenant : www.data.em2030.org.



2

Observations clé de l'indice du genre dans les ODD 2019



Photo : PNUD sur Flickr (CC BY- NC-ND 2.0)

Observations générales

L'Indice du genre dans les ODD 2019 révèle qu'aucun des 129 pays de l'étude n'a entièrement rempli sa promesse d'égalité de genre envisagée dans l'ambitieux Programme 2030. Le score moyen global de 65,7 sur 100 est « faible », atteignant « à peine la moyenne ». Ceci signifie qu'environ 40 pour cent des filles et des femmes dans le monde, soit 1,4 milliard d'entre elles, vivent dans des pays où les résultats sont insuffisants en termes d'égalité de genre (scores de 59 ou moins sur 100) et que 1,4 milliard d'autres vivent dans des pays qui ont « à peine la moyenne » (scores de 60 à 69 sur 100).

- Aucun pays n'a un score général « excellent » de 90 ou plus sur 100, mais le Danemark, avec 89,3, en tête de l'Indice, s'en rapproche. Les autres pays parmi les dix premiers sont la Finlande, la Suède, la Norvège, les Pays-Bas, la Slovénie, l'Allemagne, le Canada, l'Irlande, l'Australie.
- Les pays occupant les dix dernières positions de l'Indice – la Sierra Leone, le Liberia, le Nigeria, le Mali, la Mauritanie, le Niger, le Yémen, le Congo, la République démocratique du Congo, et le Tchad – figurent également sur la liste des États fragiles 2018 de l'OCDE.
- Dans l'ensemble, les pays à revenu plus élevé sont plus susceptibles de progresser vers l'égalité de genre que les pays à revenu plus faible. Mais les données indiquent que cela n'est pas toujours le cas :
 - En effet, certains pays – la Finlande, la Géorgie, la Grèce, le Kirghizistan, le Malawi, le Rwanda, la Slovénie et le Viet Nam, notamment – ont



un résultat supérieur à ce que l'on pourrait attendre, d'après leur PIB par habitant.

- D'un autre côté, d'autres pays, dont le Botswana, la Corée du Sud, les États-Unis, l'Iraq, la Malaisie, la Russie, la Suisse et la Turquie entre autres, ont des résultats inférieurs sur l'égalité de genre par rapport à ce que leur niveau de revenu pourrait laisser croire.
- Aucun pays n'est le meilleur sur *tous* les objectifs ou *tous* les indicateurs, même parmi ceux occupant les dix premières places. Des progrès ponctuels et des succès figurent dans l'Indice, même parmi les pays ou régions les moins bien classés de l'Indice. Par exemple :
 - La majorité des pays ayant obtenu les meilleurs scores sur les indicateurs de l'Indice relatifs à la participation des femmes au gouvernement et dans le système judiciaire se trouvent en Amérique latine et en Afrique subsaharienne.
 - Plusieurs pays à revenu plus faible ont de bons résultats sur des indicateurs qui rendent compte de la sécurité physique des femmes, en fonction de leur propre perception de leur sécurité quand elles se déplacent seules la nuit : le Rwanda, par exemple, a le cinquième meilleur score au monde pour cet indicateur.
 - Les femmes et les filles sont plus susceptibles de voir leurs besoins en méthodes modernes de planification familiale satisfaits au Brésil, en Chine, au Costa Rica, au Nicaragua, en Thaïlande et en Uruguay qu'au Canada, au Danemark, aux Pays-Bas, en Norvège et en Suède (bien que tous ces pays aient néanmoins des scores « bons » ou « excellents » pour cette mesure).

- Le Kenya a des taux très élevés et supérieurs aux trois quarts des pays du monde concernant les femmes qui utilisent les services de banque électronique.
- La Colombie a une meilleure couverture d'assistance sociale parmi ses populations les plus pauvres que les États-Unis.
- À propos de l'ouverture des budgets gouvernementaux : les 20 pays aux moins bonnes performances globalement obtiennent un meilleur score que les 20 meilleurs en ce qui concerne l'indicateur qui mesure comment un budget national est ventilé en fonction des facteurs tels que le genre, l'âge, le revenu ou la région.
- L'Indice révèle, de manière générale, que le monde est le plus en retard sur les questions d'égalité de genre en lien avec la finance publique et une meilleure qualité des données sur le genre (ODD 17), le changement climatique (ODD 13), l'égalité de genre dans l'industrie et l'innovation (ODD 9) et – ce qui est inquiétant – l'objectif autonome « Égalité de genre » (ODD 5).
 - Soixante pays ont un résultat insuffisant pour l'ODD 5 (l'objectif autonome d'égalité de genre), avec des scores de 59 ou moins, et 24 autres ont « à peine la moyenne », avec un score « faible » compris entre 60 et 69.
 - Les pays, dans l'ensemble, ont mieux réussi dans les domaines où un ciblage et un financement coordonnés et concertés des politiques ont été réalisés depuis les 10 à 20 dernières années, notamment en faim et nutrition (ODD 2), eau et assainissement (ODD 6), santé (ODD 3), et éducation (ODD 4). Cette information vient renforcer la nécessité de mettre un accent concerté sur les politiques à l'avenir dans les domaines les plus en retard dans l'Indice.

Observations par région

Parmi les 20 premiers pays au monde, 18 se situent en Europe et Amérique du Nord,¹ et deux (l'Australie et la Nouvelle-Zélande) dans la région Asie et Pacifique. Parmi les 20 derniers pays, 17 sont en Afrique subsaharienne, deux en Asie et Pacifique (le Bangladesh et le Pakistan) et un au Moyen-Orient et Afrique du Nord (le Yémen). Des différences notoires existent au sein même des régions : chacune a un point de variance de 17 minimum entre le pays le plus performant et le moins performant, et chaque région compte au moins un pays ayant un score général sur l'ensemble de l'Indice « faible » ou « très faible ».

Asie et Pacifique

Avec un score d'Indice régional moyen de 64,6, la région Asie et Pacifique se situe exactement

au milieu des cinq régions couvertes par l'Indice du genre dans les ODD 2019.

- La région se situe au deuxième rang des pays aux moins bonnes performances en ce qui concerne la capacité des femmes à accéder aux plus hautes fonctions dans les gouvernements nationaux ; seuls trois pays de la région ont atteint plus de la moitié de l'objectif de parité femmes-hommes dans les ministères et aux postes de haut niveau au gouvernement (Indonésie, Nouvelle-Zélande et Philippines).
- La région Asie et Pacifique a une meilleure performance au niveau de l'indicateur relatif d'engagement pour la réduction des risques de catastrophes que toute autre région du monde. Six pays ont totalement atteint la cible de l'Indice – bien que la moyenne régionale de l'indicateur soit toujours « insuffisante ».

Europe et Amérique du Nord

Avec un score d'Indice régional moyen de 79,1, la région Europe et Amérique du Nord est en tête de l'Indice du genre dans les ODD 2019.

- La Slovénie qui occupe la 6^e place dans l'Indice et la Russie la 59^e se distinguent par des valeurs extrêmes remarquables ou cas surprenants. Le Canada (8^e) surpasse de loin son voisin du Sud. Les États-Unis (28^e) voient leur score général abaissé par leur mauvaise performance au niveau des indicateurs relatifs à la pauvreté, la participation des femmes dans l'économie et les inégalités.
- Les programmes d'assistance sociale peuvent constituer des bouées de survie économique pour les femmes, et sont tout particulièrement

essentiels pour les groupes marginalisés.

Mais, alors que l'Europe et Amérique du Nord a le score régional le plus élevé pour cet indicateur, avec 18 pays atteignant entièrement la cible d'une couverture à 100 pour cent, les États-Unis et la plupart des pays de l'est de l'Europe ont des taux de couverture se situant autour ou sous la moyenne mondiale.

- Les méthodes modernes de planification familiale permettent aux filles et aux femmes de faire des choix quant à leur propre corps, d'éviter des grossesses non désirées ou dangereuses et d'espacer les naissances. La région peut encore faire d'importants progrès sur cet indicateur : elle a un score bien inférieur à la moyenne de l'Amérique latine et Caraïbes, et aucun pays de la région n'atteint à 100 pour cent la cible, avec près de la moitié en-deçà de 75 pour cent.

Amérique latine et Caraïbes

Avec un score d'Indice régional moyen de 66,5, la région Amérique latine et Caraïbes est la région au deuxième plus haut score de l'Indice du genre dans les ODD 2019.

- La région est caractérisée par son groupe resserré de pays sur l'ensemble des scores de l'Indice, ainsi que sur la plupart des objectifs – elle compte en effet moins de valeurs extrêmes exceptionnelles dans les deux directions que toute autre région.
- Les pays ayant les scores les plus faibles dans la région (le Guatemala, le Honduras, le Nicaragua et le Venezuela) ont connu un conflit civil ou des troubles politiques au cours des 30 dernières années.



Photo : Getty Images

Encadré 1 Présentation simplifiée du système de notation de l'Indice du genre dans les ODD

Le score général de l'Indice et les scores individuels des objectifs sont compris entre 0 et 100. Un score de 100 reflète la réalisation de l'égalité de genre pour les indicateurs concernés : si, par exemple, l'anémie est éradiquée, que toutes les filles terminent leur scolarité et qu'il n'existe pas de besoin non satisfait de méthodes modernes de contraception. Un score de 50 signifierait ainsi que le pays est à peu près à mi-chemin de la réalisation de cet objectif.

Excellent :	90 et plus
Bon :	80–89
Correct :	70–79
Faible :	60–69
Très faible :	59 et moins

- L'Amérique latine et Caraïbes est de loin la région au plus faible score au monde pour deux indicateurs relatifs à la sécurité physique des femmes – la région a un score général « faible » plus de dix points inférieur à celui de la région au plus faible score suivant, en termes de femmes victimes d'homicides, et El Salvador est le pays à la moins bonne performance au monde pour cet indicateur.

Moyen-Orient et Afrique du Nord

Avec un score d'Indice régional moyen de 60,8, la région Moyen-Orient et Afrique du Nord est l'avant-dernière région en termes de performance de l'Indice du genre dans les ODD 2019.

- Cinq pays de la région ont des scores « très faibles » sur l'ensemble de l'Indice, et le Yémen est le quatrième pays aux plus faibles résultats dans le monde.
- La région a un score particulièrement bon sur les mesures d'accès aux services essentiels, à l'énergie et aux infrastructures, avec des pays disposant d'une couverture complète ou presque en électricité, à l'exception du Yémen.
- La région est à la traîne du monde sur une large gamme d'indicateurs portant sur les droits juridiques des femmes, et notamment les droits fonciers, l'égalité sur le lieu de travail et la mesure dans laquelle des motifs juridiques permettent l'avortement.

Afrique subsaharienne

Avec un score d'Indice régional moyen de 51,1, la région Afrique subsaharienne est la région à la moins bonne performance de l'Indice du genre dans les ODD 2019.

- Les meilleures performances de la région se situent au niveau de l'ODD 2 : Faim et nutrition et l'ODD 8 : Emploi et croissance économique. Mais les indicateurs sur lesquels la majeure partie du monde obtient de relativement bonnes performances, et notamment la mortalité maternelle, l'accès à l'eau potable et à l'électricité, sont des points essentiels chroniquement faibles dans presque toute l'Afrique subsaharienne.
- De nombreux pays d'Afrique subsaharienne ont de bonnes performances, voire et exceptionnelle sur la proportion de femmes occupant des postes au gouvernement : l'Afrique subsaharienne est la seule région à l'exception de l'Amérique latine et Caraïbes où un, voire plusieurs pays ont atteint ou dépassé la parité dans la chambre basse du Parlement. Le Rwanda (61 pour cent du Parlement), la Namibie (46 pour cent), l'Afrique du Sud (42 pour cent), le Sénégal (42 pour cent) comptent tous parmi les dix premiers pays de l'Indice du genre dans les ODD 2019 en termes de femmes siégeant au Parlement.

Ne laisser personne pour compte : ce que les données révèlent au sujet des formes multiples et intersectionnelles de discrimination

L'inégalité de genre est aggravée par d'autres facteurs. Dans le monde entier, peu importe le niveau de revenu du pays, les filles et les femmes font l'expérience de désavantages supplémentaires en lien avec leur âge, leur niveau de revenu, leur identité ethnique ou religieuse, leur localisation géographique, leur orientation sexuelle et/ou identité de genre, leur situation de handicap, leur statut d'immigrante ou leur séropositivité, notamment.

- Dans un monde où des données suffisamment ventilées seraient disponibles, nous pourrions observer les scores de l'Indice du genre dans les ODD 2019 de ces différents groupes. Le manque de couverture de données et de ventilation suffisante des données rend, malheureusement, impossible ce genre de comparaison, même au sein d'un sous-ensemble réduit des 129 pays inclus dans l'Indice.
- Les données nationales ventilées et des études à plus petite échelle sur quatre thématiques principales pertinentes à l'Indice du genre dans les ODD 2019 contribuent à illustrer certaines des privations multidimensionnelles que cachent les moyennes nationales.

3

À propos de l'indice du genre dans les ODD 2019

L'approche d'EM2030 : les données entre les mains des défenseurs et défenseuses de l'égalité de genre

L'Indice du genre dans les ODD 2019 s'appuie sur les trois premières années d'engagement et de recherche de notre partenariat. Il a été conçu en collaboration avec nos dix principales partenaires et les partenaires dans les sept premiers pays à l'étude – la Colombie, El Salvador, l'Inde, l'Indonésie, le Kenya, le Sénégal et la Tanzanie – ainsi que par le dialogue avec des milliers d'autres parties prenantes dans le monde. Cette combinaison d'engagement national et de consultations de recherche au niveau mondial a permis de concevoir cet Indice élargi.

L'Indice a été conçu en s'appuyant sur la recherche et les travaux précédents d'EM2030, dont une enquête auprès de 109 décideurs et décideuses politiques dans cinq pays, une enquête mondiale auprès de 613 défenseurs et défenseuses de l'égalité de genre et l'Indice pilote du genre dans les ODD. Cette recherche a façonné notre compréhension des priorités politiques, des besoins en termes de données sur le genre et des défis et opportunités que l'avenir nous réserve.² L'Indice pilote a été lancé en 2018 dans chacun de nos six premiers pays à l'étude. Il a été partagé à l'occasion de réunions avec des haut-e-s responsables des bureaux nationaux de la statistique et des ministères de la Planification du développement et discuté lors d'événements régionaux. Les expériences contextualisées

Encadré 2 Quelles ont été les priorités d'EM2030 lors de l'élaboration de l'Indice ?

- **L'accessibilité et l'utilité pour les défenseurs et défenseuses** : de l'égalité de genre: l'Indice est aisément partagé et compris par l'ensemble des publics, et souligne les questions régionales et nationales
- **Des leviers politiques clairs** : l'Indice inclut des indicateurs clairs sur les lois et les politiques qui font progresser les droits des femmes
- **La concentration sur les questions clé en lien avec le genre** : l'Indice couvre les questions les plus importantes pour les droits des femmes et leurs réalités vécues, y compris celles qui ne sont pas incluses dans d'autres indices
- **Une méthodologie solide** : la méthodologie sur laquelle est construit l'Indice est à la fois rigoureuse et renseignée par des experts et expertes techniques
- **De bons indicateurs** : les indicateurs choisis sont les « meilleurs possibles », car ils disposent d'une bonne couverture des données et sont applicables à l'ensemble des pays à revenu élevé, intermédiaire et faible
- **Le suivi temporel** : l'Indice est valable dans le temps et les futures éditions pourront servir à mesurer les progrès ou la stagnation

Encadré 3 Plateforme de données pour le plaidoyer pour l'égalité de genre

Pour en savoir plus à propos de la méthodologie adoptée pour l'élaboration de l'Indice et la manière dont les indicateurs ont été sélectionnés, consulter l'Annexe II : Méthodologie, ou le Rapport technique entier (en anglais, un résumé analytique est disponible en français) sur la Plateforme de données pour le plaidoyer pour l'égalité de genre d'EM2030, une plateforme en ligne présentant l'Indice, des récits et des ressources nationales et thématiques pour et par les défenseurs et défenseuses de l'égalité de genre.

Grâce à des visualisations de données et des profils par pays, région ou objectif interactifs, la Plateforme de données pour le plaidoyer pour l'égalité de genre permet aux défenseurs et défenseuses de l'égalité de genre d'accéder rapidement aux connaissances et informations incluses dans notre Indice du genre dans les ODD 2019.

Les défenseurs et défenseuses de l'égalité de genre peuvent consulter la Plateforme pour comparer les performances de pays entre régions, générer une interprétation de tendances mondiales, explorer les ODD en fonction de domaines d'intérêt thématiques transversaux ou consulter des informations sur les filles et les femmes qui utilisent les données pour mener des actions au sein de leurs communautés. Explorez-la dès maintenant :

www.data.em2030.org.

des organisations partenaires dans la mise en application de l'Indice pour encadrer les efforts de plaidoyer et se centrer sur les thématiques des ODD qu'elles priorisent se sont révélées essentielles à la conception de l'Indice du genre dans les ODD 2019.

Les données sur le genre sont absolument essentielles pour réaliser des progrès vers l'égalité de genre et l'ensemble du Programme 2030.³ Notre enquête de 2018 auprès des défenseurs et défenseuses de l'égalité de genre a révélé que neuf personnes sur dix (89 pour cent) s'accordent sur le fait qu'une percée dans les avancées vers la réalisation des ODD visant à aider les filles et les femmes les plus désavantagées ne sera pas possible sans disposer de données pertinentes.⁴ Mais les données seules ne suffisent pas – notre engagement auprès des partenaires dans le monde entier a renforcé l'idée que les données sur le genre sont plus utiles à entraîner des changements de politiques lorsqu'elles sont alignées sur les besoins des défenseurs et défenseuses de l'égalité de genre et lorsqu'elles sont partagées en formats accessibles. L'Indice est conçu dans cette perspective : par et pour les défenseurs et défenseuses de l'égalité de genre.

En quoi cet Indice est-il unique ?

Cet Indice est l'indice sur l'égalité de genre le plus exhaustif et explicitement aligné sur les ODD. Parce que l'égalité de genre est liée aux progrès sur l'ensemble du programme des ODD, cet Indice sert de baromètre pour les progrès et difficultés qui pourraient avoir un impact sur des gains plus importants en termes de développement. La portée de l'Indice du genre dans les ODD 2019 diffère de celle d'autres outils qui mesurent l'égalité de genre (tels que l'Indice d'inégalité de genre (IIG), l'indice Institutions sociales et le genre (SIGI), le Forum économique mondial (FEM), l'Indice mondial de l'écart entre les genres, etc.) et

qui couvrent quatre ou cinq dimensions de l'égalité de genre, soit celles en lien avec la santé, l'éducation et la participation économique.⁵ Et il se distingue des cadres d'indicateurs sur le genre (tels que le cadre des indicateurs des ODD d'ONU Femmes, de l'ensemble minimal d'indicateurs de l'égalité des sexes de la Commission de statistique de l'ONU et de Ready to Measure de Data2X) qui suggèrent des indicateurs pour le Programme 2030 ou supervisent notre capacité à les mesurer, mais ne s'en servent ni pour collecter des données mondiales, ni pour en présenter.⁶ L'Indice du genre dans les ODD 2019 est conçu pour amplifier et soutenir les travaux fondamentaux. Il présente l'image générale de l'égalité de genre dans le cadre du Programme des ODD et rend compte de différentes questions qui ont une certaine pertinence dans l'ensemble des pays et des contextes.

L'Indice est également unique en ce qu'il inclut de nombreuses questions qui ne font pas l'objet de suffisamment d'attention du point de vue du genre – voire sont totalement omises des cadres officiels des ODD – mais qui sont néanmoins essentielles pour l'égalité de genre et l'atteinte d'objectifs et de cibles précis des ODD. L'Indice puise dans diverses sources de données, dont celles d'organisations non gouvernementales (ONG), d'agences gouvernementales, de la société civile et du secteur privé. Il a pour objectif de combler les manques, en adoptant une optique du genre pour examiner chacun des objectifs et identifier les problèmes liés à chaque objectif identifié comme importants pour les défenseurs et défenseuses de l'égalité de genre. Ces défenseurs et défenseuses de l'égalité de genre mentionnent souvent un environnement favorable à l'égalité de genre qui n'est pas représenté dans le cadre officiel de suivi des ODD (élaboré en considérant le genre comme une question transversale mais sans appliquer l'optique du genre à chaque objectif). Citons à ce propos des exemples

du cadre juridique de l'avortement, la budgétisation nationale ventilée (notamment en fonction du genre) et les femmes juges aux plus hautes cours.

La composition des indicateurs de l'Indice le distingue également des autres outils disponibles. Il s'appuie à la fois sur les indicateurs officiels des ODD et des indicateurs complémentaires, et examine les résultats souhaités et les moyens favorables (lois, politiques, procédures et financement) nécessaires à la réalisation de l'égalité de genre par rapport aux ODD. L'inclusion d'indicateurs de « moyens favorables » complémentaires – dont plusieurs sont reliés aux leviers politiques – souligne l'utilisation voulue de l'Indice en tant qu'outil de changement politique.

Comment l'Indice doit-il être interprété ?

Idéalement, cet Indice du genre dans les ODD 2019 aurait souhaité couvrir tous les pays du monde. Cependant, des dizaines de pays, et particulièrement les plus petits États et ceux frappés par l'instabilité, ne disposent pas de données sur suffisamment d'indicateurs pour être inclus (voir Annexe II : Méthodologie).

Nous aurions également souhaité inclure de nombreuses autres questions, mais n'avons pas pu le faire en raison d'une couverture insuffisante de données au niveau mondial.⁷ EM2030 continuera à intensifier ses travaux, ajouter des pays et rendre compte de nouvelles mesures innovantes d'égalité de genre dans les prochaines éditions de l'Indice.

Les scores de l'Indice doivent ainsi être interprétés comme des observations de base. L'Indice du genre dans les ODD 2019 est un aperçu de la situation actuelle du monde par rapport à l'égalité de genre définie dans le Programme 2030. Chaque nouvelle édition de l'Indice permettra de suivre les progrès réalisés par pays, objectif et indicateur, et ainsi d'approfondir et d'enrichir l'analyse des tendances. Nous espérons – et attendons de pied ferme – que de nombreux pays, quel que soit leur niveau de revenu, fassent d'importants progrès en matière d'égalité de genre d'ici à la publication du prochain Indice du genre dans les ODD, en 2021. Et nous espérons que l'Indice du genre dans les ODD 2019 aidera à déclencher ces changements.

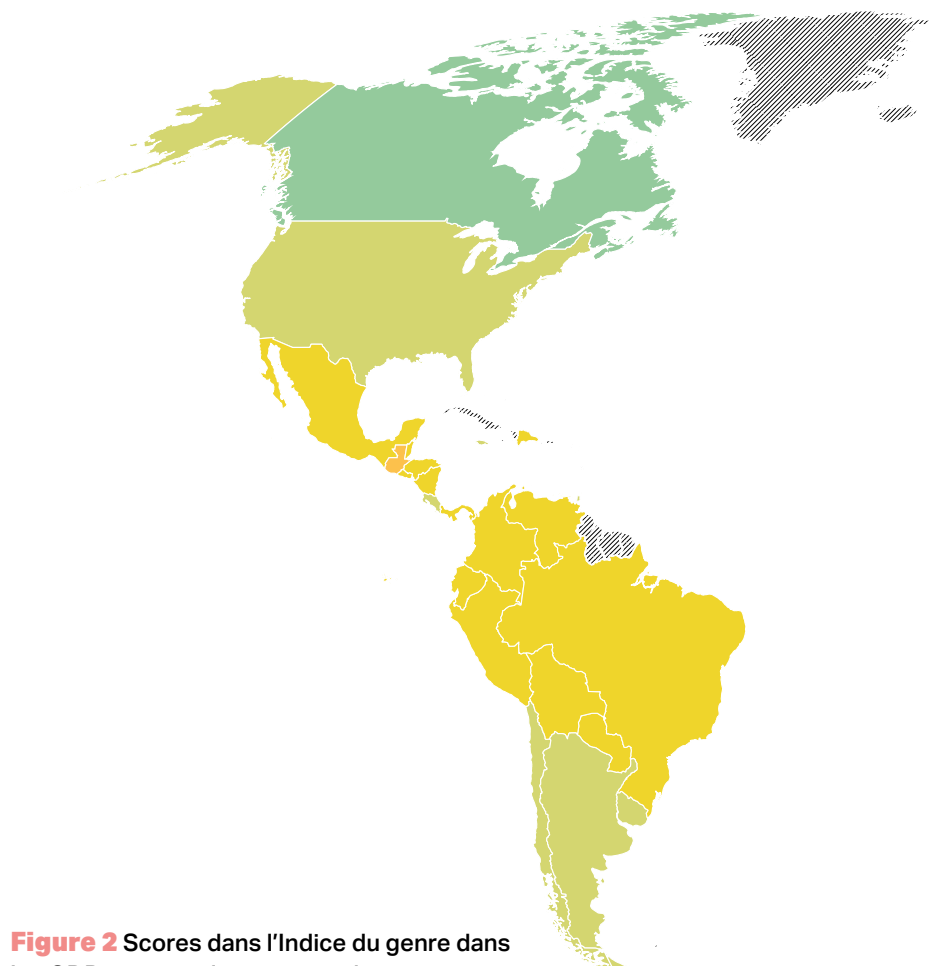
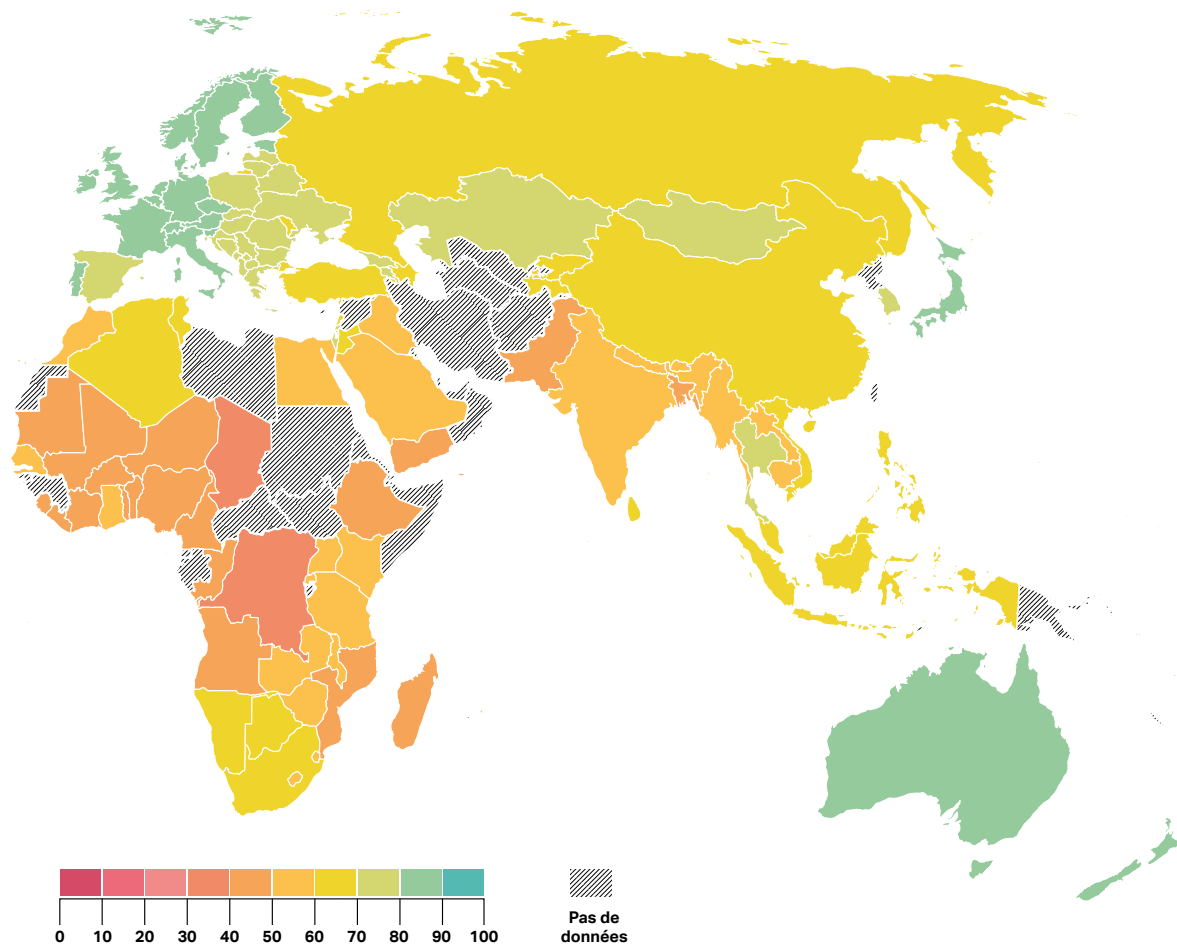


Figure 2 Scores dans l'Indice du genre dans les ODD 2019 et classements des pays

1	Danemark	● 89.3	27	Bulgarie	● 77.6
2	Finlande	● 88.8	28	États-Unis d'Amérique	● 77.6
3	Suède	● 88.0	29	Grèce	● 77.4
4	Norvège	● 87.7	30	Pologne	● 77.0
5	Pays-Bas	● 86.8	31	Israël	● 76.7
6	Slovénie	● 86.5	32	Uruguay	● 75.5
7	Allemagne	● 86.2	33	Monténégro	● 74.5
8	Canada	● 85.8	34	Serbie	● 74.5
9	Irlande	● 85.4	35	Hongrie	● 74.1
10	Australie	● 85.2	36	Bélarus	● 73.6
11	Nouvelle-Zélande	● 85.1	37	Maurice	● 73.1
12	Suisse	● 85.0	38	Bosnie-Herzégovine	● 72.8
13	Autriche	● 84.8	39	Chili	● 72.8
14	France	● 84.0	40	Géorgie	● 72.8
15	Belgique	● 83.3	41	République de Corée	● 72.6
16	Portugal	● 83.1	42	Macédoine du Nord	● 72.2
17	Royaume-Uni	● 82.2	43	Roumanie	● 72.0
18	Estonie	● 82.0	44	Costa Rica	● 71.4
19	Italie	● 81.8	45	Kazakhstan	● 71.1
20	Tchéquie	● 81.4	46	Ukraine	● 71.0
21	Japon	● 80.6	47	Argentine	● 70.8
22	Slovaquie	● 79.8	48	Trinité-et-Tobago	● 70.7
23	Espagne	● 79.7	49	Arménie	● 70.6
24	Lituanie	● 79.4	50	Jamaïque	● 70.6
25	Lettonie	● 79.4	51	Albanie	● 70.6
26	Croatie	● 79.0	52	Thaïlande	● 70.3



53	Mongolie	70.0	79	Belize	62.6	105	RDP lao	52.2
54	Moldova	69.5	80	Sri Lanka	62.1	106	Malawi	51.8
55	Paraguay	69.4	81	Honduras	61.8	107	Ouganda	50.6
56	Kirghizistan	67.9	82	Venezuela	61.4	108	Zambie	50.1
57	Colombie	67.9	83	Botswana	60.9	109	Bénin	49.9
58	Équateur	67.7	84	Nicaragua	60.4	110	Bangladesh	49.2
59	Russie	67.6	85	Jordanie	60.4	111	Côte d'Ivoire	48.9
60	Malaisie	67.5	86	Liban	60.2	112	Angola	48.9
61	Azerbaïdjan	67.5	87	Égypte	59.7	113	Pakistan	48.9
62	Viet Nam	67.2	88	Maroc	59.3	114	Mozambique	48.8
63	Panama	67.2	89	Guatemala	58.3	115	Togo	48.6
64	Mexique	66.9	90	Bhoutan	58.2	116	Burkina Faso	48.6
65	Algérie	66.9	91	Rwanda	58.1	117	Éthiopie	48.3
66	Pérou	66.7	92	Arabie saoudite	57.4	118	Cameroun	47.9
67	Tunisie	66.0	93	Eswatini	57.1	119	Madagascar	47.7
68	Bolivie	65.3	94	Ghana	56.6	120	Sierra Leone	47.6
69	Indonésie	65.2	95	Inde	56.2	121	Libéria	47.3
70	Turquie	65.2	96	Cambodge	56.0	122	Nigéria	46.1
71	Afrique du Sud	64.9	97	Kenya	55.1	123	Mali	46.0
72	Tadjikistan	64.8	98	Myanmar	54.1	124	Mauritanie	45.0
73	Philippines	64.8	99	Lesotho	53.7	125	Niger	44.9
74	Chine	64.7	100	Zimbabwe	53.7	126	Yémen	44.7
75	Namibie	64.5	101	RU Tanzanie	53.5	127	Congo	44.0
76	République dominicaine	62.8	102	Népal	52.6	128	RD Congo	38.2
77	Brésil	62.8	103	Iraq	52.3	129	Tchad	33.4
78	El Salvador	62.7	104	Sénégal	52.2			

Source : Equal Measures 2030, 2019

4

APERÇU GÉNÉRAL



Principales observations globales

L'Indice du genre dans les ODD 2019 révèle que, des 129 pays étudiés, aucun n'a entièrement rempli sa promesse d'égalité de genre envisagée dans l'ambitieux programme de 2030 (voir la Figure 2). Le score moyen global de 65,7 sur 100 témoigne d'importantes lacunes : environ 40 pour cent des

filles et des femmes du monde, soit 1,4 milliard, vivent dans des pays qui ont obtenu un « score insuffisant » en termes d'égalité de genre (scores de 59 ou moins sur 100) et 1,4 milliard d'autres vivent dans des pays qui ont « à peine la moyenne » (scores de 60 à 69 sur 100) (voir la Figure 3).

L'Indice du genre dans les ODD 2019 indique que de nombreux pays ont franchi une étape importante vers la

réalisation de l'égalité de genre en ce qui concerne plusieurs ODD, tels que l'éducation, la santé, l'accès aux services essentiels, et dans la codification de certains droits juridiques, mais que de nombreuses questions demeurent non résolues pour que les filles et les femmes – dans toutes les régions du monde – jouissent d'une pleine égalité et de la réalisation de leurs droits.

Aucun pays n'a atteint un score « excellent » global de 90 ou plus sur 100, mais le Danemark, avec 89,3, en tête de l'Indice, s'en rapproche. Les autres pays qui figurent aux dix premières places de l'Indice – la Finlande, la Suède, la Norvège, les Pays-Bas, la Slovénie, l'Allemagne, le Canada, l'Irlande,

l'Australie – ont généralement en commun d'avoir des services publics et des filets de sécurité sociale plutôt solides.⁸

Il n'est pas surprenant que les pays situés en bas de l'Indice comme la Sierra Leone, le Liberia, le Nigeria, le Mali, la Mauritanie, le Niger, le Yémen, le Congo, la République démocratique du Congo, et le Tchad aient un revenu moyen légèrement supérieur à 2 500 \$ (PPP) par personne et par an. Ceci reflète l'importance des niveaux élémentaires de stabilité sociale et économique, de l'état de droit et du besoin de disposer de ressources suffisantes pour fournir les services nécessaires à la protection, la promotion et le respect des droits des filles et des femmes (voir Encadré 4).

Conformément à la vision des ODD comme programme « universel », appliqué de la même manière à l'ensemble des pays et selon le principe des droits humains universels, l'Indice du genre dans les ODD 2019 utilise la même série de cibles et d'indicateurs pour tous les pays. Il y a cependant lieu de reconnaître que les 129 pays de l'Indice connaissent des situations différentes en termes d'égalité de genre et de capacité à respecter les droits des filles et des femmes. La plupart des pays qui figurent dans la deuxième moitié de l'Indice, par exemple, sont toujours confrontés à une grande variété de difficultés politiques et économiques, en lien avec l'héritage historique du colonialisme, entre autres facteurs d'importance. Un fort principe qui sous-tend les ODD – et que l'on retrouve dans l'Objectif 17 : Partenariats – est que les pays plus aisés devraient soutenir les moins aisés dans leurs efforts pour atteindre les objectifs, et notamment les dimensions liées à de l'égalité de genre dans les ODD.

Aucun des 129 pays de l'étude n'a entièrement rempli sa promesse d'égalité de genre envisagée dans l'ambitieux Programme 2030

Figure 3 Nombre de filles et de femmes vivant dans les pays, par groupement de scores d'Indice du genre dans les ODD 2019, en millions



Source : Equal Measures 2030, 2019

Encadré 4 Égalité de genre dans les contextes fragilisés et touchés par des conflits et des crises

Une crise, qu'il s'agisse d'un conflit armé ou d'une catastrophe naturelle, exacerbe souvent les inégalités de genre. Les schémas préétablis de violence et d'exploitation s'aggravent et de nouvelles menaces émergent. Les filles et les femmes sont davantage exposées aux risques, dont les violences basées sur le genre et la traite humaine, les grossesses non désirées, la mortalité et la morbidité maternelles, les avortements à risque et le mariage d'enfant, précoce et forcé. Elles peuvent également se voir exclues des processus décisionnels ou empêchées d'accéder à des services essentiels, du fait de normes sociales préjudiciables.^I

Dans les contextes humanitaires, les filles et les femmes comptent parmi les plus vulnérables et les moins visibles. Des recherches menées par ODI et IRC ont montré que les réfugiés, les personnes déplacées à l'intérieur des pays, et les autres personnes affectées par des crises ne sont pas systématiquement incluses dans les rapports d'avancement des ODD des pays, dans les enquêtes nationales, afin de déterminer leur statut et leurs besoins socio-économiques, ou les plans de développement nationaux et sectoriels.^{II}

Les dix pays aux performances les plus faibles de l'Indice ont un revenu moyen légèrement supérieur à de 2 500 \$ (PPP) par personne et par an, et tous figurent également sur la liste des États fragiles 2018 de l'OCDE. Parmi les 21 pays ayant des scores extrêmement bas sur l'Indice (inférieurs à 50 points, indiquant que le pays est à moins de la moitié du chemin à parcourir pour atteindre les cibles de l'égalité de genre), tous sauf deux (le Bénin et le Togo) figurent sur la liste des États fragiles 2018 de l'OCDE.^{III}

Obstacles relatifs à la disponibilité des données signifient que les pays connaissant les urgences humanitaires les plus chroniques, sévères et complexes ne figurent pas dans l'Indice. Des pays tels que l'Afghanistan, la République centrafricaine et la Syrie n'ont pas pu être inclus dans l'Indice à cause de l'insuffisance des données disponibles. De plus, alors que des pays comme le Yémen sont inclus, les données disponibles les plus récentes datent d'avant le conflit en cours. La prochaine mise à jour de l'Indice en 2021 présentera sûrement une image encore plus dégradée pour les pays comme le Yémen.

Le Programme 2030 reconnaît que nombre des moteurs des crises humanitaires menacent d'annuler les progrès de développement réalisés au cours des dernières décennies. Il est tout simplement impossible d'atteindre les ODD sans centrer l'attention sur les femmes et les filles dans les contextes fragilisés et touchés par des conflits.

I ONU Femmes, « Gros plan : Les femmes et les conflits armés » (2018), <http://beijing20.unwomen.org/fr/in-focus/armed-conflict> ; OCDE, « États de fragilité 2018 », www.oecd.org/fr/cad/etats-de-fragilite-2018-9789264308916-fr.htm.

II ODI et IRC, « Fragilité, crise et ne laissant personne pour compte » (2018), www.odi.org/sites/odi.org.uk/files/resource-documents/12424.pdf

III Sur la base du RNB par habitant, PPP (\$ PPA internationaux courants) pour 2017, OCDE (2018) www.oecd.org/dac/conflict-fragility-resilience/statesoffragilityframework2018.htm.

Variation des scores de l'Indice entre et au sein de régions

Parmi les 20 premiers pays au monde, 18 se situent en Europe et Amérique du Nord, et deux (l'Australie et la Nouvelle-Zélande) appartiennent à la région Asie et Pacifique. Parmi les 20 derniers pays, 17 sont en Afrique subsaharienne, deux en Asie et Pacifique (le Bangladesh et le Pakistan) et un au Moyen-Orient et Afrique du Nord (le Yémen).

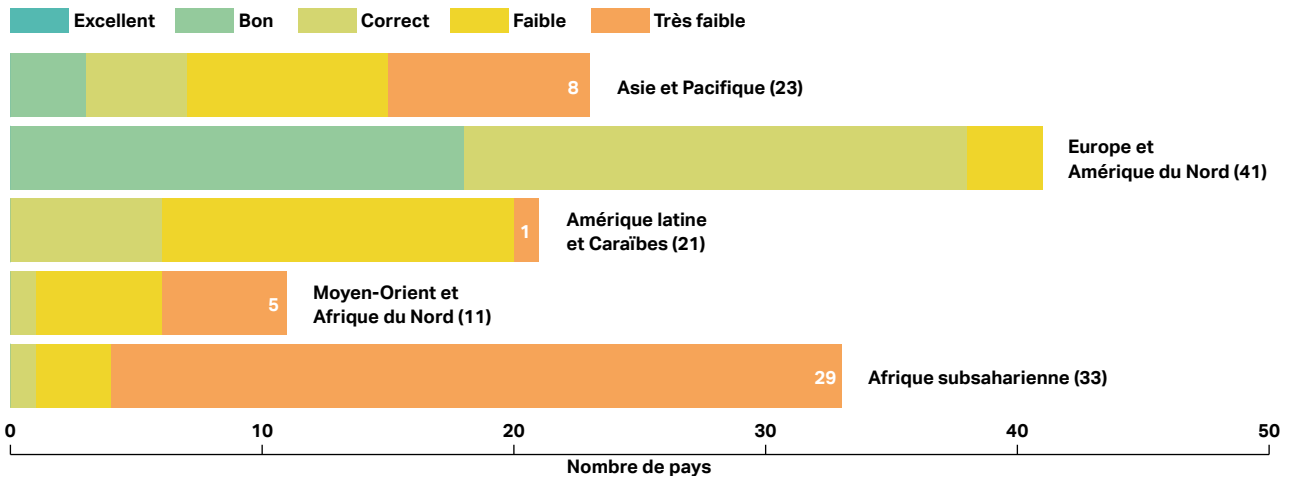
Une forte variation existe entre les scores au sein des régions. Chaque région connaît une différence d'au moins 17 points entre les scores du pays à la performance la plus élevée et celui à la performance la plus basse. Même en Amérique latine et Caraïbes, où la variation est la plus réduite de toutes les régions, les pays sont repartis entre les scores « très faible », « faible » et « correct » (voir Figure 4). Dans les autres régions, la différence est encore plus prononcée : l'écart entre les pays ayant obtenu les meilleurs résultats en Afrique subsaharienne est de 39.7 points, et en Asie et Pacifique comptent des pays dans l'ensemble du spectre de scores.

Lien entre le revenu national et les scores de l'Indice du genre dans les ODD 2019

Il semble y avoir une corrélation entre les scores des pays dans l'Indice et leur revenu national, tel qu'indiqué à la Figure 5. Ceci signifie simplement que, dans l'ensemble, les pays à revenu plus élevé sont plus susceptibles d'avoir davantage de progrès pour l'égalité de genre que les pays à revenu plus faible. Mais les données indiquent que cela n'est pas toujours le cas : l'étude des pays qui s'écartent de cette tendance indique que les progrès en termes d'égalité de genre ne sont pas liés uniquement au développement économique.

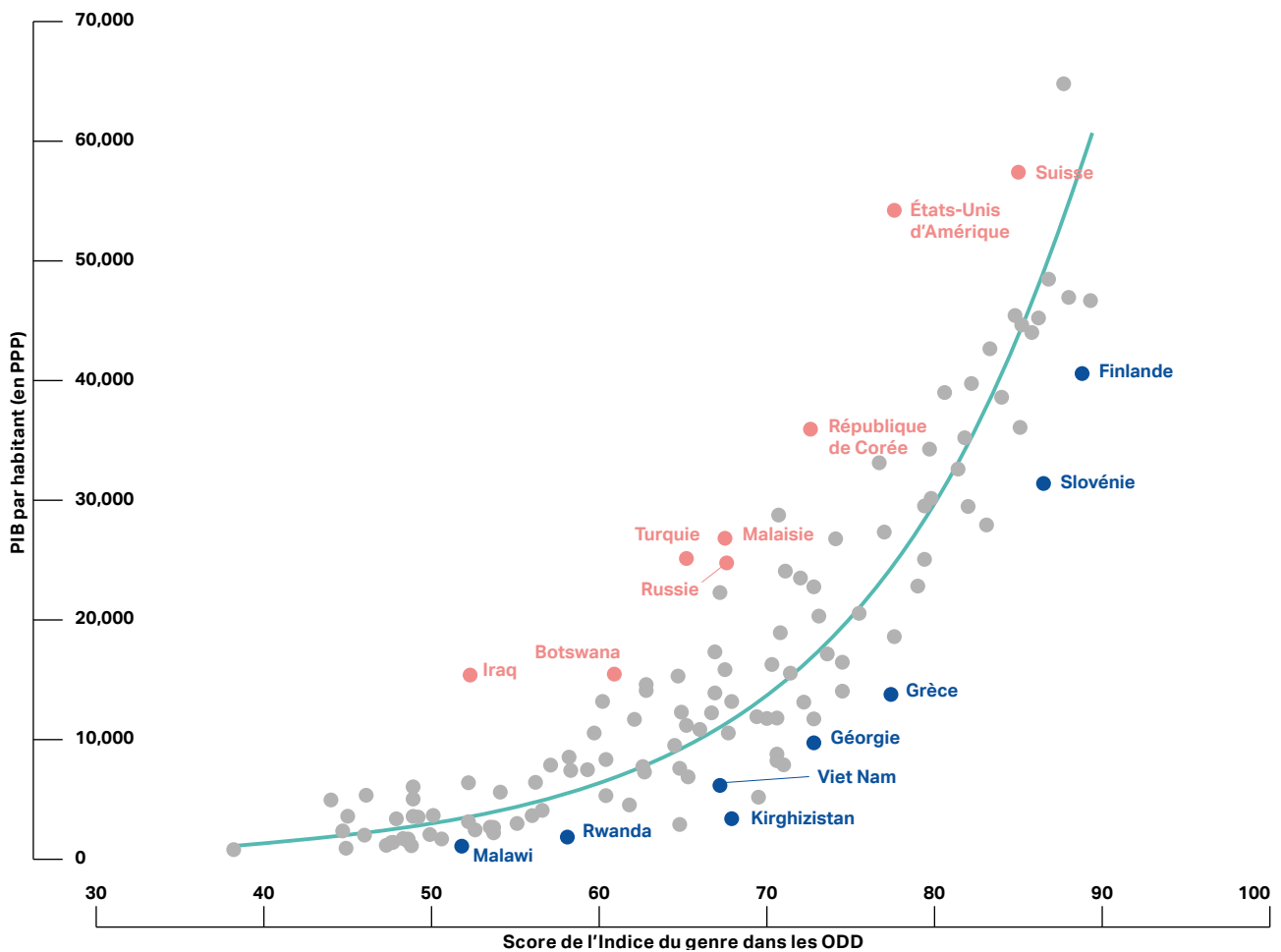
Certains pays – la Finlande, la Géorgie, la Grèce, le Kirghizistan, le Malawi, le Rwanda, la Slovaquie et le Viet Nam, notamment – ont un résultat supérieur à ce que l'on pourrait attendre, d'après leur PIB par habitant. Ceux qui sont situés en dessous de la ligne sur la Figure 5 peuvent être considérés avoir davantage d'égalité de genre que ce à quoi le revenu national pourrait laisser croire.

Figure 4 Nombre de pays par groupe de scores de l'Indice du genre dans les ODD 2019



Source : Equal Measures 2030, 2019

Figure 5 Scores de l'Indice du genre dans les ODD 2019 et revenu national par habitant



Source : Equal Measures 2030, 2019 à partir de données de la Banque mondiale, 2019

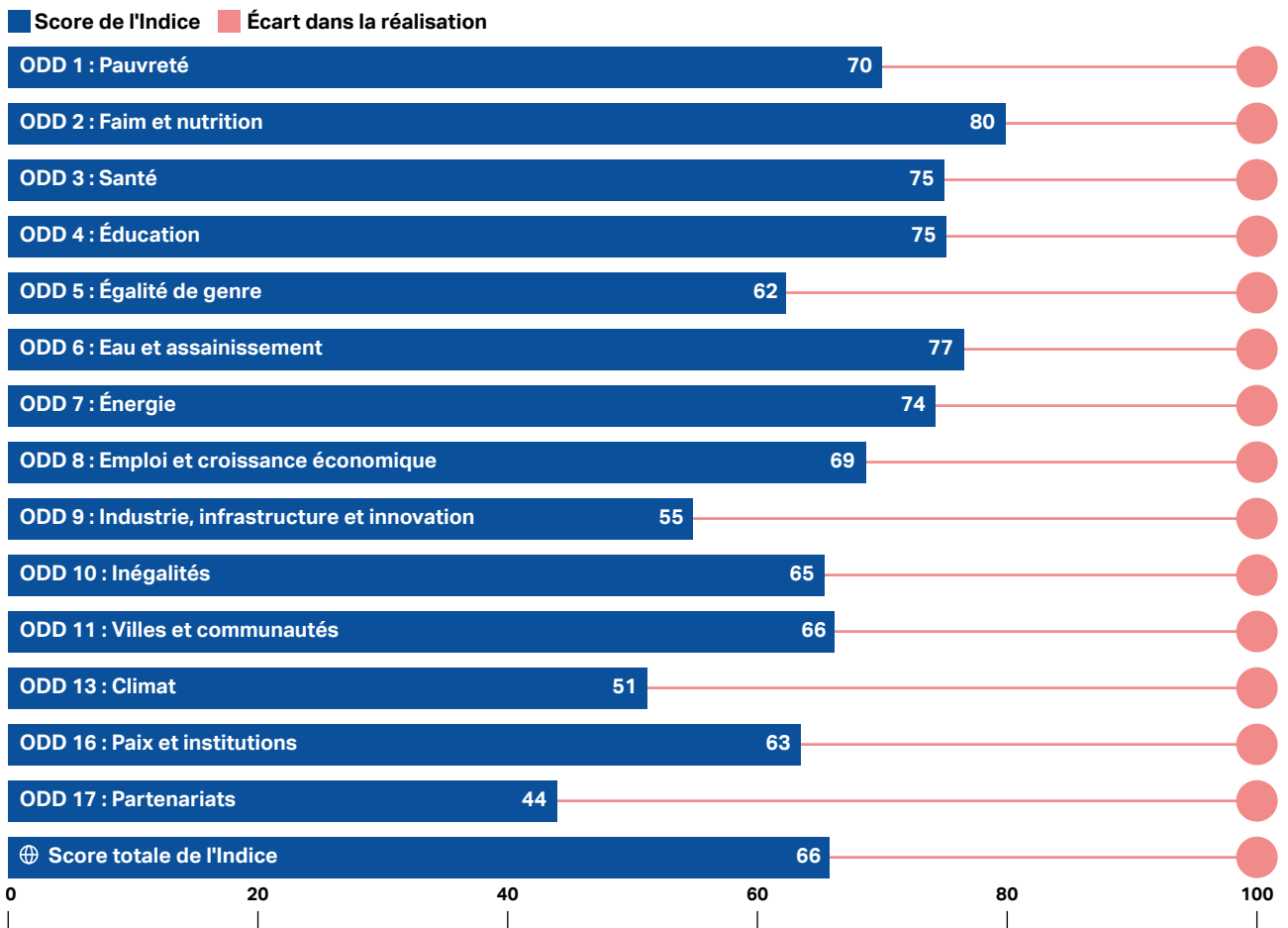
D'autres recherches devraient être réalisées pour comprendre quelles normes, lois, politiques et décisions budgétaires ont permis à ces pays de tirer un meilleur profit de leurs ressources pour renforcer l'égalité de genre que ce à quoi l'on aurait pu s'attendre.

Par exemple, la Slovénie a un score d'Indice supérieur à ceux de l'Irlande et de la Suisse, bien que son revenu national par habitant soit deux fois moindre. Parmi les pays à revenu intermédiaire, le Viet Nam et le Kirghizistan ont des scores plus élevés que prévu, malgré des niveaux de revenu



Photo : Plan International, G. Van Buggenhout

Figure 6 Scores de l'Indice du genre dans les ODD 2019 par objectif, moyennes globales



Source : Equal Measures 2030, 2019

Encadré 5 « Domaines susceptibles d'être améliorés » pour les 20 pays les mieux classés

Ces indicateurs ont des scores parmi les moins élevés pour les 20 pays les mieux classés (en commençant par le score moyen le plus faible parmi les 20 premiers pays dans l'ensemble). Les faibles scores suggèrent que même les pays obtenant des scores élevés dans l'ensemble au niveau de l'égalité de genre éprouvent des difficultés au niveau de questions épineuses, telles que le changement climatique, la budgétisation sensible au genre et les services publics, la représentation égale aux postes de pouvoir, les écarts de rémunération entre hommes et femmes et les violences basées sur le genre.

- 13b :** Mesure dans laquelle un pays est engagé dans la réduction des risques de catastrophe
- 17b :** Recettes fiscales en % du PIB
- 17d :** Ouverture des statistiques en fonction du genre
- 8a :** Égalité de rémunération entre les femmes et les hommes pour un travail similaire
- 16c :** Pourcentage des sièges occupés par des femmes à la Cour suprême ou la plus haute instance judiciaire d'un pays
- 13c :** Niveau de vulnérabilité climatique
- 5d :** Proportion de sièges occupés par des femmes dans les parlements nationaux
- 9d :** Proportion de femmes à des fonctions dans la recherche scientifique et technologique
- 9b :** Proportion de femmes se déclarant satisfaites de la qualité des routes dans leur ville ou zone de résidence
- 17a :** Dépenses sociales en % du PIB
- 17c :** Mesure dans laquelle un budget national est ventilé en fonction de facteurs tels que le genre, l'âge, le revenu ou la région
- 5e :** Proportion de femmes occupant des fonctions ministérielles et gouvernementales
- 11c :** Pourcentage de femmes âgées de 15 ans et plus considérant qu'« il n'y a pas de danger à se déplacer seules à pied dans [leur] zone de résidence »

national équivalents à une fraction de ceux de la Malaisie et de la Russie, respectivement.

D'un autre côté, d'autres pays – dont le Botswana, la Corée du Sud, les États-Unis, l'Iraq, la Malaisie, la Russie, la Suisse et la Turquie, entre autres – ont des résultats d'égalité de genre inférieurs à ce que leur niveau de revenu pourrait laisser entrevoir. Ceux qui se situent au-dessus de la ligne sur la Figure 5 peuvent être considérés connaître une égalité de genre inférieure à ce que le niveau de revenu du pays pourrait permettre d'attendre. Il est clair que les défenseurs et défenseuses de l'égalité de genre doivent encourager ces pays « au-dessus de la ligne » à mieux convertir leurs ressources

en politiques, lois et affectations budgétaires qui conduiront à davantage d'égalité de genre.

L'un des principaux avantages de l'Indice du genre dans les ODD 2019 est qu'il permet de déterminer le score général d'un pays objectif par objectif dans l'Indice. Ce type d'analyse peut aider à identifier pourquoi certains pays font « fléchir la tendance », soit le fait d'avoir une égalité de genre supérieure ou inférieure à ce à quoi l'on pourrait s'attendre en fonction du niveau de revenu du pays.

Tous les pays doivent s'améliorer sur certains aspects de l'égalité de genre

En creusant davantage dans les scores généraux de l'égalité de genre des pays pour observer les différents objectifs – voire, les questions et indicateurs individuels – il apparaît qu'aucun pays n'a la meilleure performance au monde sur tous les objectifs ou tous les indicateurs, même parmi les dix pays ayant les meilleures performances.⁹ En triant les classements de l'Indice par ODD individuels, les pays en tête peuvent être bien différents de ceux en tête des classements généraux (les scores et classements par ODD sont disponibles sur la Plateforme de données pour le plaidoyer de l'égalité de genre : www.data.em2030.org).

Le Danemark, par exemple, a la meilleure performance générale de l'Indice, mais tombe à la 14^e place au niveau de l'ODD 4 : Éducation, derrière des pays tels que la Géorgie, l'Irlande, le Japon, le Kazakhstan, la Lituanie et la Slovénie. Ceci tient en partie au fait que le Danemark a un pourcentage inférieur de jeunes femmes ayant terminé leurs études secondaires et un taux d'alphabétisation inférieur chez les femmes que dans plusieurs des 13 autres pays qui le devancent au niveau de l'ODD 4 : Éducation.

La plupart des pays qui figurent en tête de l'Indice ont un score « faible », voire « très faible », pour au moins un des 14 objectifs couverts par l'Indice. Ceci suggère que tous les pays du monde, et même ceux ayant un revenu élevé, devraient améliorer leurs lois, politiques ou affectations budgétaires publiques afin d'atteindre l'égalité de genre d'ici à 2030. Des questions épineuses, telles que le changement climatique, la budgétisation sensible au genre et les services publics, la représentation égale entre les genres dans les institutions publiques, les écarts de rémunération entre hommes et femmes et les violences basées sur le genre, continuent d'être des obstacles, même pour les pays dont le score au niveau de l'égalité de genre est élevé (voir Encadré 5).

Les pays ayant beaucoup moins de ressources luttent toujours contre les principales inégalités de genre

D'un côté, des exemples de progrès et des succès peuvent se trouver même parmi les pays ou régions

Encadré 6 L'ODD 5 : Égalité de genre figure parmi les objectifs les plus éloignés des cibles de l'Indice du genre dans les ODD 2019

Il est important de relever que l'ODD 5 : Égalité de genre est l'un des objectifs aux scores globaux les plus bas. Soixante pays obtiennent un score insuffisant sur l'objectif autonome d'égalité de genre, avec un score « très faible » de 59 ou moins, et 24 autres ont « à peine la moyenne », avec un score « faible » compris entre 60 et 69. Comparer le score moyen de l'ODD 5 avec les questions aux scores moyens bien supérieurs indique qu'alors que les pays ont généralement de meilleurs résultats sur les questions clé du développement qui impactent le bien-être des filles et des femmes (par exemple, de grandes avancées ont été réalisées dans la lutte contre la mortalité maternelle et l'amélioration de la scolarisation des filles à l'école primaire à l'époque des Objectifs du Millénaire pour le développement), ces progrès ne se reflètent pas forcément sur les autres mesures de l'égalité de genre.

Les indicateurs de l'ODD 5 qui abaissent le plus fortement les scores moyens ont trait à la représentation politique, soit l'indicateur sur le pourcentage de sièges occupés par les femmes au parlement et l'indicateur sur le pourcentage de femmes à de hautes fonctions ministérielles. La faible représentation des femmes aux gouvernements est une question de droits et a des effets fâcheux sur la société, car nous sommes privé-e-s des points de vue et expériences de la moitié de la population au sein de puissants organes décisionnels.

Les résultats de l'ODD 5 révèlent que les lois sur l'avortement demeurent fortement limitées dans un grand nombre de pays du monde, et particulièrement en Afrique subsaharienne, Amérique latine et Caraïbes, en Asie et Pacifique et au Moyen-Orient et Afrique du Nord (l'Irlande étant le seul pays d'Europe et Amérique du Nord parmi ceux au cadre juridique le plus restrictif en termes d'avortement au monde ; un score qui changera dans la prochaine édition de l'Indice du genre dans les ODD, du fait du rejet en 2018 de son interdiction restrictive de l'avortement).¹

À une époque où les technologies avancées transforment de plus en plus le monde dans lequel nous vivons, les tendances mondiales des scores de l'Indice suggèrent également de graves faiblesses au niveau des questions d'égalité de genre en lien avec l'accès équitable à l'Internet, la parité dans les domaines de la science et des technologies et l'engagement des femmes dans l'économie numérique, ainsi qu'au niveau de la vulnérabilité des filles et des femmes au changement climatique et les écarts entre les genres pour ce qui a trait à la finance publique et à la budgétisation nationale.

¹ L'indicateur 5c rend compte de plusieurs dimensions des motifs légaux de l'avortement, dont l'avortement sans restriction quant au motif, pour sauver la vie de la femme, pour sauvegarder la santé, pour motifs socioéconomiques, pour motifs de santé mentale, et dans le cas d'un viol.

aux moindres performances globales dans l'Indice.

Par exemple, la majorité des pays les mieux classés en fonction des indicateurs de l'Indice portant sur la participation des femmes au gouvernement et dans le système judiciaire se

trouvent en Amérique latine et en Afrique subsaharienne (voir Thématique approfondie, p. 42). La Bolivie, la Namibie et le Sénégal (et plus d'une douzaine d'autres pays de l'Indice) ont des pourcentages plus élevés de femmes au parlement que le Danemark, pourtant le pays le mieux classé globalement dans l'Indice.

Plusieurs pays au revenu plus faible ont de bons

résultats sur des indicateurs qui rendent compte des perceptions par les femmes de leur sécurité en se déplaçant seules dans leur quartier la nuit : le Rwanda, par exemple, a le cinquième meilleur score au monde pour cet indicateur, avec des

scores supérieurs à ceux de la Norvège, la Slovaquie, la Suisse et le Tadjikistan. Les proportions les plus élevées de femmes qui ne se sentent pas en sécurité la nuit se trouvent au Brésil, en Afrique du Sud et au Venezuela (voir Thématique approfondie p. 34 pour une exploration détaillée de la sécurité physique des femmes en Amérique latine et Caraïbes).

La question de l'accès à la planification familiale est représentée dans l'indicateur 3c *proportion de femmes qui utilisent des méthodes modernes de planification familiale*. Ici, le Brésil, la Chine, le Costa Rica, le Nicaragua, la Thaïlande et l'Uruguay figurent parmi les 10 premiers pays pour cet indicateur, devant des pays à revenu bien supérieur, tels que le Canada, le Danemark, les Pays-Bas, la Norvège et la Suède (bien que ces derniers reçoivent tous des scores « bon » ou « excellent » pour cet indicateur).

D'autres lieux d'espoir pour les pays à revenu faible ou intermédiaires incluent les services de banque électroniques : le Kenya a des taux de femmes utilisant des services de banque électroniques supérieurs à ceux de trois quarts des pays du monde.

L'Indice du genre dans les ODD 2019 inclut quatre indicateurs directement en lien avec les violences basées sur le genre

Encadré 7 Domaines à améliorer, communs au monde entier

Ces indicateurs ont, dans le monde entier, des scores parmi les moins élevés de l'Indice (en commençant par le score moyen le plus faible). Les faibles scores suggèrent des difficultés communes à défendre l'égalité de genre dans plusieurs domaines : les dépenses sociales, le changement climatique et engagement pour la réduction des risques de catastrophe, les données ouvertes, la participation politique des femmes et leur capacité à atteindre les fonctions les plus élevées, la fiscalité, la bonne gouvernance, l'inclusion des femmes dans l'économie numérique et sur l'Internet et l'assistance sociale pour les populations les plus pauvres.

- 17a :** Dépenses sociales en % du PIB (pour l'ensemble des différents types de programmes d'aides sociales)
- 13b :** Mesure dans laquelle un pays est engagé dans la réduction des risques de catastrophe (Sendai)
- 17d :** Ouverture des statistiques en fonction du genre (score)
- 5e :** Proportion de femmes occupant des fonctions ministérielles et gouvernementales
- 17b :** Recettes fiscales en % du PIB
- 16d :** Mesure dans laquelle un État est considéré être légitime, ouvert et représentatif
- 5d :** Proportion de sièges occupés par des femmes dans les parlements nationaux
- 16c :** Pourcentage des sièges occupés par des femmes à la Cour suprême ou la plus haute instance judiciaire d'un pays
- 9a :** Proportion de femmes ayant émis ou reçu des paiements électroniques au cours de l'année écoulée
- 9c :** Proportion de femmes ayant accès à des services Internet
- 1b :** Proportion du quintile le plus pauvre de la population couvert par les programmes d'assistance sociale

Et à propos de l'ouverture des budgets gouvernementaux : les 20 pays aux plus basses performances en termes de score global, par exemple, ont une meilleure performance que les 20 pays aux meilleures performances sur l'indicateur de mesure dans laquelle un budget national est ventilé en fonction de facteurs tels que le genre, l'âge, le revenu ou la région.

Tendances mondiales des scores sur les objectifs

L'Indice révèle, de manière générale, que le monde est le plus en retard sur les questions d'égalité de genre en lien avec la finance publique et une meilleure qualité des données sur le genre (ODD 17),

le Climat (ODD 13), l'égalité de genre dans l'industrie et l'innovation (ODD 9) et – ce qui est inquiétant – sur l'objectif autonome d'« Égalité de genre » (ODD 5) (voir Figure 6 et Encadré 6).

Le paysage général des questions clé transversales aux ODD

En 2018, EM2030 a réalisé une enquête auprès des défenseurs et défenseuses de l'égalité de genre du monde entier, leur posant des questions sur les priorités dans leurs actions de plaidoyer, et la manière dont ils et elles utilisaient les données et les éléments probants. Les trois thématiques qui ont émergé en tête de la liste des priorités de ces défenseurs et défenseuses de l'égalité de genre étaient les violences basées sur le genre, la santé et les droits sexuels et reproductifs, ainsi que l'autonomisation économique (et notamment l'accès à la terre et l'inclusion financière). Ce sont toutes des questions transversales à plusieurs ODD, qui nécessitent donc un examen complémentaire.

Les violences basées sur le genre

D'après l'enquête réalisée par EM2030 en 2018 auprès des défenseurs et défenseuses de l'égalité de genre, les violences basées sur le genre ont été identifiées comme la question qu'ils et elles étaient les plus susceptibles de prioriser dans leurs actions de plaidoyer. Les violences basées sur le genre sont également une question que l'on retrouve dans plusieurs ODD officiels, et donc à de nombreuses reprises dans l'Indice du genre dans les ODD 2019 – il s'agit d'un domaine dans lequel la disponibilité de données comparables est limitée, mais s'améliore.

Les estimations mondiales de l'Organisation mondiale de la Santé (OMS) indiquent qu'en moyenne, plus d'une femme sur trois (35 pour cent) a fait l'expérience d'une forme ou une autre de violence au cours de sa vie.¹⁰ L'Indice du genre dans les ODD 2019 inclut quatre indicateurs directement en lien avec les violences basées sur le genre : *le taux de mariage des enfants, précoce et forcé des filles de moins de 18 ans, les normes sociales discriminatoires mesurées en pourcentage de femmes pour qui le fait qu'un mari/partenaire batte sa femme/partenaire soit justifié dans certaines circonstances, la perception par les femmes de leur sécurité personnelle (le pourcentage de femmes de plus de 15 ans qui déclarent se « sentir en sécurité lorsqu'[elles] se déplacent seules la nuit dans la ville ou la zone où [elles] habit[ent] ») et le taux de femmes victimes d'homicide volontaire.*

Alors que l'Amérique latine et Caraïbes obtient le deuxième score régional le plus élevé de l'Indice, la région n'obtient pas la moyenne globale pour les indicateurs relatifs à la sécurité physique des femmes, et notamment celui sur les femmes victimes d'homicide volontaire – elle enregistre environ 30 points de moins que le score moyen

La mobilisation de ressources pour les services publics est essentielle à la réalisation des droits économiques des femmes – et à quasiment tous les autres droits humains

des quatre autres régions – et sur les perceptions par les femmes de leur propre sécurité quand elle se déplacent seules la nuit dans leur quartier (la région Amérique latine et Caraïbes a un score de près de 20 points inférieur à la moyenne déjà basse des quatre autres régions (voir la Thématique approfondie en p. 34 pour de plus amples détails sur les violences basées sur le genre en Amérique latine et Caraïbes). Parmi les quatre indicateurs relatifs aux violences dans l'Indice, la question portant sur le fait que les femmes se sentent en

sécurité ou non lorsqu'elles se déplacent seules la nuit est la plus complexe, d'après la moyenne mondiale : dans l'ensemble, les pays se situent juste au-dessus de la moitié (54,7) du chemin à parcourir pour atteindre la cible selon laquelle toutes les femmes se sentent en sécurité.

La santé et les droits sexuels et reproductifs

La santé et les droits sexuels et reproductifs étaient la deuxième priorité des défenseurs et défenseuses de l'égalité de genre, selon

les résultats de l'enquête auprès des défenseurs et défenseuses de l'égalité de genre EM2030 de 2018. Le score moyen mondial pour l'ODD 3 : Santé (score mondial de 75,0) est relativement élevé en comparaison avec les autres objectifs, mais cache d'importantes disparités entre les régions (l'Afrique subsaharienne obtient un score « sous la moyenne » de 48,9 alors que les autres régions combinées ont un score moyen de 82,7) et des lacunes au niveau de certains indicateurs. Les scores sur l'indicateur 3c : *Proportion de femmes, mariées ou en union, en âge de procréer (de 15 à 49 ans) qui utilisent des méthodes modernes de planification familiale*, par exemple, sont loin d'être satisfaisants, même en Europe et Amérique du Nord : en Albanie, Azerbaïdjan, Bosnie-Herzégovine, Monténégro et Serbie, moins de 40 pour cent de femmes étaient en mesure d'accéder de manière adéquate à des services de planification familiale.

Autonomisation économique, terre et inclusion financière

Ce programme élargi est apparu comme la troisième priorité au cours de l'enquête EM2030 auprès des défenseurs et défenseuses de l'égalité

de genre en 2018. Les questions relatives à l'autonomisation économique, la terre et l'inclusion financière sont comprises dans au moins 10 des 14 ODD de l'Indice, et sont directement reliées à au moins 29 des 51 indicateurs.

Comme pour toutes les autres questions, d'importantes lacunes au niveau des données empêchent de mesurer le programme d'autonomisation économique des femmes. Une de ces principales lacunes est l'absence de données comparables au niveau mondial portant sur le fardeau du travail de soins rémunéré et non rémunéré des femmes. Il existe également peu de données sur l'affectation des ressources au sein du ménage (du fait des méthodes standard de collecte des données, plusieurs indicateurs de l'Indice reflètent les ménages plutôt que les personnes individuelles), et il y a un manque de données relatives au revenu réel et au fardeau de la fiscalité des femmes.

La mobilisation de ressources pour les services publics est essentielle à la réalisation des droits économiques des femmes – et à quasiment tous les autres droits humains.¹¹ Les coupes dans les services tels que la santé, l'éducation, les services sociaux et la protection sociale ont des conséquences particulièrement néfastes pour les femmes. Mais l'Objectif 17 : Partenariats (au score mondial de 44,0) est l'objectif qui a obtenu le score le plus faible de tout l'Indice. Dans toutes les régions, les scores faibles des objectifs sont largement attribuables à de faibles scores au niveau de l'indicateur 17a : *Dépenses publiques en % du PIB*, l'indicateur au score le plus bas de tout l'Indice. La référence pour cet indicateur est placé plutôt haut par des pays tels que la Belgique, le Danemark, la Finlande, la France et l'Italie, mais il chute radicalement après la première dizaine de pays.

L'impact d'un effort mondial concerté sur les questions clés de l'égalité de genre

Alors qu'il est évident que plusieurs questions de l'Indice accusent un certain retard par rapport à ce qu'il serait attendu en vue d'atteindre les cibles d'ici à la fin du Programme 2030 – et que du travail supplémentaire est attendu au niveau de toutes les questions de l'Indice – l'Indice présente également un message d'espoir quant au pouvoir des efforts internationaux et de l'investissement public. Les pays, dans l'ensemble, ont mieux réussi dans les domaines où un ciblage et un financement coordonnés et concertés des politiques ont été réalisés au cours des 20 dernières années, notamment sur l'ODD 2 : Faim et nutrition, l'ODD 6 : Eau et assainissement, l'ODD 3 : Santé, et l'ODD 4 : Éducation.

5

APERÇU RÉGIONAL



Photo : Guille Álvarez, Unsplash

Asie et Pacifique



Principales observations pour la région Asie et Pacifique

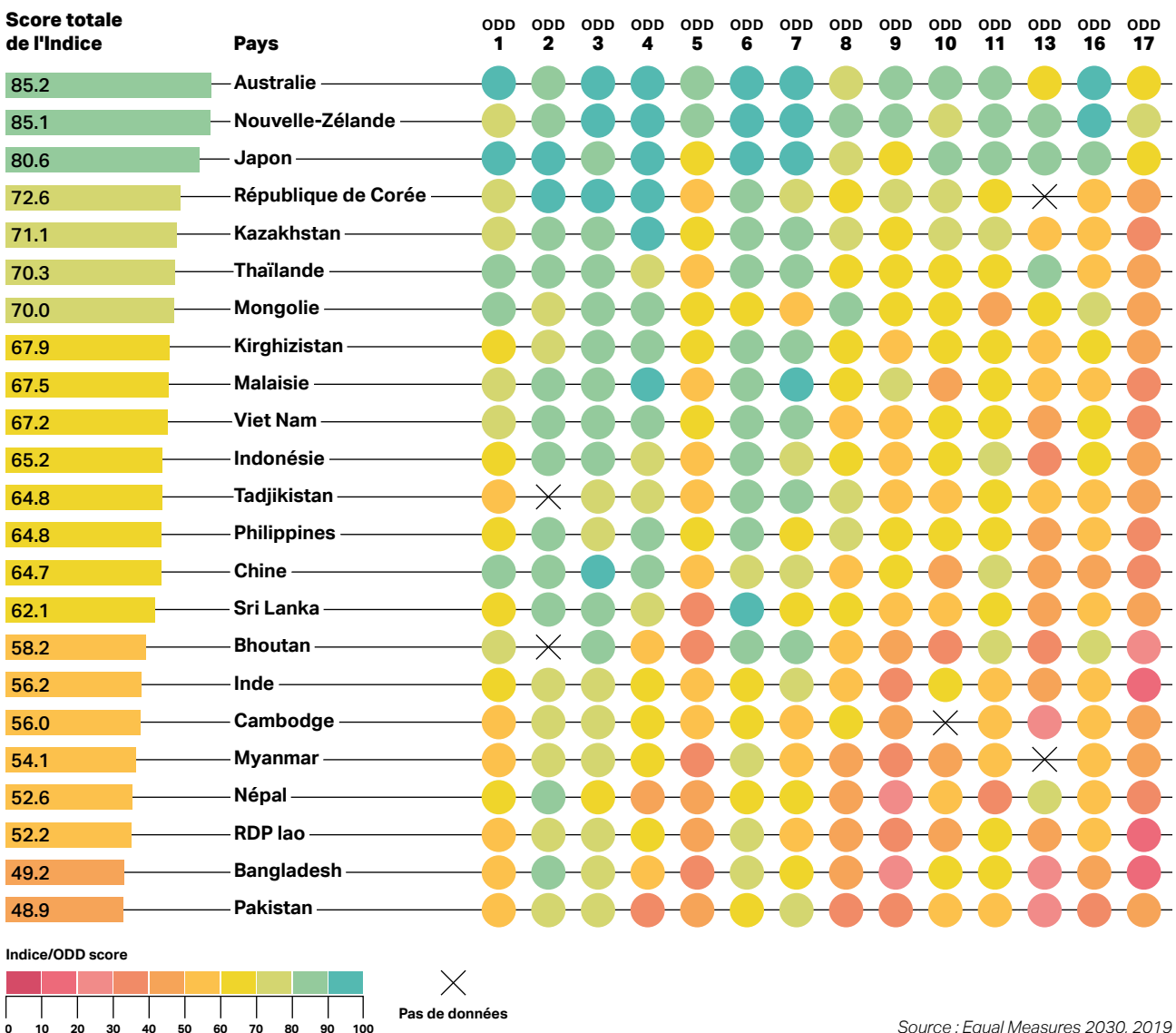
Avec un score d'Indice régional moyen de 64,6, la région Asie et Pacifique se situe exactement au milieu des cinq régions couvertes par l'Indice du genre dans les ODD 2019. La région accueille trois des 25 pays aux meilleures performances de l'Indice, soit l'Australie, le Japon et la Nouvelle-Zélande, mais aucun autre pays de la région ne figure dans les « bons » scores globaux de l'Indice. La différence entre le pays le mieux classé et le moins bien classé de la région (l'Australie et le Pakistan) est de 36 points – le deuxième plus grand écart au sein de toute région du monde. Aucun pays de la région n'est à 14 points de l'égalité

de genre, telle que mesurée par l'Indice, et un important écart sépare les deux pays de la région aux meilleures performances (Australie et Nouvelle-Zélande) du Japon (en 3^e position), avec 8 points supplémentaires entre le Japon et la Corée du Sud (en 4^e position).

Plus que dans toute autre région, les scores moyens par objectif pour la région Asie et Pacifique suivent de près les moyennes globales : la région n'est pas à plus de 7 points de la moyenne mondiale des scores de tous les objectifs. La région a une performance supérieure au score mondiale pour l'ODD 2 : Faim et nutrition, l'ODD 3 : Santé et l'ODD 6 : Eau et assainissement, et est un peu en retard par rapport aux moyennes globales pour les ODD 5 : Égalité de genre, ODD 8 : Emploi et croissance économique, ODD 10 : Inégalités, ODD 16 : Paix et institutions et ODD 17 : Partenariats.

Les objectifs pour lesquels la région obtient de bons scores par rapport aux autres régions présentent néanmoins des variations intéressantes entre les pays au niveau des indicateurs. Pour

Figure 7 Scores dans l'Indice du genre dans les ODD 2019 et classements par pays – Asie et Pacifique



Source : Equal Measures 2030, 2019

Encadré 8 Pays enregistrant les meilleures et les pires performances

Australie : 85,2
Nouvelle-Zélande : 85,1
Japon : 80,6

RDP lao : 52,2
Bangladesh : 49,2
Pakistan : 48,9

l'ODD 2 : Faim et nutrition, par exemple, la région a une meilleure performance que la moyenne mondiale – figurant au deuxième rang des cinq régions –, en grande partie du fait des moindres taux d'obésité chez les femmes en Asie qu'en Europe et Amérique du Nord, au Moyen-Orient, en Amérique latine et Caraïbes et aux taux inférieurs d'anémie qu'en Afrique subsaharienne ou au Moyen-Orient et Afrique du Nord. Même l'Australie et la Nouvelle-Zélande, les deux pays de la région aux

taux d'obésité les plus élevés chez les femmes, enregistrent toujours des taux d'obésité plus faibles que le pays à la plus faible performance sur cet indicateur dans toutes les autres régions. Les tendances à l'obésité s'inscrivent dans des différences régionales au sein de la région, le Kazakhstan, la Mongolie et le Tadjikistan enregistrant un score pire pour l'indicateur de l'obésité que pour l'Indice mondial – les trois pays connaissent des hausses importantes de la surcharge pondérale et de l'obésité depuis les

années 1990, avec plus de la moitié des adultes, et largement plus de femmes que d'hommes en surcharge pondérale ou obésité dans chacun de ces pays.¹²

Un certain nombre de pays en Asie et Pacifique qui s'inscrivent dans le quartile inférieur des scores mondiaux de l'Indice ont une performance exceptionnelle bonne pour certains objectifs, et inversement. Le Népal, par exemple, l'un des pays aux scores les plus bas de la région, figure parmi les trois pays à la meilleure performance pour l'ODD 13 : Climat, du fait d'un meilleur engagement pour la réduction des risques de catastrophe que ses voisins régionaux et d'un équilibre relativement bon entre les genres dans sa délégation CCNUCC. La Mongolie est le pays ayant le score le plus faible, ou deuxième plus faible de la région sur les ODD 6 : Eau et assainissement, l'ODD 7 : Énergie et l'ODD 11 : Villes et communautés, mais son score global a été relevé par sa meilleure performance sur d'autres objectifs et lui permet d'atteindre la 7^e position dans la région.

La région se caractérise également par des écarts interrégionaux extrêmement importants sur plusieurs objectifs, et en particulier l'ODD 4 : Éducation (62 points d'écart entre les pays les mieux placés et les moins bien placés), l'ODD 9 : Industrie, infrastructure et innovation (57 points d'écart), l'ODD 13 : Climat (64 points d'écart),

Encadré 9 Coup de projecteur sur des indicateurs Asie et Pacifique

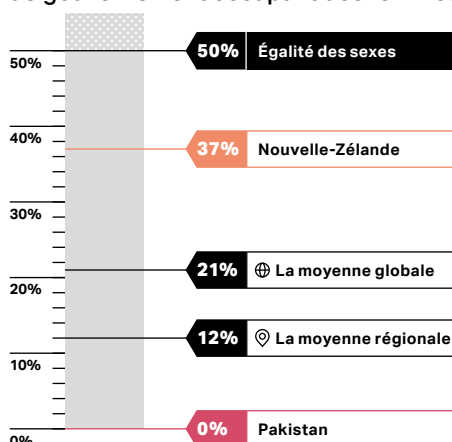
5e : Proportion de femmes occupant des fonctions ministérielles et gouvernementales

Alors que plusieurs pays asiatiques ont élu des femmes à la tête de leur gouvernement au cours des dernières années – et notamment la Corée du Sud, la Nouvelle-Zélande, Taïwan et la Thaïlande – la région enregistre la deuxième plus mauvaise performance à l'échelle mondiale pour la mesure de la capacité des femmes à accéder aux hautes fonctions dans les gouvernements nationaux. Seuls trois pays de la région ont parcouru plus de la moitié du chemin vers la cible d'une parité totale dans les ministères et aux hautes fonctions de gouvernement (Indonésie, Nouvelle-Zélande et Philippines).

13b : Mesure dans laquelle un pays est engagé dans la réduction des risques de catastrophe (score) Le cadre de Sendai, qui définit des cibles et objectifs clairs de prévention de nouveaux risques de catastrophe et de réduction des risques existants, reconnaît l'impact différentiel des catastrophes sur les hommes et les femmes, comme sur les garçons et les filles. La région Asie et Pacifique enregistre une

performance supérieure à celle des autres pays, et six pays ont entièrement atteint la cible de l'Indice, mais le score de l'indicateur au niveau régional est néanmoins « très faible ».

Figure 8 Proportion (%) de postes de ministre / de gouvernement occupant des femmes



Source : Equal Measures 2030, 2019 à partir de Inter-Parliamentary Union, 2018

l'ODD 16 : Paix et institutions (61 points d'écart) et l'ODD 17 : Partenariats (63 points d'écart). Sur l'ODD 4 : Éducation, par exemple, les six pays aux scores les plus élevés de la région ont un score supérieur à 90, alors que le Pakistan est le pays au score le plus faible pour cet objectif du fait des faibles taux de filles ayant terminé

leur scolarité secondaire et aux taux relativement faibles d'alphabétisation chez les filles et les femmes (voir Thématique approfondie, p. 26).

Avec un score d'Indice régional moyen de 64,6, la région Asie et Pacifique se situe exactement au milieu des cinq régions couvertes par l'Indice du genre dans les ODD 2019

Thématique approfondie : inégalités persistantes dans l'éducation des filles

La région Asie et Pacifique travaille autour de l'objectif d'atteindre une éducation universelle, en s'assurant que personne ne soit laissé pour compte, et notamment pour les filles et les personnes désavantagées sur les plans

économique, culturel ou autre. L'approche cyclique utilisée par les indicateurs sur l'éducation dans l'Indice – suivre les points clé de transition dans l'éducation

des filles entre le primaire et le secondaire jusqu'à la situation sur le marché du travail post-éducation et les compétences en alphabétisation – fournit des informations sur les trajectoires de la scolarisation des filles dans la région.

L'accès des filles à l'éducation varie dans la région Asie et Pacifique. L'une des sous-régions connaissant des défis constants au niveau de l'égalité de genre dans l'éducation est l'Asie du Sud, et particulièrement le Bangladesh, l'Inde et le Pakistan. En 2018, le nombre de filles en âge d'être scolarisées au primaire et au secondaire était de 186,2 millions dans ces trois pays, soit 52 pour cent des filles de toute la région Asie et Pacifique.¹³

De nouvelles politiques ont amélioré la parité dans l'éducation primaire, mais des inégalités subsistent toujours aux niveaux supérieurs de l'enseignement. L'Inde a élargi l'accès grâce à des programmes d'apprentissage accéléré qui fournissent des compétences de base et des qualifications pour l'éducation primaires à des adolescentes.¹⁴ Des bourses scolaires ont soutenu des filles au Bangladesh afin qu'elles puissent réaliser la transition vers l'éducation secondaire.¹⁵ Le Pakistan est à la traîne : le plan de politique nationale de l'éducation pour 2017–2025 définit même des cibles différentes pour l'universalisation de l'éducation primaire par sexe (2020 pour les garçons et 2025 pour les filles).¹⁶

La part des femmes ayant fréquenté l'école secondaire enregistre de constantes améliorations



Photo : Jessica Lomelin, Equal Measures 2030

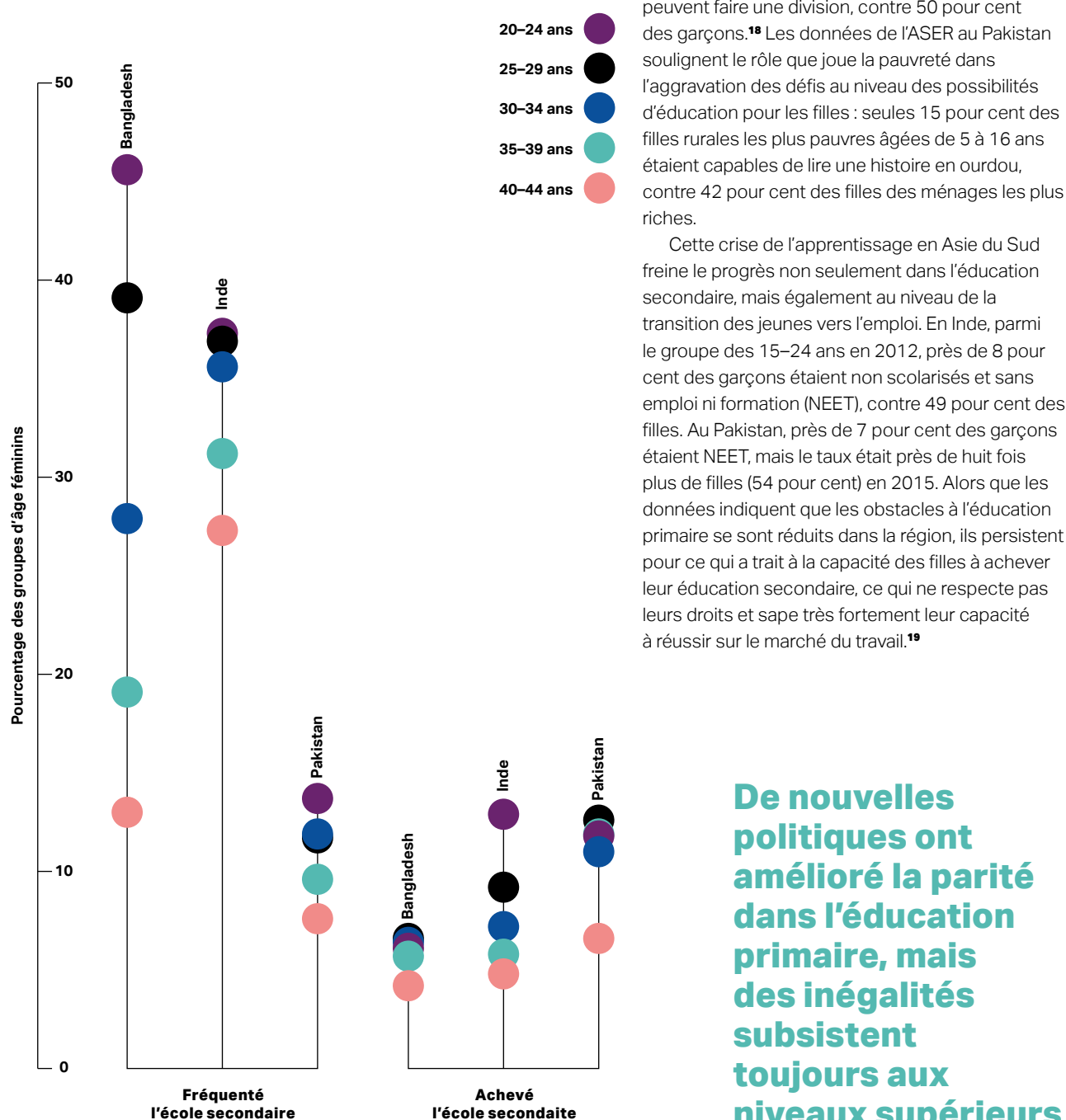
au Bangladesh (où la moitié des 15–19 ans sont scolarisées dans le secondaire, contre moins d'une femme sur cinq de 35 ans et plus) et plus récemment en Inde, où près de 70 pour cent des 15–19 ans étaient scolarisées au secondaire, contre moins de 40 pour cent des femmes de 20 à 24 ans (voir Figure 9). Des disparités persistantes entre les genres sont néanmoins évidentes si l'on observe la proportion qui a effectivement achevé sa scolarité secondaire. Les mêmes enquêtes indiquent qu'il n'y a presque pas eu de progrès

au cours des 15–20 dernières années, bien que les taux de mariage d'enfants aient diminué de moitié au cours de cette même période.¹⁷

Si l'objectif est bien l'éducation secondaire universelle, le chemin qu'il reste à parcourir est encore très long pour ces trois pays. Les aspirations relatives à une éducation secondaire universelle semblent irréalisables sans résoudre la crise de l'apprentissage. Les collectes de données par les par les citoyens et les citoyennes en Inde et au Pakistan indiquent que les filles rurales perdent en compétences de base : selon l'évaluation des compétences élémentaires en mathématiques des 14–16 ans en Inde du rapport annuel sur l'état de l'éducation (ASER), 44 pour cent des filles peuvent faire une division, contre 50 pour cent des garçons.¹⁸ Les données de l'ASER au Pakistan soulignent le rôle que joue la pauvreté dans l'aggravation des défis au niveau des possibilités d'éducation pour les filles : seules 15 pour cent des filles rurales les plus pauvres âgées de 5 à 16 ans étaient capables de lire une histoire en ourdou, contre 42 pour cent des filles des ménages les plus riches.

Cette crise de l'apprentissage en Asie du Sud freine le progrès non seulement dans l'éducation secondaire, mais également au niveau de la transition des jeunes vers l'emploi. En Inde, parmi le groupe des 15–24 ans en 2012, près de 8 pour cent des garçons étaient non scolarisés et sans emploi ni formation (NEET), contre 49 pour cent des filles. Au Pakistan, près de 7 pour cent des garçons étaient NEET, mais le taux était près de huit fois plus de filles (54 pour cent) en 2015. Alors que les données indiquent que les obstacles à l'éducation primaire se sont réduits dans la région, ils persistent pour ce qui a trait à la capacité des filles à achever leur éducation secondaire, ce qui ne respecte pas leurs droits et sape très fortement leur capacité à réussir sur le marché du travail.¹⁹

Figure 9 Résultats de l'éducation secondaire par tranche d'âge au Bangladesh, en Inde et au Pakistan, 2014–2018



Source : Equal Measures 2030, 2019 à partir d'ICF, 2019. The DHS program STATcompiler [consulté en avril 2019]

De nouvelles politiques ont amélioré la parité dans l'éducation primaire, mais des inégalités subsistent toujours aux niveaux supérieurs de l'enseignement

Europe et Amérique du Nord



Principales observations pour la région Europe et Amérique du Nord

Avec un score d'Indice régional moyen de 79,1, la région Europe et Amérique du Nord est en tête de l'Indice du genre dans les ODD 2019.²⁰ La région abrite neuf des dix pays aux meilleures performances couverts par l'Indice et 18 pays dans la région ont des scores globaux « bons ». Sur les cinq régions couvertes par l'Indice, l'Europe et Amérique du Nord est la seule n'ayant aucun pays enregistrant un score global « très faible ».

Des différences significatives existent néanmoins entre les pays de la région Europe et Amérique du Nord en termes de scores globaux de l'Indice et, ce qui

est davantage marqué en termes de performance sur certains objectifs et indicateurs (voir

l'Encadré 11). La différence entre les scores globaux du pays à la meilleure performance (Danemark) et celui à la moins bonne performance (Azerbaïdjan) dans la région est de 22 points. Certaines tendances géographiques apparaissent dans les scores : les pays d'Europe de l'Est ont, en moyenne, une moins bonne performance sur la plupart des objectifs que les autres pays de la région, la performance des États baltes étant nettement meilleure que celle des États des Balkans. Les valeurs extrêmes remarquables et cas inattendus dans la région incluent la Slovaquie, qui se situe à la 6^e place générale de l'Indice, la Russie (59^e) et les États-Unis (28^e) qui voient leur score général abaissé par leur mauvaise performance au niveau des indicateurs relatifs à la pauvreté, la participation des femmes dans l'économie et les inégalités, les plaçant ainsi bien plus bas que leur voisin le Canada (8^e).

En général, la région se caractérise par une performance particulièrement bonne sur l'ODD 4 : Éducation, l'ODD 6 : Eau et assainissement, l'ODD 7 : Énergie, l'ODD 3 : Santé et l'ODD 1 : Pauvreté. Les moyennes régionales pour l'ODD 5 : Égalité de genre, et l'ODD 9 : Industrie, infrastructure et innovation sont bons en comparaison avec d'autres régions, mais les scores peuvent encore être améliorés. Néanmoins, en moyenne, la région est la plus éloignée de l'atteinte des cibles des ODD 13 : Climat (58,0, « très faible ») et ODD 17 : Partenariats (52,8, « très faible »). Ceci est en grande partie dû aux faibles scores dans la région sur les indicateurs rendant compte des mesures dans lesquelles les États se sont engagés à réduire les

Encadré 10

Pays enregistrant les meilleures et les pires performances

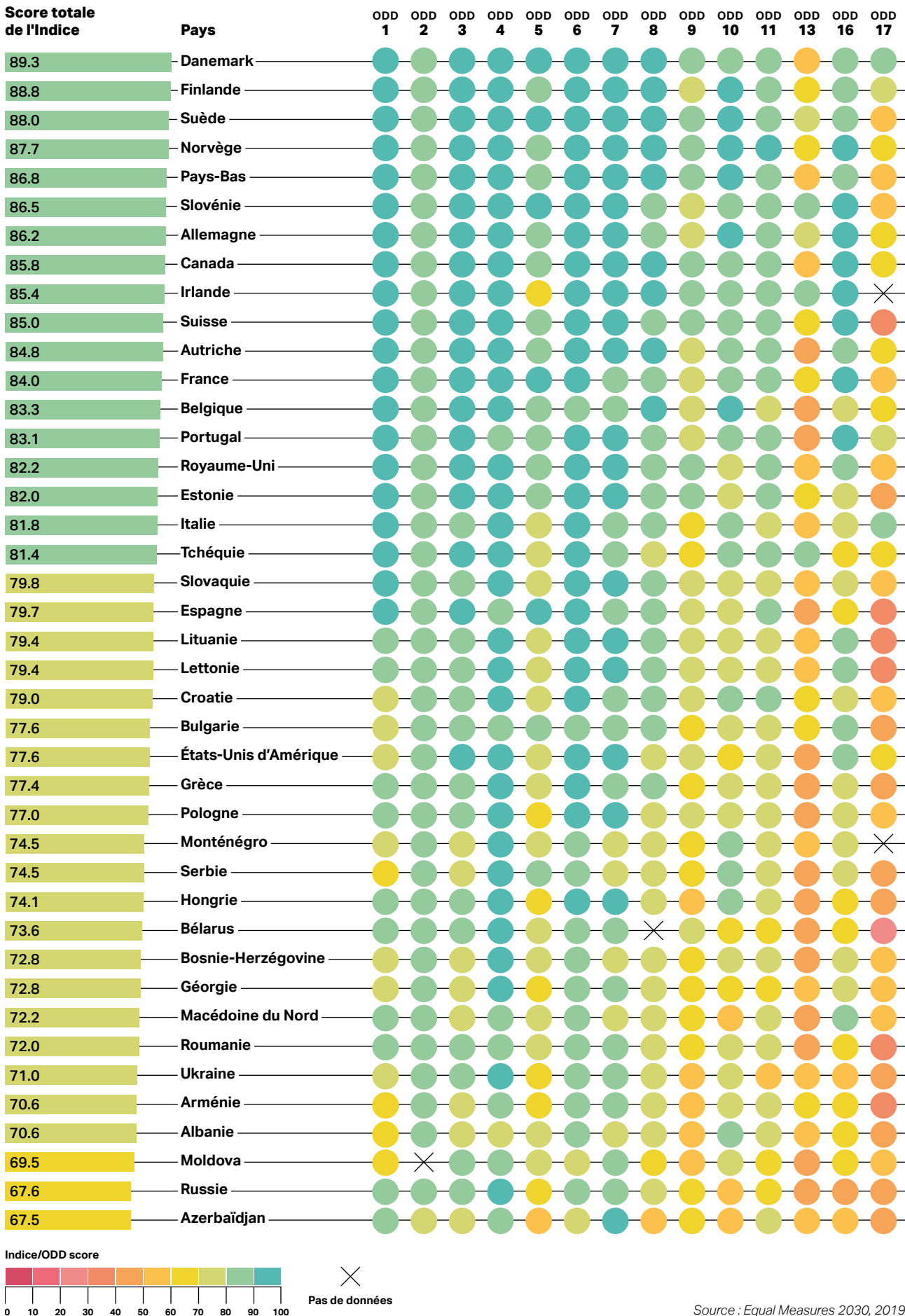
Danemark : 89,3
Finlande : 88,8
Suède : 88,0

Moldavie : 69,5
Russie : 67,6
Azerbaïdjan : 67,5



Photo : Getty Images

Figure 10 Scores dans l'Indice du genre dans les ODD 2019 et classements par pays – Europe et Amérique du Nord



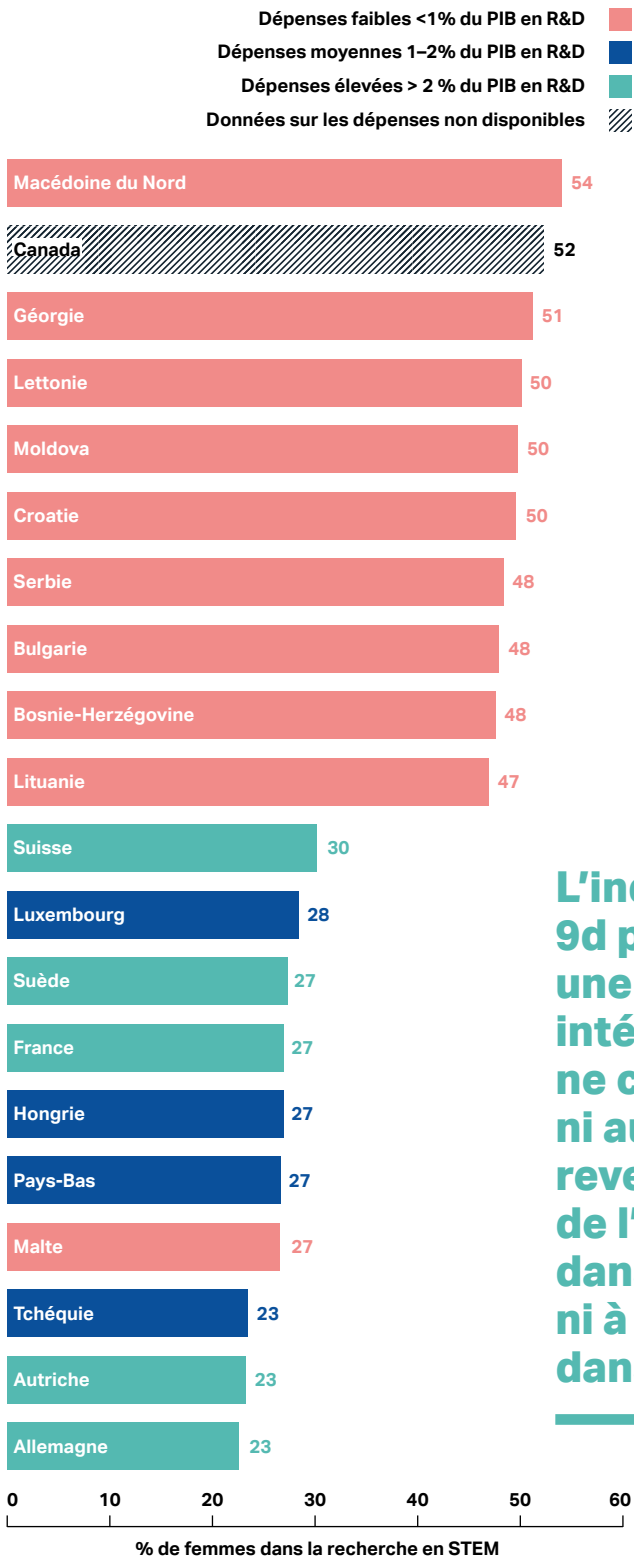
Source : Equal Measures 2030, 2019

risques de catastrophe par l'intermédiaire du cadre de Sendai et dépenses sociales.

Bien que de nombreux pays en Europe et Amérique du Nord enregistrent des scores très élevés sur des indicateurs individuels, aucun

pays n'a un score parfait sur l'ensemble des indicateurs d'un seul objectif. Chaque pays de la région a sa propre variété et gravité de défis à relever, démontrant ainsi la pertinence universelle de l'Indice du genre dans les ODD 2019, autant pour les pays développés que ceux en développement.

Figure 11 Femmes dans la recherche en STEM et dépenses pour la recherche en STEM en Europe et Amérique du Nord (2016)



L'indicateur 9d présente une variation intéressante qui ne correspond ni au niveau de revenu, ni à celui de l'investissement dans la recherche, ni à la performance dans l'Indice

Thématique approfondie : les femmes à des postes dans la recherche scientifique ou technologique

À mesure que le monde se dirige vers une économie de plus en plus axée sur les technologies avancées, il est essentiel de combler les lacunes entre les genres au niveau mondial dans les domaines de la science, la technologie, l'ingénierie et les mathématiques (STEM), l'éducation, la recherche et l'emploi afin de permettre l'autonomisation des femmes et la résolution de la pénurie de travailleurs et travailleuses qualifiés dans ces secteurs, dans de nombreux pays. Une des mesures vitales relatives à la manière dont les pays abordent les préoccupations portant sur l'égalité de genre dans la nouvelle économie est l'examen de la manière dont les gouvernements soutiennent l'éducation des filles dans les STEM et leur entrée à des postes dans la recherche dans ces mêmes secteurs, postes souvent financés par des budgets nationaux.

L'indicateur 9d : *Proportion de femmes à des postes dans la recherche scientifique et technologique* présente une variation intéressante dans la région Europe et Amérique du Nord qui ne correspond ni au niveau de revenu, ni à celui de l'investissement global dans la recherche scientifique ou technologique, ni à la performance globale dans l'Indice. Dix-sept pays en Europe et

Amérique du Nord sont à moins de trois quarts du chemin de la parité. Huit pays de la région sont près de la parité totale entre les hommes et les femmes dans les postes dans la recherche scientifique et technologique, soit une proportion plus faible de pays près de la parité totale que les régions Asie et Pacifique ou Amérique latine et Caraïbes. Les pays qui ont atteint la parité, ou presque, sont la Bulgarie, le Canada, la Croatie, la Géorgie, la Lettonie et la Moldavie (l'un des pays de la région à la plus faible performance globale). Sur

cet indicateur, le score moyen des dix pays aux plus faibles performances globales dans l'Indice est en effet meilleur que celui des dix pays aux meilleures performances. De nombreux pays de l'Europe de l'Est – et notamment les États des Balkans – ont une

Encadré 11 Coup de projecteur sur des indicateurs

1b : Proportion du quintile le plus pauvre de la population couvert par les programmes d'assistance sociale

Les programmes d'assistance sociale peuvent fournir des bouées de survie économique pour les femmes, et sont tout particulièrement essentielles aux groupes marginalisés. Mais, alors que l'Europe et Amérique du Nord a le score régional le plus élevé pour cet indicateur, avec 18 pays atteignant entièrement la cible d'une couverture à 100 pour cent, les États-Unis et la plupart des pays de l'Est de l'Europe ont des taux de couverture se situant autour ou sous la moyenne mondiale de 53.

3c : Proportion de femmes, mariées ou en union, en âge de procréer (15 à 49 ans) qui utilisent des méthodes modernes de planification familiale

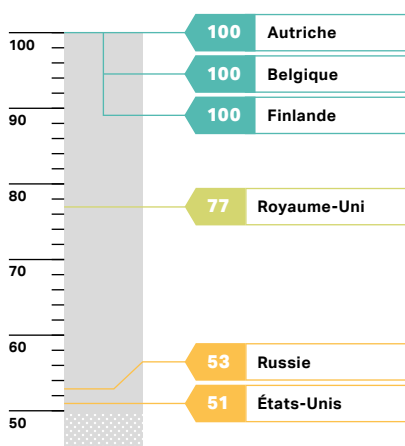
Les méthodes modernes de planification familiale permettent aux filles et aux femmes de faire des choix quant à leur propre corps, d'éviter des grossesses non désirées ou dangereuses et d'espacer les naissances. La région peut encore faire d'importants progrès sur cet indicateur : elle a un score (71) bien inférieur à la moyenne de l'Amérique latine et Caraïbes (80), et aucun pays de la région n'atteint à 100 pour cent la cible, avec près de la moitié en-deçà de 75 pour cent.

8c : Mesure de la liberté d'association et des droits à la négociation collective dans la loi (score)

Les femmes représentent la majorité de la main d'œuvre en emploi précaire, à la fois dans le monde développé et en développement, et la négociation collective, bien que ne faisant l'objet que de relativement peu de recherches, peut être essentielle à la non-discrimination sur le lieu de travail, l'égalité

de rémunération pour un travail de valeur égale et les droits de congé parental. De nombreux pays parmi ceux aux meilleures performances globalement dans l'Indice du genre dans les ODD 2019 jouissent de forts droits à la négociation collective, mais plusieurs pays en Europe et Amérique du Nord ont une moins bonne performance : les États-Unis et la Russie sont les valeurs extrêmes régionales quant à leurs faibles scores, et plusieurs pays dont le score se situe dans le quartile supérieur de l'Indice global connaissent également des lacunes à ce propos, tels que la Bulgarie, la Tchéquie et le Royaume-Uni.

Figure 12 Étendue de la liberté d'association et des droits de négociation collective en droit (score), 2016



Source : Equal Measures 2030, 2019 à partir de Center for Global Workers' Rights, 2016

bonne performance. Deux des huit pays les mieux classés dans le monde en termes de chercheuses en STEM se trouvent en Europe de l'Est.

Les dix pays aux plus faibles performances sur cet indicateur incluent plusieurs nations considérées être des fers de lance de l'ingénierie et de la technologie au niveau mondial, mais qui n'exploitent pas le potentiel de la moitié de leur population dans leurs bases de données de talents en STEM. L'Autriche, la Tchéquie et l'Allemagne sont à moins de la moitié du chemin pour la parité, malgré le fait que l'Autriche et l'Allemagne aient des dépenses élevées en matière de R&D (voir Figure 11). Plusieurs facteurs relatifs à l'éducation, l'évolution du lieu de travail, les salaires et les investissements gouvernementaux expliquent cette tendance. L'Allemagne, par exemple, qui a l'économie basée sur la technologie la plus

importante de la région, à l'exception du Royaume-Uni, a un taux relativement faible de diplômées en STEM, en comparaison avec d'autres pays de la région, et enregistre l'un des taux les plus élevés de femmes passant d'emplois à temps plein à des emplois à temps partiel ou quittant l'économie, ainsi que l'écart de rémunération entre hommes et femmes le plus élevé dans les emplois en lien avec la technologie dans l'ensemble du continent. Des recherches de marché indiquent que les travailleurs dans le secteur de la technologie gagnent près de 15 000 € de plus par an que les travailleuses.²¹

Amérique latine et Caraïbes



Principales observations pour la région Amérique latine et Caraïbes

Avec un score d'Indice régional moyen de 66,5, la région Amérique latine et Caraïbes est la région au deuxième plus haut score de l'Indice du genre dans les ODD 2019. Les pays aux meilleures performances de la région, le Chili, le Costa Rica et l'Uruguay, se situent tous dans les 50 premiers pays de l'Indice et, aux côtés de l'Argentine, la Jamaïque et Trinité-et-Tobago, et ont un score « correct » dans l'ensemble de l'Indice. Quatorze pays ont des scores « faibles » et un, le Guatemala, un score « très faible » dans l'ensemble de l'Indice. Mais l'Amérique latine et Caraïbes rejoint l'Europe et Amérique du Nord, qui sont les deux seules régions n'ayant aucun pays dans le quartile inférieur des scores globaux sur l'Indice.

La région est caractérisée par son regroupement serré de pays dans l'ensemble des scores de l'Indice, ainsi qu'au niveau de la plupart des objectifs – elle compte en effet moins de valeurs extrêmes et exceptionnelles dans les deux directions que toute autre région. La différence entre les scores globaux des pays à la meilleure performance (Uruguay) et à la plus faible performance (Guatemala) dans la région est de 17 points, l'écart le plus faible de toutes les régions. Et il n'y a pas d'écart supérieur à 49 points entre deux pays de la région sur aucun objectif, ce qui la rend unique à ce titre. De plus, aucun pays de la région ne figure parmi les trois pays les plus faibles au monde en termes de performance sur aucun des indicateurs. Le seul indicateur pour lequel un pays d'Amérique latine tombe tout en bas du classement mondial est celui sur la violence à l'égard des femmes (voir Thématique approfondie, p. 34).

En tant que région, l'Amérique latine et Caraïbes a de meilleures performances que d'autres régions en termes de proximité de l'atteinte des cibles pour l'ODD 3 : Santé, l'ODD 4 : Éducation, l'ODD 6 : Eau et assainissement et l'ODD 7 : Énergie. La région

Figure 13 Scores dans l'Indice du genre dans les ODD 2019 et classements par pays – Amérique latine et Caraïbes

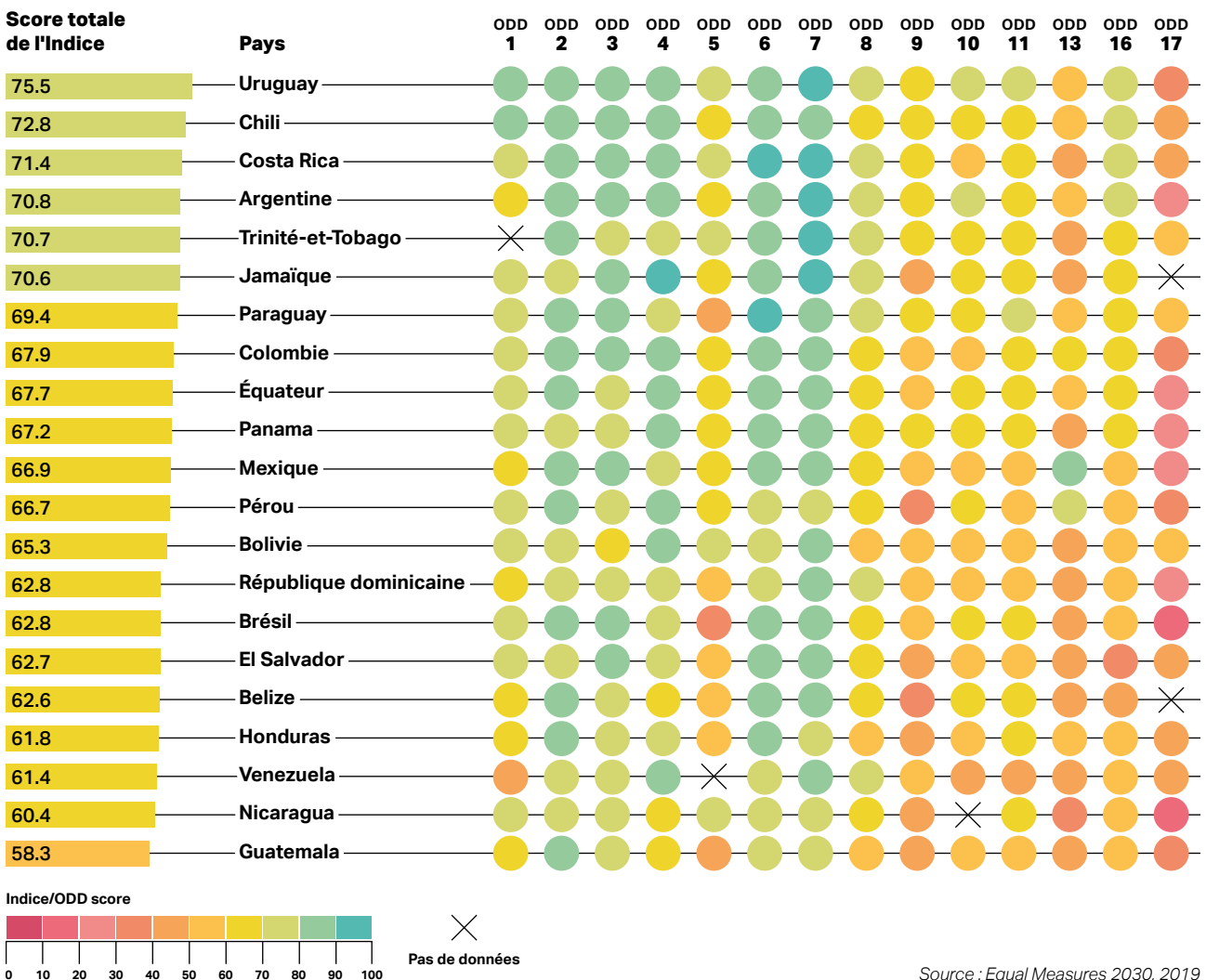




Photo : Jessica Lomelin, Equal Measures 2030

a de moins bonnes performances régionales pour l'ODD 10 : Inégalités, l'ODD 11 : Villes et communautés, l'ODD 16 : Paix et institutions et l'ODD 17 : Partenariats. Alors que toutes les régions accusent d'importants retards en termes de l'ODD 17 : Partenariats, l'Amérique latine et Caraïbes est la région au score le plus faible sur cet objectif, et les pays sont confrontés à d'importants défis pour atteindre les objectifs relatifs aux dépenses sociales en pourcentage du PIB et à l'ouverture des statistiques ventilées en fonction du genre.

Certaines tendances apparaissent au niveau des scores : Les pays ayant les scores les plus faibles dans la région (le Guatemala, le Honduras,

le Nicaragua et le Venezuela) ont connu un conflit civil ou d'importants troubles politiques au cours des 30 dernières années. Il est intéressant de remarquer que la Colombie a une meilleure performance que d'autres pays post-conflit ou touchés par des conflits (voir Encadré 4 pour davantage d'informations sur les scores d'Indice dans les pays touchés par des conflits) et est classée 8^e de la région sur l'ODD 16 : Paix et institutions – bien que la moyenne régionale

pour cet indicateur demeure « faible », ce qui signale qu'il reste encore beaucoup de travail à faire pour améliorer les institutions et assurer la sécurité des femmes, en Colombie et dans toute la région. Tous les pays en queue des classements de la région ont de mauvaises performances (moins d'un tiers du chemin parcouru jusqu'à une cible) sur un ou plusieurs indicateurs relatifs à la violence ou la sécurité physique des femmes, qu'il s'agisse de la sécurité à se déplacer seules la nuit, la perception de la violence aux mains d'un partenaire intime, les féminicides ou la stabilité de l'État (Brésil, République dominicaine, El Salvador, Guatemala, Honduras, Nicaragua et Venezuela).

Aucun pays de la région n'a la meilleure performance sur tous les objectifs. Les performances varient au sein de la région pour l'ODD 4 : Éducation, l'ODD 5 : Égalité de genre et l'ODD 16 : Paix et institutions (voir Thématique approfondie). À propos de l'ODD 4 : Éducation, par exemple, presque tous les pays de la région sont à dix points ou moins de la cible de l'alphabétisation des femmes, et la rétention dans l'enseignement primaire est généralement élevée, mais le Nicaragua est à 20 points après le pays au plus faible score suivant pour ce qui est progression des filles à l'école primaire, et le Guatemala et le Nicaragua sont presque 10 points derrière le pays au plus faible score suivant en termes d'alphabétisation. Et il y a une importante variation au niveau de l'indicateur 4b : *Pourcentage de jeunes femmes âgées de 3 à 5 ans de plus que l'âge de fin d'études*

Encadré 12

Pays enregistrant les meilleures et les pires performances

Uruguay : 75,5
Chili : 72,8
Costa Rica : 71,4

Venezuela : 61,4
Nicaragua : 60,4
Guatemala : 58,3

secondaires ayant achevé leur scolarité secondaire, avec le Chili, la Jamaïque et le Pérou seulement à moins de 20 points de la cible. Le Brésil est le dernier pays du classement pour cet indicateur et, étonnamment, l'Uruguay, qui a les meilleurs scores globaux de la région, est le 4^e pays au plus faible score sur cet indicateur.

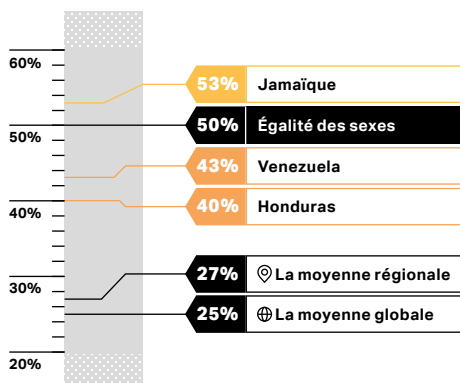
Encadré 13 Coup de projecteur sur des indicateurs

1a : Proportion de la population vivant au-dessous du seuil de pauvreté fixé au niveau national L'Amérique latine et Caraïbes est la deuxième région à la performance la plus faible pour cette mesure de la pauvreté (avec le Guatemala, le Honduras et le Mexique enregistrant un score particulièrement faible), et aux taux les plus élevés de femmes déclarant ne pas être en mesure d'acheter de la nourriture (particulièrement en République dominicaine, en Jamaïque et au Venezuela).

5c : Mesure dans laquelle des motifs juridiques permettent l'avortement (score) L'accès à un avortement sans risque et légal ainsi que la capacité à espacer les naissances sans risque sont essentiels pour les droits des femmes. Mais il n'y a cependant que pour l'Uruguay que tous les motifs légaux de l'avortement figurent dans l'indicateur. Seize pays de la région ont un score de 50 ou moins pour cet indicateur.

16c : Pourcentage de femmes juges à la Cour suprême ou la plus haute instance judiciaire d'un pays Depuis l'an 2000, la participation des femmes aux plus hautes instances judiciaires a presque doublé en Amérique latine et Caraïbes. La moyenne régionale de 27 pour cent des sièges occupés par des femmes dépasse de loin la moyenne globale de l'Indice de 25 pour cent. Les femmes juges représentent au moins 40 pour cent des juges des plus hautes juridictions de quatre pays de la région (Guatemala, Honduras, Jamaïque, Venezuela).

Figure 14 Proportion (%) de femmes juges sur Cour suprême ou juridiction suprême d'un pays, 2017



Source : Equal Measures 2030, 2019 à partir de Women, Business and the Law, 2018

À propos de l'ODD 5 : Égalité de genre, la région a des résultats relativement bons en comparaison avec d'autres régions pour les indicateurs du mariage précoce et la perception de la violence aux mains d'un partenaire intime – avec des exceptions néanmoins : la République dominicaine, le Honduras et le Nicaragua enregistrent des taux élevés de mariage précoce ; l'Équateur et le Pérou des taux élevés d'acceptation de la violence aux mains d'un partenaire. La région a des résultats plutôt bons, par rapport à d'autres régions, en termes de nombre de femmes au gouvernement : plusieurs pays d'Amérique latine et Caraïbes ont atteint ou dépassé la parité aux parlements nationaux, mais la moyenne de la région n'atteint pas la parité. La région est cependant la plus éloignée de l'indicateur 5c : *Mesure dans laquelle des motifs juridiques permettent l'avortement (score)*, avec 16 pays dans la région ayant d'importantes restrictions juridiques à l'avortement. La région est la dernière au monde sur cette mesure essentielle relative à la santé et la capacité d'agir des femmes.

Thématique approfondie : la sécurité physique des filles et des femmes

Alors que l'Amérique latine et Caraïbes est la deuxième région en termes de performance globale, sa performance est de loin la plus faible au monde pour deux indicateurs relatifs à la sécurité physique des femmes. À propos de l'indicateur 16b : *Femmes victimes d'homicide volontaire (pour 100 000 personnes)*, la région a un score général « très faible » plus de dix points inférieur à celui de la région au plus faible score suivant, et El Salvador est le pays au plus faible score au monde pour cet indicateur (15,7 femmes tuées pour 100 000 personnes). Le Belize (8,15 femmes tuées pour 100 000 personnes), le Honduras (10,21 femmes tuées pour 100 000 personnes) et la Jamaïque (9,33 femmes tuées pour 100 000 personnes) enregistrent également parmi les taux les plus élevés de violence mortelle à l'égard des femmes dans le monde. Six des dix pays aux taux les plus élevés de femmes tuées au monde sont en Amérique latine et Caraïbes. Ces observations concordent avec l'inquiétante faible performance de la région pour un autre indicateur en lien avec la perception de la sécurité par les femmes, 11c : *Pourcentage de femmes âgées de 15 ans et plus considérant qu'elles ne se sentent pas « en sécurité lorsqu'elles se déplacent seules à pied dans [leur] zone de résidence » (score régional de 40,6)*.

De nombreuses formes de violence à l'égard des filles et des femmes sont omniprésentes en Amérique latine et Caraïbes. Selon le rapport du Programme des Nations unies pour le développement (PNUD) de novembre 2017,

Six des dix pays aux taux les plus élevés de femmes tuées au monde sont en Amérique latine et Caraïbes

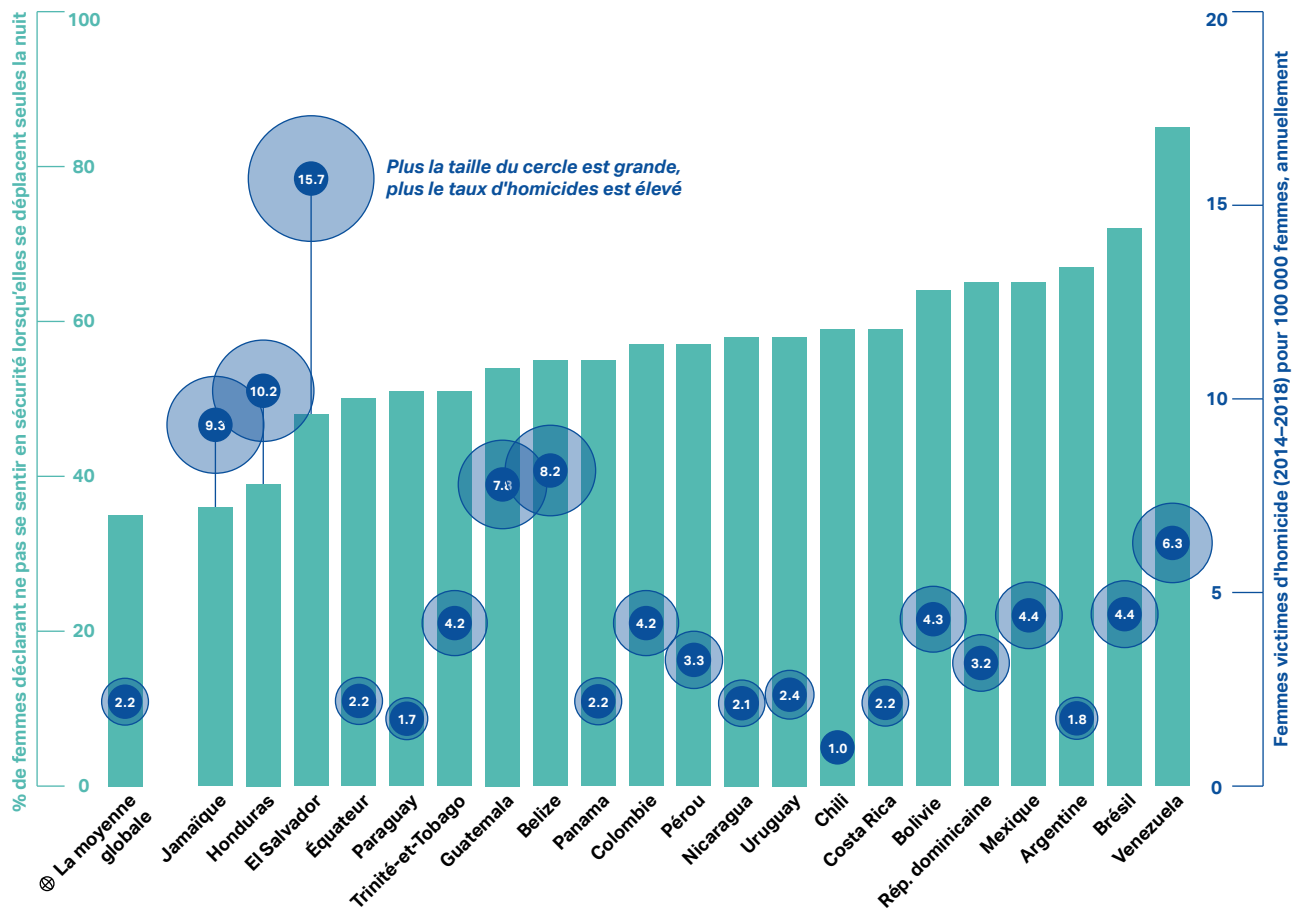
la région connaît le taux le plus élevé au monde de violences sexuelles basées sur le genre à l'égard des femmes, et la Commission économique pour l'Amérique latine et Caraïbes (CEPAL) estime qu'en moyenne 12 femmes sont assassinées chaque jour dans la région.²² Il y a eu près de 3 000 femmes victimes d'homicide au cours

de la seule année 2017.²³ Les taux élevés de violence à l'égard des femmes sont directement liés à d'autres questions essentielles incluses dans l'ODD 16 : Paix et institutions en lien avec un système judiciaire inclusif, la redevabilité du gouvernement et des institutions fortes. La plupart des pays d'Amérique latine et Caraïbes disposent de cadres juridiques qui criminalisent la violence domestique, prennent des mesures pour minimiser les autres formes de violences à l'égard des femmes et offrent un certain niveau de redevabilité judiciaire. À ce jour, près de 30 pays ont adopté des lois contre la violence domestique ou ont qualifié la violence de crime et la plupart des pays ont des plans d'action

nationaux de lutte contre les violences basées sur le genre, du fait notamment de l'étendue et de l'efficacité des actions de plaidoyer des organisations de femmes.

Mais, dans la pratique, des millions de filles et femmes en Amérique latine et Caraïbes continuent de ne pas être entendues par le système juridique. Jusqu'à 98 pour cent des cas de féminicides et de violences à l'égard des filles et des femmes en Amérique latine restent impunis chaque année.²⁴ L'impunité juridique est nourrie par des systèmes de croyances culturelles et de normes genrées qui portent de nombreuses personnes à croire que les actes de violence à l'égard des filles et des femmes sont acceptables.²⁵ L'ampleur du problème nécessite que les gouvernements de toute la région octroient les ressources nécessaires aux plans d'action nationale et investissent dans des mécanismes de coordination, des capacités techniques, des systèmes d'information et des efforts pédagogiques à destination des garçons et des hommes, ainsi que des filles et des femmes, pour prévenir et réagir face aux violences basées sur le genre.²⁶

Figure 15 Perceptions par les femmes de leur sécurité en se déplaçant seules la nuit et taux de féminicides, 2014–2018



Source : Equal Measures 2030, 2019, à partir de Gallup, 2018 et ONUDC, 2018

Moyen-Orient et Afrique du Nord



Principales observations pour la région Moyen-Orient et Afrique du Nord

Avec un score d'Indice régional moyen de 60,8, la région Moyen-Orient et Afrique du Nord est la quatrième des cinq régions de l'Indice du genre dans

les ODD 2019. Israël est le seul pays de la région qui se situe dans le quartile supérieur des scores globaux de l'Indice, avec un score global très « correct ». Cinq pays de la région ont des scores « très faibles » sur l'ensemble de l'Indice, et le Yémen est le quatrième pays au plus faible score dans le monde.

Aucun pays de la région n'est à 23 points de l'égalité de genre complète, telle que mesurée par l'Indice. Le Moyen-Orient et Afrique du Nord enregistre également l'écart de points de pourcentage le plus

important de toute région entre son pays au score le plus élevé (Israël) et celui au deuxième score le plus élevé (l'Algérie). Et la différence entre le pays le mieux classé et le moins bien classé de la région

Encadré 14

Pays enregistrant les meilleures et les pires performances

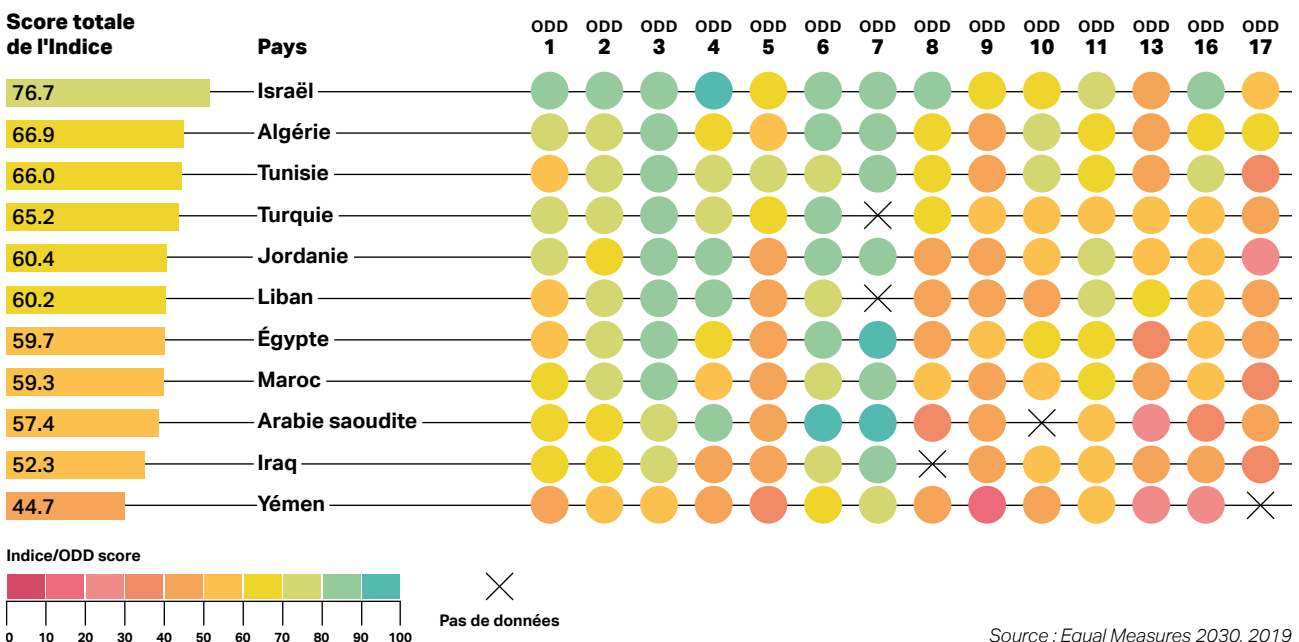
Israël : 76,7
Algérie : 66,9
Tunisie : 66,0

Arabie Saoudite : 57,4
Iraq : 52,3
Yémen : 44,7



Photo : Salah Malkawi/PNUD, Flickr (CC BY-NC-ND 2.0)

Figure 16 Scores dans l'Indice du genre dans les ODD 2019 et classements par pays – Moyen-Orient et Afrique du Nord





(Israël et le Yémen) est de 32 points – le troisième plus grand écart entre les pays à la meilleure et la plus faible performance au sein d'une région. Il est à noter que les données de plusieurs indicateurs datent d'avant 2016 ; ces objectifs peuvent ainsi ne pas refléter adéquatement la situation qui s'aggrave pour les filles et les femmes au Yémen. La prochaine édition de l'Indice du genre dans les ODD montrera sans doute un écart encore plus prononcé au sein de la région, du fait de la crise humanitaire au Yémen.

Plus que dans toute autre région, le pays au score global le plus faible (le Yémen) a des scores bas dans l'ensemble de chaque objectif – et ceci est vrai pour l'ensemble des objectifs sauf un (ODD 11 : Villes et communautés, où le Yémen figure néanmoins parmi les trois pays aux performances les plus faibles de la région). Une telle tendance ne se retrouve dans aucune autre région ; en comparaison avec l'Asie et Pacifique, le Bangladesh, pays au score global le plus faible de la région, n'a la moins bonne performance que sur deux des 14 objectifs. Il y a néanmoins, à l'autre bout du spectre, au Moyen-Orient et Afrique du Nord, une

variance intéressante. Israël est le pays en tête sur huit objectifs seulement, malgré son score global largement supérieur à celui du groupe de pays qui le suit. L'Algérie, l'Égypte, Israël, le Maroc, la Tunisie et la Turquie figurent tous parmi les deux premiers pays pour au moins un objectif – l'Égypte est en tête de l'ODD 7 : Énergie, par exemple, et l'Arabie Saoudite de l'ODD 6 : Eau et assainissement.

Pour les moyennes de score objectif par objectif, la région a une performance supérieure à la moyenne mondiale au niveau de l'ODD 3 : Santé, l'ODD 6 : Eau et assainissement et l'ODD 7 : Énergie, mais est en dessous des moyennes globales pour les ODD 8 : Emploi et croissance économique, ODD 5 : Égalité de genre, ODD 9 : Infrastructure, et ODD 16 : Paix et institutions.

Plusieurs scores d'objectifs sont affectés par une mauvaise performance régionale sur un indicateur en particulier, signalant des points problématiques dans la région. Au niveau de l'ODD 5 : Égalité de genre, par exemple, la région enregistre des scores parmi les plus faibles sur les deux indicateurs relatifs à la présence de femmes au gouvernement. Pour l'ODD 1 : Pauvreté, la région enregistre une performance très variable : le Liban compte parmi le pays aux scores les plus faibles au monde quant à la proportion du quintile le plus pauvre de la population couvert par les programmes d'assistance sociale. De même, au niveau de l'ODD 2 : Faim et nutrition, les bons scores régionaux pour les taux de sous-alimentation (sauf en Iraq et au Yémen) sont abaissés par les taux élevés d'obésité et d'anémie chez les femmes dans la plupart des pays de la région. Les taux d'obésité chez les femmes d'Égypte, d'Iraq, de Jordanie, du Liban, d'Arabie Saoudite et de Turquie sont comparables ou supérieurs à ceux des États-Unis, le pays de la région Europe et Amérique du Nord à la moins bonne performance. Les taux d'obésité chez les femmes sont largement supérieurs à ceux chez les hommes dans tous les pays de la région, et les taux de femmes souffrant d'obésité sont presque deux fois plus importants que ceux des hommes dans certains États (et particulièrement dans ceux du Golfe qui, pour nombre d'entre eux, ne sont pas couverts par l'Indice du fait du manque de disponibilité des données).²⁷ La recherche indique que l'épidémie croissante d'obésité au Moyen-Orient et Afrique du Nord est en lien avec les tendances à une consommation à haute valeur calorique, au manque relatif d'activité physique chez les femmes et de mobilité dans l'espace public et au manque d'accent porté sur l'éducation physique des filles, tendances contre lesquelles certains gouvernements ont pris ces dernières années des mesures correctives par le biais de campagnes de santé publique ciblant les filles et les femmes.²⁸

À propos de l'ODD 8 : Emploi et croissance économique (score régional de 53,6), le Moyen-Orient et Afrique du Nord est à huit points derrière la région au meilleur score suivant, et près de

30 points derrière la région au meilleur score de l'Indice pour cet objectif. La région a des résultats particulièrement mauvais sur les indicateurs relatifs à la liberté d'association et aux droits à la négociation collective (l'Égypte, l'Iraq et l'Arabie Saoudite ont le score le plus faible possible sur cette mesure), aux lois imposant l'égalité des femmes sur le lieu de travail (aucun pays de la région n'a d'égalité juridique totale pour les femmes, voir Thématique approfondie ci-après) et à la possession par les femmes de comptes en banque dans des institutions financières (le Yémen est le dernier pays dans le classement mondial, mais la plupart des pays dans la région ont des scores « très faibles » ; Israël étant le seul pays de la région à avoir un score « excellent » sur cet indicateur).

Thématique approfondie : obstacles juridiques pour les femmes

La capacité des femmes à posséder, utiliser, hériter et léguer des terres est essentielle à leur capacité à se constituer des actifs et disposer d'une sécurité financière. Dans des pays où les femmes ne jouissent pas de tous les droits à la propriété, elles sont moins susceptibles d'occuper des fonctions de leadership dans des

entreprises locales et davantage à même de tomber en dessous du seuil de pauvreté fixé par le pays après un divorce ou le décès du conjoint.²⁹ De même, la capacité des femmes à être actives de la même manière que les hommes sur le marché du travail est en lien avec leur capacité d'action, leur pouvoir décisionnel au sein du ménage, leur bien-être financier et leur sécurité physique sur le lieu du travail.

La Banque mondiale constate cependant que plus de 90 pour cent des pays autour du monde ont au moins une loi écrite qui refuse aux femmes l'égalité des droits et freine leur participation dans l'économie.³⁰ Dans l'Indice du genre dans les ODD 2019, le Moyen-Orient et Afrique du Nord a les scores régionaux les plus faibles pour les deux mesures de l'égalité des femmes selon la loi : 8d : *Mesure dans laquelle le pays dispose de lois imposant l'égalité des femmes sur le lieu du travail* (moyenne régionale 52,7) et 1c : *Mesure dans laquelle les lois offrent aux femmes comme aux hommes un accès sûr et équitable au contrôle et à la maîtrise de la terre et à la propriété foncière* (score) (moyenne régionale 59,1).

L'indicateur 1c mesure l'égalité au niveau de la propriété foncière sur cinq dimensions : qui peut légalement gérer les biens matrimoniaux,

Encadré 15 Coup de projecteur sur des indicateurs

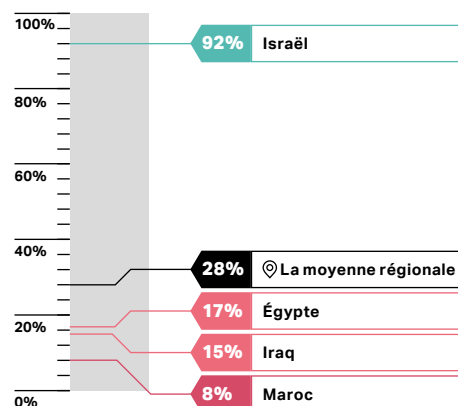
1c : Mesure dans laquelle les lois offrent aux femmes comme aux hommes un accès sûr et équitable au contrôle et à la maîtrise de la terre et à la propriété foncière (score) La région a le plus faible classement au monde pour cet indicateur, qui rend compte des mesures essentielles à la capacité pour une femme de gérer des terres, se constituer une richesse ou accéder au crédit et transmettre ses biens à ses enfants. Neuf pays de la région ont au moins deux lois qui restreignent l'utilisation des terres par les femmes.

7a : Proportion de la population ayant accès à l'électricité Le Moyen-Orient et Afrique du Nord est la deuxième région qui enregistre la meilleure performance pour cet indicateur, avec des pays ayant une couverture complète ou presque, à l'exception du Yémen (71,6).

9a : Proportion de femmes ayant émis ou reçu des paiements électroniques au cours de l'année écoulée Les paiements numériques peuvent être considérés comme une mesure de la capacité d'action et du pouvoir décisionnel des femmes au sein du ménage. Mais des taux considérablement

bas de femmes utilisent les technologies de paiement électroniques au Moyen-Orient et Afrique du Nord – tous les pays inclus dans l'Indice sauf deux sont à moins de la moitié du chemin parcouru jusqu'à la cible de cet indicateur.

Figure 17 Proportion de femmes qui ont effectué ou reçu des paiements numériques au cours de la dernière année, 2018



Source : Equal Measures 2030, 2019 à partir de Findex, 2018

Chaque pays de la région a au moins un tel obstacle juridique, quels que soient les niveaux de revenu et sans égard pour leur performance sur l'Indice

l'évaluation des contributions non monétaires, l'égalité des droits à la propriété de biens immobiliers, l'égalité des droits pour les filles et pour les fils à hériter des biens et les droits des époux et épouses survivant-e-s à hériter des biens. Dans tout le Moyen-Orient et Afrique du Nord, seuls deux pays (Israël et la Turquie)

ont tous deux mis des dispositions juridiques en place à cet effet.

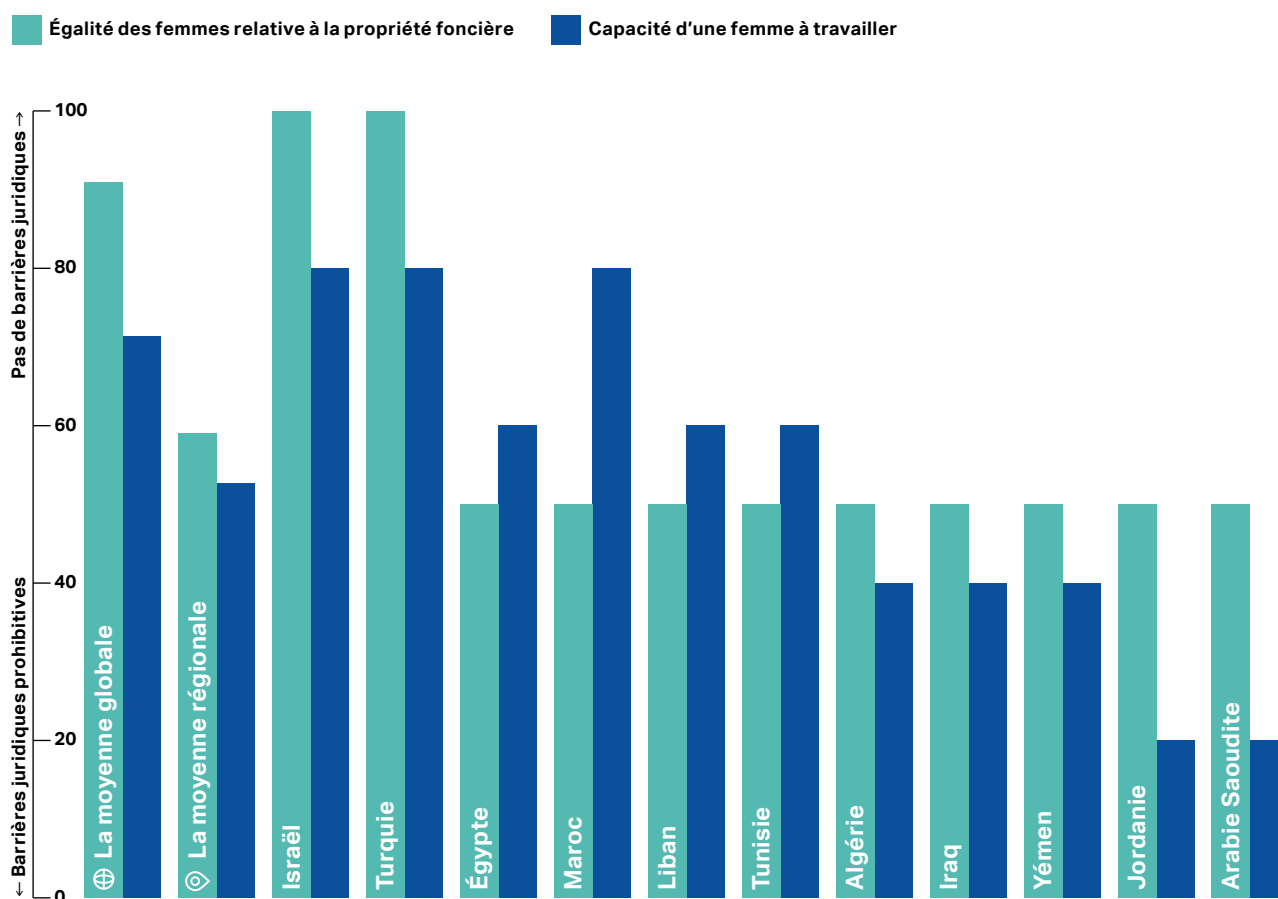
L'indicateur 8d mesure une gamme de questions en lien avec la capacité des femmes à travailler, en partant du moment où une femme postule à un travail, jusqu'à ce qu'elle prenne sa retraite, et en incluant le fait que la loi impose ou non une rémunération égale pour un travail de valeur égale, que la loi impose ou non la non-discrimination et qu'une

législation existe ou non à propos du harcèlement sexuel sur le lieu du travail. Chaque pays de la région a au moins un tel obstacle juridique, quels que soient les niveaux de revenu et sans égard pour leur performance globale sur l'Indice. En Jordanie

et au Yémen, par exemple, les femmes mariées ne peuvent accepter un emploi sans l'accord de leur mari.³¹ En Égypte et en Israël, les femmes sont interdites de travailler dans certains secteurs jugés dangereux. Au Liban et en Tunisie, le harcèlement sexuel sur le lieu du travail n'est expressément interdit par aucune loi. En Égypte, en Iraq, en Jordanie, au Liban, en Tunisie et au Yémen, l'égalité de rémunération pour un travail égal n'est pas requise par la loi.³²

Au cours des deux dernières années, cependant, plusieurs pays de la région – particulièrement ceux qui ne se situent pas dans le Golfe – ont pris des mesures pour modifier ces lois discriminatoires et permettre aux femmes de travailler. En 2016, Israël a allongé la durée du congé maternité rémunéré, passant de 98 à 105 jours, soit plus que la recommandation minimale de l'OIT de 14 semaines.³³ L'Iraq a également adopté une loi pour allonger le congé maternité et criminalisé le harcèlement sexuel dans l'emploi.³⁴ En 2017, l'Algérie a passé une nouvelle loi pour lutter contre la violence domestique et la violence économique. La Tunisie a renforcé l'égalité de genre dans l'évaluation du crédit et la Turquie a adopté plusieurs réformes interdisant la discrimination genrée sur le lieu du travail et améliorant les mécanismes de signalement.³⁵

Figure 18 Mesure des obstacles juridiques auxquels les femmes sont confrontées au travail et dans la propriété foncière



Source : Equal Measures 2016, à partir de Women, Business and the Law, 2019

Afrique subsaharienne



Principales observations pour la région Afrique subsaharienne

Avec un score d'Indice régional moyen de 51,1, la région Afrique subsaharienne est la région au plus faible score de tout l'Indice du genre dans les ODD 2019. Le pays de la région le mieux classé, Maurice, est toujours à 27 points derrière les cibles portant sur l'égalité pour les filles et les femmes, tels que mesuré par l'Indice. La différence entre le pays le mieux classé et le moins bien classé de la région

(Maurice et le Tchad) est de 40 points – le plus grand écart au sein de toutes les régions du monde. Maurice est le seul pays de la région qui se situe dans le score « correct » de l'Indice dans son ensemble ; trois pays sont classés « faibles » et 29 ont des scores « très faibles ».

Alors qu'aucun pays de la région n'est proche

d'atteindre les cibles de tous les objectifs, il existe des différences significatives entre les pays de la région en termes de scores globaux de l'Indice et de performance sur certains objectifs et indicateurs. La région se distingue au niveau de plusieurs questions pour lesquelles elle a des scores relativement corrects, par rapport à d'autres régions, et même plusieurs indicateurs sur lesquels les pays africains ont les meilleures performances au monde.

Les meilleures performances de l'Afrique subsaharienne se situent au niveau de l'ODD 2 : Nutrition et l'ODD 8 : Emploi et croissance économique. L'Afrique subsaharienne est bien plus en retard que d'autres régions sur les objectifs relatifs au développement et à l'infrastructure, dont l'ODD 7 : Énergie, l'ODD 3 : Santé, l'ODD 6 : Eau et assainissement, et l'ODD 4 : Éducation. Les indicateurs sur lesquels la majeure partie du monde obtient de relativement bonnes performances – notamment la mortalité maternelle, l'accès à l'eau potable et à l'électricité – sont des points faibles, récurrents et critiques dans presque toute l'Afrique subsaharienne.

Sur l'ensemble des objectifs, la région obtient sa meilleure performance sur l'ODD 2 : Faim et nutrition, avec une performance supérieure à celle du Moyen-Orient et Afrique du Nord et légèrement derrière l'Amérique latine et Caraïbes et l'Asie et Pacifique. Malgré une croissance économique

Encadré 16

Pays enregistrant les meilleures et les pires performances

Maurice : 73,1
 Afrique du Sud : 64,9
 Namibie : 64,5

Congo : 44,0
 RD du Congo : 38,2
 Tchad : 33,4



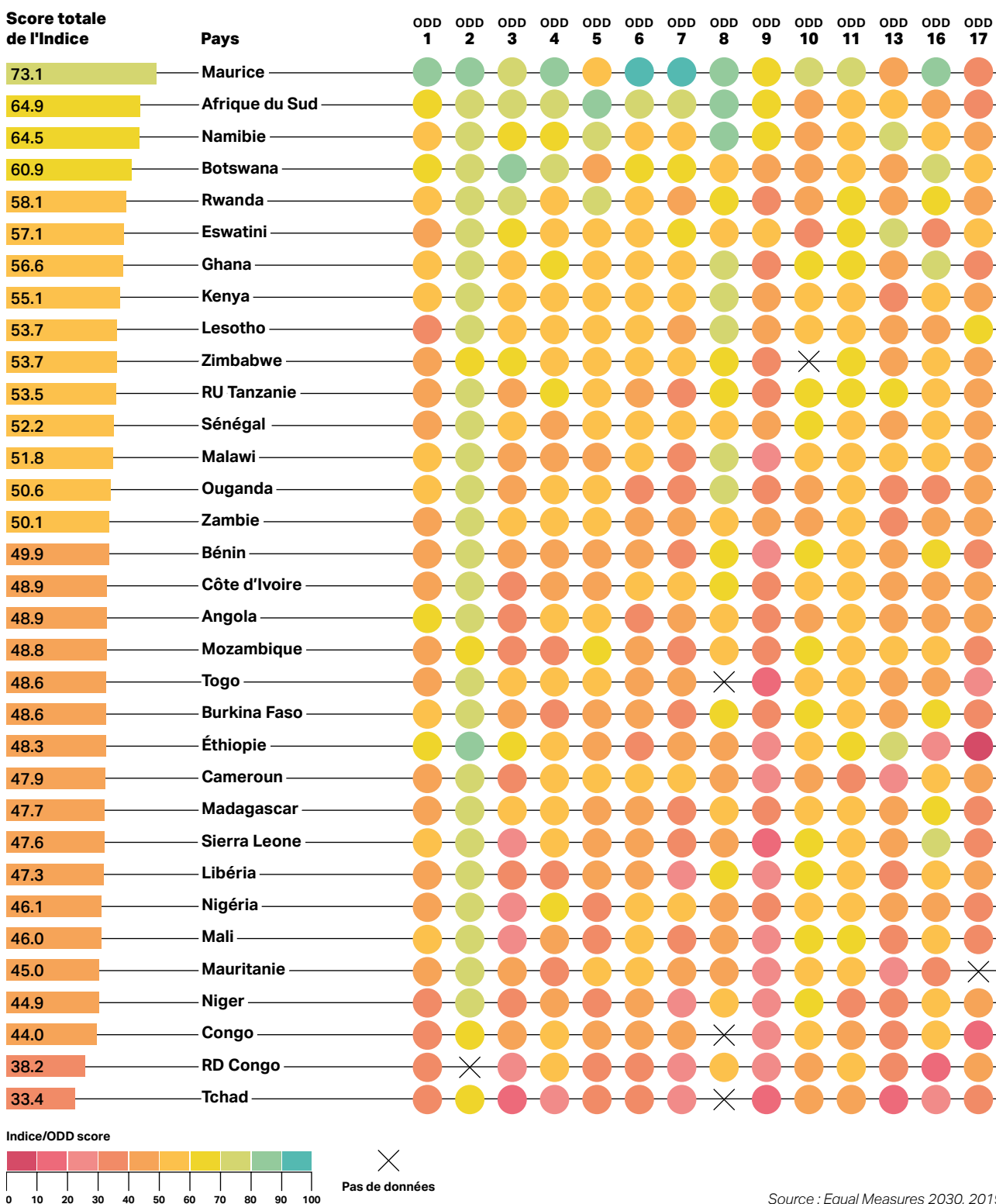
Photo : NESAs par Makers, Unsplash

rapide et une productivité agricole croissante ayant permis à la proportion de personnes sous-alimentées de chuter de près de moitié en Afrique subsaharienne depuis les années 1990. Le PNUD constate que la région a néanmoins fait moins de progrès sur les questions de faim et de nutrition que d'autres régions (Asie et Pacifique et Amérique latine et Caraïbes) au cours des dernières décennies.³⁶ Le score de l'objectif est bon, en

comparaison avec les moyennes régionales pour d'autres objectifs, mais demeure loin d'être idéal.

La région enregistre également des scores relativement bons, en comparaison avec d'autres régions, sur l'ODD 17 : Partenariats (performance supérieure à celle de l'Amérique latine et Caraïbes et presque équivalente à celle de l'Asie et Pacifique), bien que cet objectif soit le point le plus faible globalement dans l'Indice (voir l'Encadré 17 : Coup

Figure 19 Scores dans l'Indice du genre dans les ODD 2019 et classements par pays – Afrique subsaharienne



de projecteur sur des indicateurs, p. 42). L'Afrique subsaharienne est la seule région pour laquelle l'ODD 17 : Partenariats ne soit pas l'objectif ayant le plus faible score régional. Bien que l'Afrique subsaharienne ait le score moyen le plus faible en dépenses sociales en pourcentage du PIB de toutes les régions, elle a une performance bien supérieure à celle d'autres régions en termes de mesure dans laquelle les budgets nationaux sont ventilés en fonction de facteurs tels que le genre, l'âge, le revenu ou la région (tous les pays africains, sauf cinq, y procèdent) et une performance similaire à d'autres régions en termes de son ouverture des statistiques ventilées en fonction du genre (quatorze pays africains ont une performance supérieure à la moyenne mondiale). De même, alors que la performance globale de la région sur l'ODD 5 : Égalité de genre est défaillante par rapport à d'autres régions, le faible score régional masque plusieurs points de lumière, et particulièrement en termes de participation politique des femmes (voir Thématique approfondie, p. 42).

Thématique approfondie : les femmes au gouvernement

En moyenne, la plupart des pays de chaque région ont une plus basse performance sur au moins deux indicateurs (en comparaison avec les trois premiers indicateurs sur le mariage des enfants, la violence aux mains d'un partenaire intime et l'avortement) de l'ODD 5 : Égalité de genre – 5d : Proportion de sièges occupés par des femmes aux parlements nationaux et 5e : Proportion de femmes occupant des fonctions ministérielles et gouvernementales. Les pays dans le monde entier – incluant des pays à revenu élevé, des pays de l'OCDE et des pays classés parmi les dix premiers globalement dans l'Indice du genre dans les ODD 2019 – ont du mal à enregistrer de bonnes performances au niveau de la représentation des femmes dans les organes de gouvernement. Ceci est d'autant plus visible pour ce qui a trait aux fonctions de leadership. La moyenne mondiale des femmes ministres se situait juste au-dessus de 21 pour cent en 2017 (avec plus de cinq pays n'ayant aucune femme dans leur gouvernement).

Encadré 17 Coup de projecteur sur des indicateurs

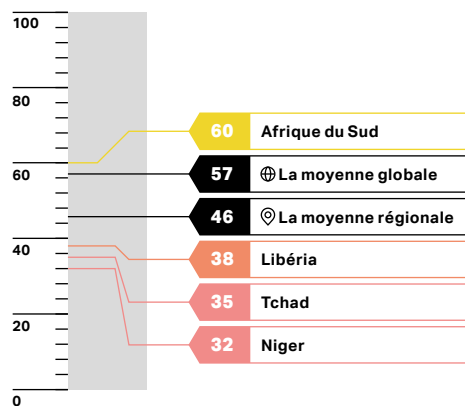
4c Pourcentage de jeunes femmes âgées de 15 à 24 ans non scolarisées et sans emploi ni formation (NEET)

Cet indicateur mesure la capacité essentielle à assurer aux filles une transition réussie entre l'école et le travail. L'Afrique subsaharienne a l'un des deux scores régionaux les plus faibles pour cet indicateur, mais l'Angola et Madagascar figurent parmi les trois pays ayant obtenu les meilleurs scores au monde, et plusieurs autres pays d'Afrique subsaharienne s'inscrivent dans la moitié supérieure du classement mondial.

13c : Niveau de vulnérabilité climatique (score)

L'Afrique subsaharienne a le plus grand nombre de pays sévèrement menacés par la vulnérabilité climatique. Le Tchad, le Liberia, le Mali et le Niger ont tous un score inférieur à 40 pour cet indicateur, et les 26 pays de la région se situent en dessous de 50. Des stress multiples rendent l'Afrique hautement vulnérable à la variabilité environnementale et aux conditions climatiques extrêmes, telles que les sécheresses, les cyclones et les inondations. Non seulement les filles et les femmes sont-elles plus susceptibles de mourir lors de catastrophes climatiques, mais la vulnérabilité et les chocs climatiques ont des impacts différentiels sur leur scolarité, leur santé et leurs moyens de subsistance, et ce surtout dans les régions rurales.

Figure 20 Niveau de vulnérabilité climatique (score), 2017



Source : Equal Measures 2030, 2019 à partir de ND-GAIN Index, 2017

17c : Mesure dans laquelle un budget national est ventilé en fonction de facteurs tels que le genre, l'âge, le revenu ou la région (score)

L'Afrique subsaharienne est au-dessus de toute autre région du monde pour cet indicateur basé sur les moyens, qui est essentiel à l'instauration d'un environnement favorable à l'égalité de genre. La mesure dans laquelle un budget national est ventilé en fonction de genre est la première étape vers des approches de budgétisation sensible au genre, qui ont recours à la politique et l'administration fiscales pour promouvoir l'égalité.



Photo : Getty Images

Avec un score d'Indice régional moyen de 51,1, la région Afrique subsaharienne est la région au plus faible score de tout l'Indice du genre dans les ODD 2019

En Afrique subsaharienne, cependant, l'écart entre la performance sur les indicateurs 5d et 5e et les autres indicateurs de l'ODD 5 est plus resserré. Ceci est majoritairement attribuable au fait que de nombreux pays d'Afrique subsaharienne ont des performances relativement bonnes, et que plusieurs pays en ont d'exceptionnellement bonnes,

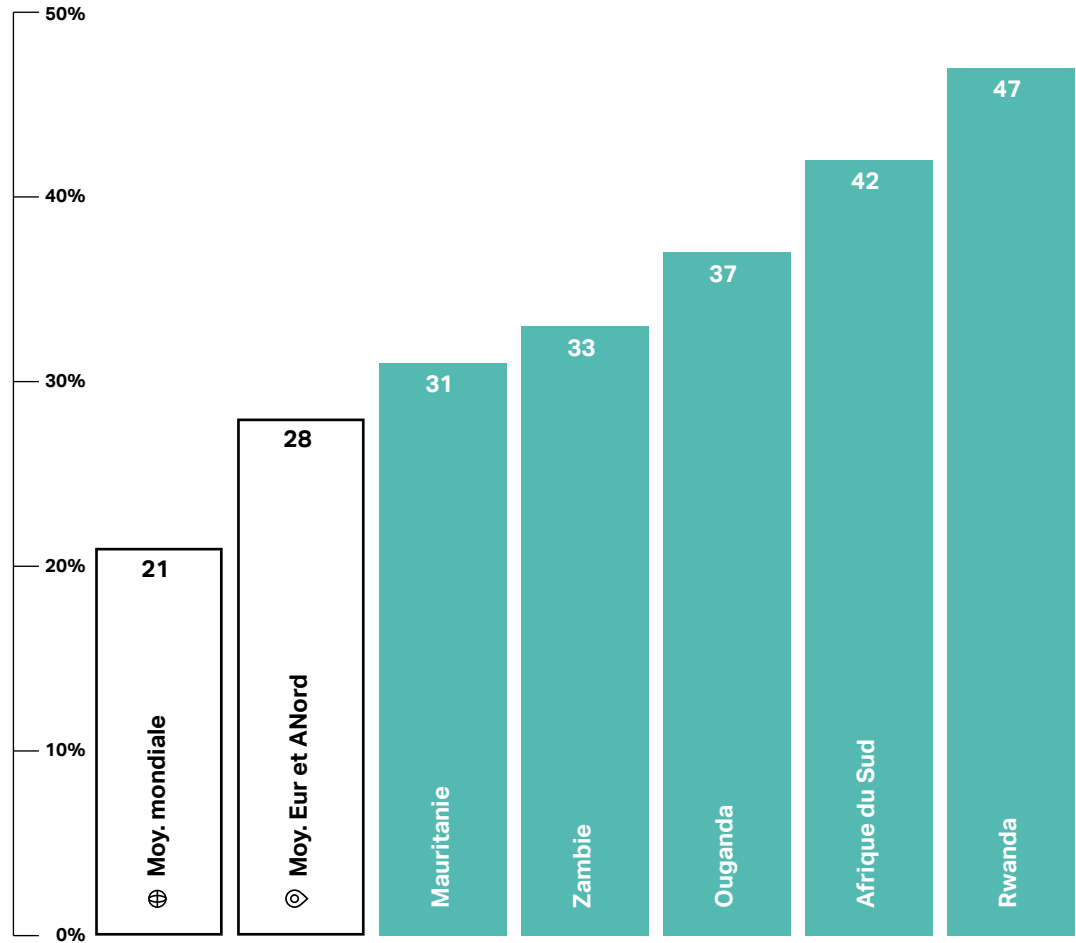
au niveau des proportions de femmes au gouvernement. La région a des performances largement supérieures sur *les deux* indicateurs à celles du Moyen-Orient et Afrique du Nord et de l'Asie et Pacifique, et elle est à dix points derrière l'Amérique latine et Caraïbes et l'Europe et Amérique du Nord sur les deux indicateurs.

De plus, l'Afrique subsaharienne est la seule région à l'exception de l'Amérique latine et Caraïbes où un ou plusieurs pays

ont entièrement atteint ou dépassé la parité dans la chambre basse du Parlement. Le Rwanda (61 pour cent du Parlement), la Namibie (46 pour cent), l'Afrique du Sud (42 pour cent), le Sénégal (42 pour cent) comptent tous parmi les dix premiers pays de l'Indice du genre dans les ODD 2019 en termes de femmes siégeant au parlement, et six des 20 premiers pays au monde (en incluant des pays qui ne sont pas couverts par l'Indice) aux proportions les plus élevées de femmes au parlement sont en Afrique subsaharienne en 2018.³⁷ Il s'agit là de l'un des très rares indicateurs communs de mesure de l'égalité de genre pour lequel les pays d'Afrique subsaharienne figurent parmi les pays aux scores les plus élevés au monde, et les éléments probants suggèrent que cela soit en lien avec les quotas sur le genre et autres mesures politiques visant à assurer la représentation des femmes en politique.³⁸

En termes de nombre de femmes occupant des hautes fonctions au gouvernement, plus de femmes en Afrique subsaharienne que dans toute autre région – Europe et Amérique du Nord

Figure 21 Proportion (%) de femmes occupant des fonctions ministérielles et gouvernementales, 2017



Source : Equal Measures 2030, 2019 à partir de l'Union interparlementaire, 2018

Plus de femmes en Afrique subsaharienne que dans toute autre région – Europe et Amérique du Nord exceptée – occupent des fonctions ministérielles dotées de portefeuilles stratégiques

exceptée – occupent des fonctions ministérielles dotées de portefeuilles stratégiques, telles que la Défense, les Affaires étrangères et les Finances, qui ont historiquement enregistré des proportions

plus réduites de femmes assumant de telles fonctions que d'autres ministères (tel que l'Intérieur, le Genre, l'Éducation ou le Bien-être de l'enfant et de la famille). Le Rwanda, l'Afrique du Sud, l'Ouganda et la Zambie sont bien classés au niveau mondial en termes de femmes à des fonctions ministérielles, le Rwanda étant le seul à avoir virtuellement atteint la parité dès 2017. Ces chiffres pourraient s'améliorer dans la prochaine édition de l'Indice du genre dans les ODD : vers la fin de l'année 2018 (après la clôture de l'Indice), le Premier ministre éthiopien Ahmed a remanié le gouvernement

du pays afin de nommer dix femmes ministres, soit la moitié des ministères, et le Parlement a nommé sa toute première Présidente.³⁹ Plusieurs semaines après, le président Kagame du Rwanda a annoncé que le cabinet du Rwanda serait également équilibré en termes de genre.

Il y a cependant d'importants éléments – et des précautions – à prendre en compte quant à ces observations. Les femmes au gouvernement (et particulièrement aux niveaux supérieurs du gouvernement) peuvent être mises à l'écart ou utilisées à titre de porte-parole au profit d'autres acteurs puissants, particulièrement lorsqu'elles sont déconnectées du militantisme ou du plaidoyer sur le genre⁴⁰ au niveau local. La parité à tous les niveaux du gouvernement n'en est néanmoins pas moins essentielle aux droits à une égale représentation, ainsi que pour créer un environnement favorable à l'égalité et à une bonne gouvernance. La recherche suggère que des proportions plus élevées de législatrices sont associées à une baisse de la corruption, à davantage de lois promouvant le bien-être des femmes et des enfants et à une augmentation de la confiance citoyenne dans les institutions démocratiques et la redevabilité gouvernementale.⁴¹

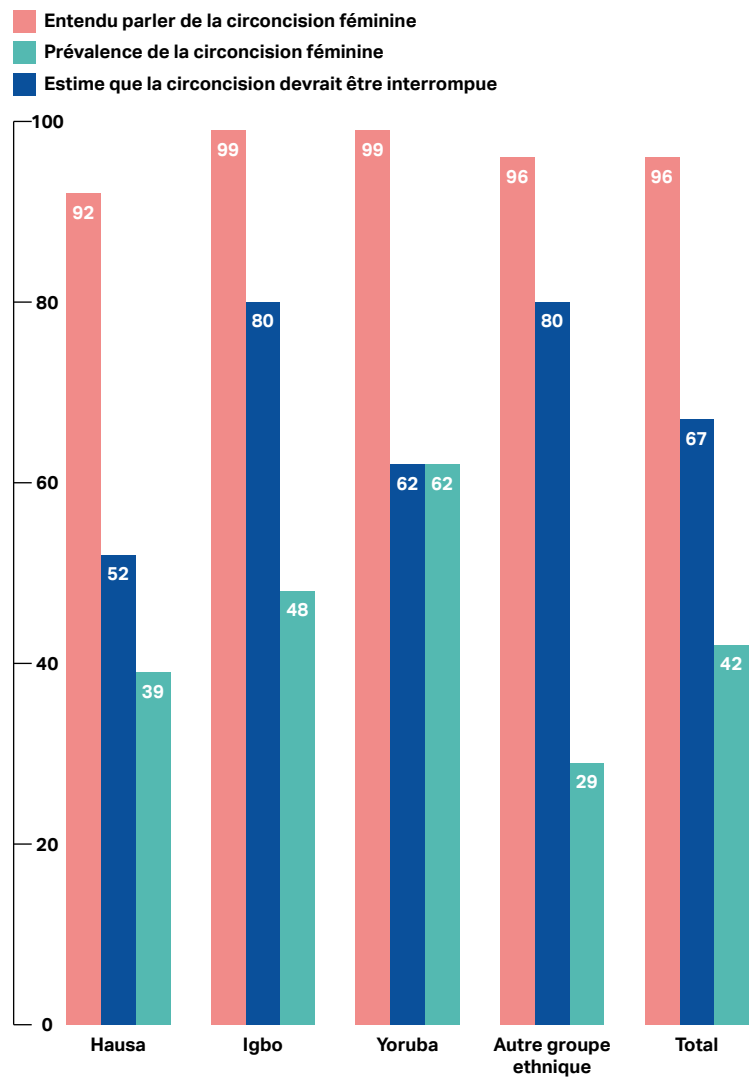
6

Ne laisser personne pour compte

De par sa nature, l'Indice du genre dans les ODD 2019 rend compte, par ses scores, de moyennes nationales. Ces scores sont un aperçu et un mécanisme de redevabilité importants pour les progrès généraux vers l'égalité de genre dans le cadre des Objectifs de développement durable – ils peuvent cependant également masquer des différences au niveau des possibilités et des droits pour des groupes de filles et de femmes au sein d'un pays. Mesurer le progrès à partir de moyennes nationales – tout comme le fait le Programme 2030 – risque de ne pas permettre d'identifier et résoudre des poches d'extrêmes inégalités en raison de l'intersectionnalité qui accentue les formes de discrimination concernant certains groupes de filles et de femmes plus que d'autres.

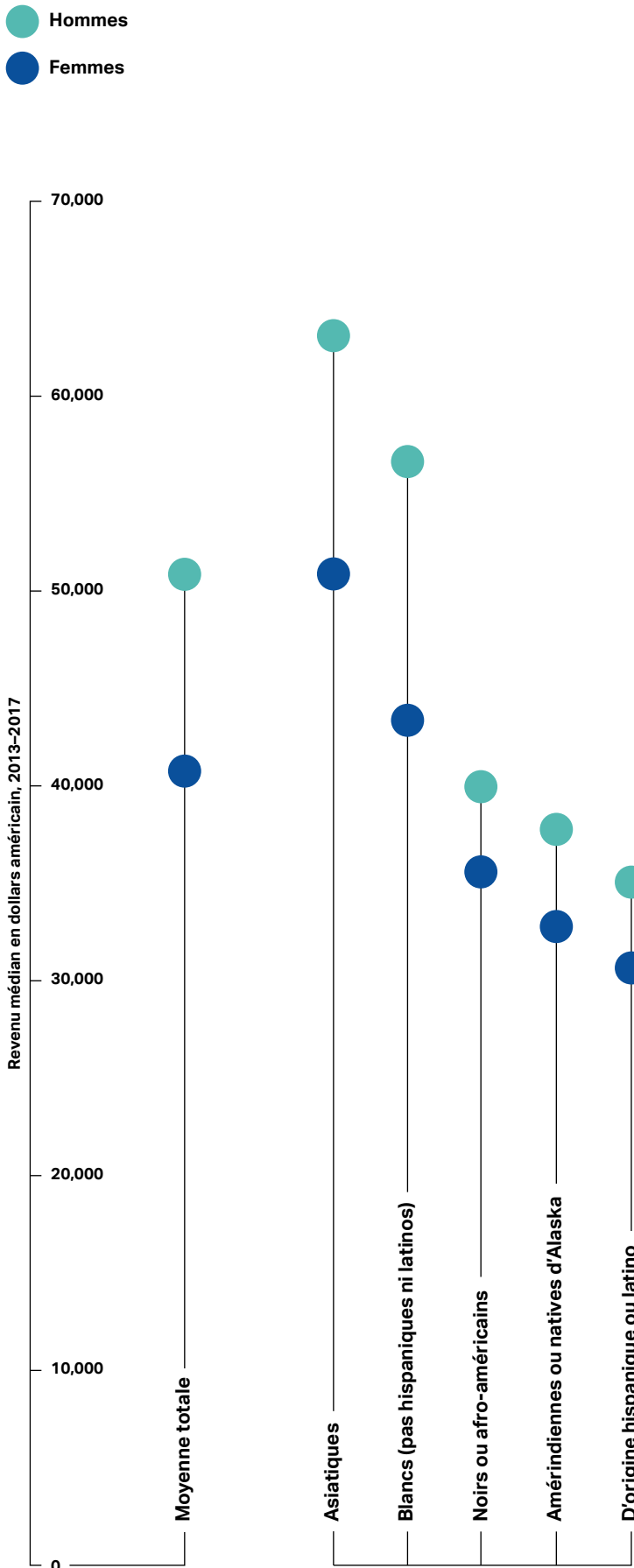
L'inégalité de genre est aggravée par d'autres facteurs. Quel que soit le niveau de revenu des

Figure 22 Sensibilisation, attitude à l'égard de et prévalence de l'excision (%) en fonction de l'origine ethnique du chef ou de la cheffe du ménage au Nigeria, 2017–2018)



Source : Equal Measures 2030, 2019 à partir d'ICF, 2012. The DHS program Statcompiler [consulté en avril 2019]

Figure 23 Revenu médian en fonction de caractéristiques définies aux États-Unis, 2013–2017



Source : Equal Measures 2030, 2019, à partir du Bureau du recensement des États-Unis, 2017

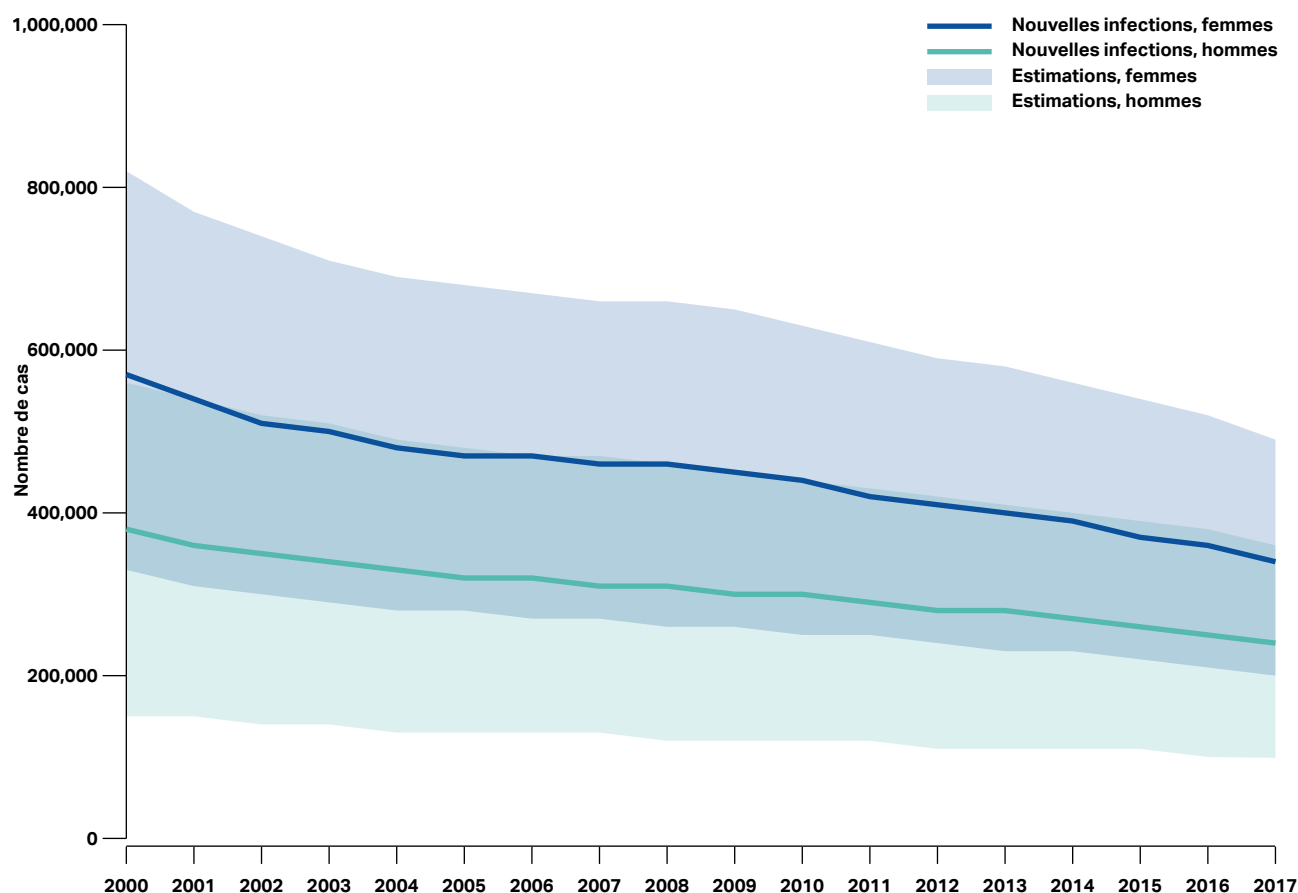
pays, les filles et les femmes dans le monde, font l'expérience de discriminations supplémentaires en lien avec leur âge, leur niveau de revenu, leur identité ethnique ou religieuse, leur localisation géographique, leur orientation sexuelle et identité de genre, leur situation de handicap, leur statut d'immigrante ou leur séropositivité, notamment.

Dans un monde où des données suffisamment ventilées seraient disponibles, nous pourrions observer les scores de ces différents groupes reflétés dans l'Indice du genre dans les ODD 2019. Si chaque indicateur était décomposé en fonction de son degré de prise en compte des filles et des femmes en situation de handicap, par exemple, nous pourrions comparer le score général d'Indice d'un pays en tant que moyenne nationale avec son score portant sur les filles et les femmes en situation de handicap. Dans un monde proposant suffisamment de données ventilées, nous pourrions décomposer et comparer les objectifs et indicateurs de l'Indice de manière innovante et essentielle, identifiant ainsi des pays aux écarts importants en matière de mesures de l'égalité de genre pour les filles et les femmes en situation de handicap.

Le manque de couverture de données et de ventilation suffisante des données rend, malheureusement, impossible ce genre de comparaison, même au sein d'un sous-ensemble réduit des 129 pays inclus dans l'Indice. Dans certains cas, le statut des filles et des femmes n'est pas correctement représenté par les instruments standard de collecte de données parce que les échantillons sont de petite taille (par exemple, au sein d'une petite minorité ethnique) ou du fait de difficultés dans la collecte de données (par exemple, relatives aux filles et aux femmes de populations déplacées ou nomades) et, dans d'autres cas encore, du fait d'un manque de volonté ou de compétences techniques du gouvernement. Mais des exemples de données nationales ventilées et d'études à plus petite échelle sur quatre thématiques principales couvertes par l'Indice du genre dans les ODD 2019 révèlent certaines des privations multidimensionnelles masquées par les moyennes et agrégations.

Taux différentiels de mutilation génitale féminine/excision par origine ethnique au Nigeria

La mutilation génitale féminine/excision (MGF/E) est largement reconnue comme une violation des droits humains des filles et une menace pour leur santé. Pourtant la pratique traditionnelle nocive est profondément ancrée dans les croyances culturelles et continue d'être grandement pratiquées dans trente pays, principalement en Afrique, mais également en Asie et au Moyen-Orient.⁴² Le Nigeria a le nombre absolu le plus élevé au monde de filles qui subissent une MGF/E, avec environ un quart des 115 à 130 millions de femmes excisées dans

Figure 24 Estimations mondiales des nouvelles infections par le VIH chez les 15–24 ans, par sexe, 2017

Source : Equal Measures 2030, 2019 à partir d'ONUSIDA, 2019

Encadré 18 Différences masquées dans les données nationales

- **En Serbie**, les filles et les jeunes femmes roms achèvent deux tiers des années de scolarité de leurs homologues masculins, malgré le fait qu'au niveau national les jeunes femmes atteignent en moyenne des niveaux d'études supérieurs à ceux des hommes.^I
- **Au Malawi**, les femmes sont deux fois moins susceptibles d'avoir un compte en banque que les hommes – mais les femmes dans les zones rurales sont deux fois plus susceptibles que les femmes des zones urbaines de ne pas avoir accès aux services bancaires.^{II}
- **Au Nigeria**, près de 70 pour cent des filles fréquentent l'école primaire, mais seules 12 pour cent des filles de l'ethnie Haoussa de familles rurales au faible revenu sont scolarisées.^I
- **Au Pakistan**, 41 pour cent des ménages urbains ont accès à de l'eau potable gérée en toute sécurité, contre 32 pour cent des ménages ruraux.^I

^I « ONU Femmes : Traduire les promesses en actions », 2018

^{II} Women's World Banking, 2017

le monde chaque année.⁴³ Les données du Nigeria montrent comment l'origine ethnique a un impact significatif sur les perceptions de la pratique par les communautés et le taux de pratique de la MGF/E sur les filles (voir Figure 22) : 62 pour cent des filles Yorubas subissent une excision, soit plus du double du taux des filles qui sont des « Autres groupes ethniques ». En ne considérant que le taux moyen national de MGF/E (42 pour cent), on ignore l'impact différentiel de la pratique nocive sur certains groupes de filles en particulier.

Inégalités de revenu en fonction du groupe dans les pays à revenu élevé

Les inégalités en fonction du groupe ne sont pas réservées aux pays à revenu faible ou intermédiaire. Un examen du revenu médian dans trois pays à revenu élevé (Australie, Canada et États-Unis) indique un écart global des rémunérations entre hommes et femmes dans chacun des pays. Aux États-Unis, l'écart de rémunération est cependant considérablement plus important entre les femmes issues de groupes historiquement marginalisés et les femmes blanches, asiatiques et tous les groupes d'hommes. Aux États-Unis, les femmes d'origine afro-américaine, amérindienne, natives de

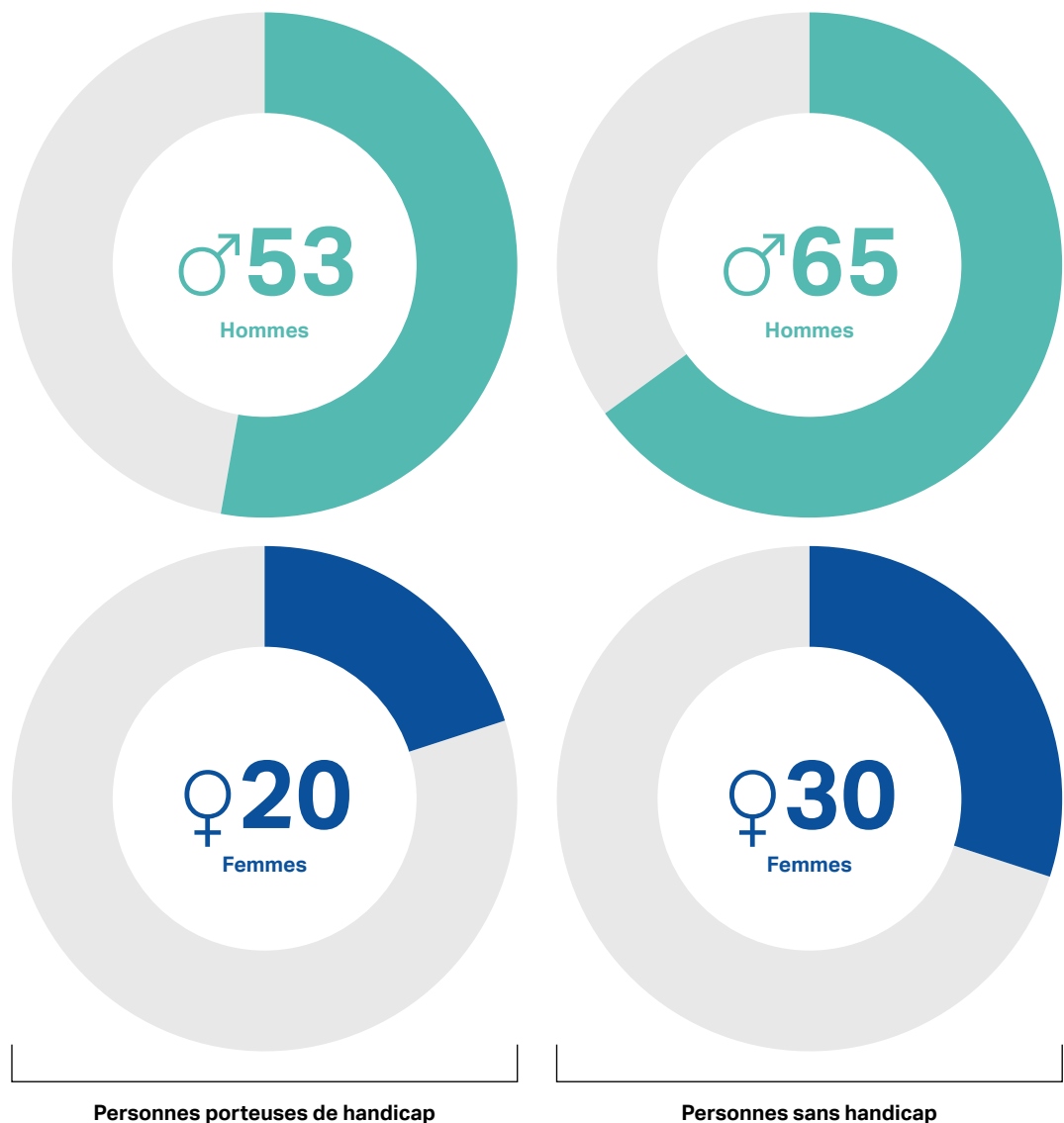
l'Alaska ou hispaniques gagnaient un revenu médian de plus de 5 000 \$ inférieur par an que les femmes blanches (voir Figure 23). De même, au Canada, un écart de revenu médian basé sur la race existe dans toutes les provinces, et même les membres d'une minorité visible diplômé-e-s de l'université né-e-s au Canada gagnent en moyenne 87,4 cents pour chaque dollar que gagne un pair ou une paire moyenne non issue d'une minorité.⁴⁴ De récentes données de recensement de l'Australie présentent également des différences au niveau des taux d'emploi et de revenu médian entre les Australiens et Australiennes autochtones et non-autochtones : dans les communautés retirées du Queensland, les Australiens et Australiennes autochtones sont près de 13 fois plus susceptibles d'être sans emploi que les Australiens et Australiennes non-autochtones, et l'écart de revenu médian n'a fait que s'agrandir

au cours des cinq dernières années entre les deux groupes, dans le Queensland et à l'échelle du pays.⁴⁵

Taux d'infection par le VIH au monde, par âge

L'âge est une autre dimension essentielle, souvent négligée, en fonction de laquelle les données devraient être ventilées. Les données ventilées par âge indiquent que les filles et les femmes de différents groupes d'âge vivent les vulnérabilités de différentes manières : les adolescentes sont particulièrement vulnérables à l'exploitation et la violence sexuelles, par exemple, et les femmes plus âgées davantage susceptibles que les hommes plus âgés de vivre dans la pauvreté, la maladie et avec un accès limité aux ressources visant à leur protection.⁴⁶ Les estimations mondiales

Figure 25 Taux d'emploi dans le monde des personnes porteuses ou non de handicap, par sexe, dans 51 pays, au début des années 2000



Source : ONU Femmes, 2018.



Photo : PNUD, Flickr (CC BY-NC-ND 2.0)

Les inégalités en fonction du groupe ne sont pas réservées aux pays à revenu faible ou intermédiaire

des taux de nouvelles infections par le VIH par sexe et par âge indiquent comment le manque de ventilation par âge masque d'importantes différences. Si l'on observe les taux de nouvelles infections par le VIH pour les hommes et les femmes de plus de 15 ans, les hommes sont plus

susceptibles d'avoir été infectés, dans l'ensemble. Si, par contre, nous nous concentrons sur la tranche d'âge des 15–24 ans, nous constatons que les adolescentes et jeunes femmes sont largement plus susceptibles d'avoir été récemment infectées par le VIH (voir Figure 24).

Taux d'emploi des personnes en situation de handicap

Le statut de porteur ou porteuse de handicap est interrelié avec des discriminations basées sur le genre et d'autres formes de discrimination. Malgré le manque de définitions standardisées du handicap dans le monde et les écarts considérables au niveau des données, deux récentes études

utilisant des données comparables et des mesures cohérentes du handicap entre les pays ont démontré que la prévalence du handicap chez les adultes est supérieure parmi les femmes que parmi les hommes, avec 19 pour cent et 12 pour cent, respectivement.⁴⁷ Dans les pays à revenu faible ou intermédiaire, il est estimé que les femmes représentent près de trois quarts de toutes les personnes en situation de handicap. Les données disponibles indiquent que les femmes porteuses de handicap sont plus susceptibles d'avoir un statut socioéconomique inférieur, des taux plus élevés de pauvreté multidimensionnelle, un niveau d'études inférieur et un risque accru d'être exposées à la violence sexuelle que les femmes non porteuses de handicap.⁴⁸ Ces dimensions interreliées affectent, et sont également exacerbées par les défis auxquels les femmes porteuses de handicap sont confrontées pour trouver et conserver un emploi. Les données de 51 pays indiquent que seules 20 pour cent des femmes porteuses de handicap sont employées, contre 53 pour cent des hommes porteurs de handicap et 30 pour cent des femmes non porteuses de handicap. Le statut de la situation de handicap aggrave ainsi considérablement les écarts entre genres dans les taux d'emploi (voir Figure 25).

7

Conclusions

Il reste beaucoup à faire avant que les filles et les femmes – dans toutes les régions du monde – apprécient une totale égalité

Il y a quatre ans, les gouvernements, la société civile et le secteur privé se sont rangés derrière le Programme de développement durable : une série ambitieuse, universelle et indivisible d'objectifs et de cibles visant à transformer notre monde.

À 11 années seulement de l'échéance, il est temps de se demander : Allons-nous y arriver ?

Le nouvel Indice du genre dans les ODD 2019 d'Equal Measures 2030 – l'outil de suivi de l'égalité de genre le plus complet aligné sur les ODD à ce jour – indique qu'il reste beaucoup à faire dans tous les pays, et particulièrement les pays les plus pauvres qui sont également confrontés à un conflit, une crise et/ou sont fragiles. Malgré les engagements pris par les gouvernements,

près de 40 pour cent des filles et des femmes du monde – 1,4 milliard d'entre elles – vivent dans des pays qui obtiennent un « score insuffisant » en termes d'égalité de genre (score de 59 ou moins sur 100).



Photo : Plan International, Greetje Van Buggenhout

Et 1,4 milliard d'autres vivent dans des pays qui ont « à peine la moyenne » (score de 60 à 69 sur 100).

L'Indice montre que, bien que de nombreux pays aient franchi une étape importante vers la réalisation de l'égalité de genre dans l'éducation, la santé, l'accès aux services essentiels, et dans la codification de certains droits juridiques, il reste beaucoup à faire avant que les filles et les femmes – de toutes les régions du monde – puissent jouir d'une pleine égalité et de la réalisation de leurs droits.

Même les pays qui ont obtenu les meilleurs résultats ont encore des efforts à fournir, et ce particulièrement au niveau de questions difficiles, telles que le changement climatique, la budgétisation sensible au genre et les services publics, la représentation égale aux postes de pouvoir, les écarts de rémunération entre hommes et femmes et les violences basées sur le genre. Aucun pays n'est dans « la dernière ligne droite » en matière d'égalité de genre. La plupart des pays qui figurent en tête de l'Indice ont un score « faible », voire « très faible », pour au moins un des 14 objectifs couverts par l'Indice. Aucun des 129 pays ne transforme totalement ses lois, politiques ou affectations budgétaires publiques dans la mesure nécessaire à atteindre l'égalité de genre d'ici à 2030.

L'ODD 17 : Partenariats a, en son centre, l'idée que les ODD ne peuvent être atteints que par une action collective. Le monde entier partage la responsabilité de soutenir les pays fragiles, touchés par des conflits ou des crises. Les pays occupant les dix dernières positions de l'Indice ont un revenu moyen d'un peu plus de 2 500 \$ (PPP) par personne et par an seulement. Et tous figurent dans la liste de l'OCDE 2018 des États fragiles. Parmi les 21 pays ayant des scores extrêmement bas dans l'Indice (inférieurs à 50 points, indiquant que le pays est à moins de la moitié du chemin à parcourir pour atteindre les cibles d'égalité de genre), tous sauf deux (le Bénin et le Togo) figurent sur cette même liste.

L'Indice révèle, de manière générale, que le monde est le plus en retard sur les questions d'égalité de genre en lien avec la finance publique et une meilleure qualité des données sur le genre (ODD 17), le changement climatique (ODD 13), l'égalité de genre dans l'industrie et l'innovation (ODD 9) et – ce qui est inquiétant – l'objectif autonome « Égalité de genre » (ODD 5). Soixante pays ont une note insuffisante « très faible » sur l'ODD 5, avec un score de 59 ou moins.

L'Indice du genre dans les ODD 2019 dépeint une situation difficile, mais il souligne également



certaines observations surprenantes – des valeurs extrêmes et exemples de politiques prometteuses pour l'égalité de genre qui peuvent être généralisées et répliquées dans de nouveaux contextes.

Un autre message d'espoir émerge autour du pouvoir des efforts internationaux dédiés et de l'investissement dans le développement. Dans l'ensemble, les pays ont mieux réussi dans les domaines où un ciblage et des financements coordonnés et concertés des politiques sont réalisés depuis les 10 à 20 dernières années, notamment dans la faim et la nutrition (ODD 2), l'eau et l'assainissement (ODD 6), la santé (ODD 3), et l'éducation (ODD 4).

L'Indice du genre dans les ODD 2019 est un point de base. Il ne sera possible d'utiliser les données de l'Indice pour prédire des tendances ou prévoir des taux de progrès que lors de la prochaine édition en 2021. Le présent rapport ne rend pas compte de l'ensemble des observations de l'Indice, et ne répond pas non plus à toutes les questions qu'il inspire. Il vise, au contraire, à fournir une porte d'entrée pour les défenseurs et défenseuses, responsables des prises de décisions et militants et militantes en faveur de l'égalité de genre de tous les secteurs pour l'explorer davantage et l'utiliser.

L'urgence du changement ne saurait être exagérée. L'égalité de genre est bien plus que l'un des 17 objectifs autonomes. Les éléments probants démontrent, encore et toujours, que le fait de mettre l'accent sur les droits et les avancées des filles et des femmes permet d'accélérer les progrès dans tout le spectre du développement : nous savons qu'élever le niveau d'achèvement des études des filles augmente le revenu des ménages et réduit la mortalité néonatale et infantile des générations suivantes, que réduire les obstacles à la participation économique des femmes augmente le produit intérieur brut et qu'égaliser l'accès des femmes aux ressources productives stimule la production agricole globale.⁴⁹ Les gouvernements et leurs partenaires doivent se demander « Que faisons-nous différemment en faveur des ODD ? », « Que pouvons-nous faire aujourd'hui pour nous assurer que nous irons dans la bonne direction quand la prochaine édition de l'Indice du genre dans les ODD sera publiée en 2021 ? ».

Les défenseurs et défenseuses de l'égalité de genre à tous les niveaux – local, national, régional et mondial – peuvent se servir des données de l'Indice pour enrichir leur travail quotidien, tenir les gouvernements et autres parties prenantes pour responsables et construire un consensus autour des priorités d'action. Nous pouvons désormais toutes et tous utiliser l'Indice pour, sans cesse, mettre en exergue l'égalité de genre à l'aide des données permettant de vérifier systématiquement si, où et comment l'objectif d'une complète égalité de genre est atteint.

Recommandations d'actions

- 1 Tous les pays doivent, individuellement, s'engager à prendre des mesures qui garantiront que le monde se dirige dans la bonne direction en termes d'égalité de genre avant la prochaine édition de l'Indice du genre dans les ODD, en 2021. L'intérêt à investir en faveur des droits et du progrès pour les filles et les femmes est évident,⁵⁰ mais il y a lieu de continuer à le renforcer et le développer.
- 2 La communauté internationale doit consacrer des financements et un support effectifs et de qualité aux pays fragiles et touchés par des crises ou des conflits, qui sont confrontés aux plus importants défis en matière d'égalité de genre. Ceci nécessitera de reconnaître que les filles et les femmes sont des agentes de changement, et de déployer des efforts volontaires pour comprendre les relations de pouvoir et les défis sous-jacents à l'égalité de genre dans les contextes les plus compliqués.
- 3 Il faut veiller à assurer le ciblage – et le financement – de politiques basées sur des éléments probants, coordonnés et concertés, portant sur les questions d'égalité de genre sur lesquelles le monde prend du retard. Sont concernées les questions portant sur les « moyens de mise en œuvre », dont la finance publique, les budgets ouverts et les données ouvertes (ODD 17), l'égalité de genre dans l'industrie et l'innovation (ODD 9), le changement climatique (ODD 13) et l'objectif autonome de l'égalité de genre (ODD 5).
- 4 Il faut améliorer la qualité, pertinence et utilisation des données et statistiques, en cohérence avec les normes et principes des droits humains ; dont les données qualitatives et quantitatives. Seules les filles et les femmes elles-mêmes – et particulièrement celles qui vivent dans les communautés les plus marginalisées et les groupes vulnérables – peuvent nous parler de leurs réalités vécues et de ce qui est nécessaire pour parvenir à l'égalité. Les défenseurs et défenseuses de l'égalité de genre doivent s'assurer que leurs voix et leurs récits soient entendus.
- 5 Accorder la priorité au financement et au soutien des mouvements des défenseurs et défenseuses des filles et des femmes de tous les secteurs et à tous les niveaux, en passant par les leaders politiques jusqu'aux mouvements menés par des filles et des femmes dans les plus petits villages. Soutenir les capacités d'utilisation de données telles que l'Indice du genre dans les ODD, aux côtés d'autres données générées aux niveaux locaux, infranationaux et nationaux.

Annexe I : Cadre des Indicateurs

ODD 1 : Pauvreté	1a	Proportion de la population vivant au-dessous du seuil de pauvreté fixé au niveau national	1.2.1	BM, OCDE
	1b	Proportion du quintile le plus pauvre de la population couvert par les programmes d'assistance sociale	Comp	BM, UNSD
	1c	Mesure dans laquelle les lois offrent aux femmes comme aux hommes un accès sûr et équitable à l'usage et au contrôle de la terre et à la propriété foncière (score)	5.a.2	BM WBL
	1d	Proportion de femmes déclarant avoir eu assez d'argent pour acheter de la nourriture dont elles ou leur famille avait besoin au cours des 12 derniers mois	Comp	Gallup
ODD 2 : Faim et nutrition	2a	Proportion de la population en dessous du niveau minimum de consommation requis d'énergie alimentaire (% de la population)	2.1.1	FAO (via BM)
	2b	Prévalence de l'obésité chez les femmes de plus de 18 ans	Comp	OMS
	2c	Prévalence de l'anémie chez les femmes non enceintes (de 15 à 49 ans)	Comp	OMS
ODD 3 : Santé	3a	Ratio de mortalité maternelle (pour 100 000 naissances vivantes)	3.1.1	OMS
	3b	Taux de natalité chez les adolescentes (naissances pour 1 000 femmes de 15 à 19 ans)	3.7.2	UNSD, UNFPA
	3c	Proportion de femmes, mariées ou en union, en âge de procréer (15 à 49 ans) qui utilisent des méthodes modernes de planification familiale	3.7.1	PNUD
ODD 4 : Éducation	4a	Pourcentage de filles inscrites à l'école primaire qui sont plus âgées que la normale	Comp	UIS
	4b	Pourcentage de jeunes femmes de 3 à 5 années plus âgées que l'âge de fin d'études secondaires ayant terminé l'école secondaire	Comp	UIS
	4c	Pourcentage de jeunes femmes âgées de 15 à 24 ans non scolarisées et sans emploi ni formation (NEET)	Comp	OIT
	4d	Taux d'alphabétisation parmi les femmes adultes (15 ans et plus)	Comp	UIS
ODD 5 : Égalité de genre	5a	Proportion de femmes âgées de 20 à 24 ans qui étaient mariées ou en couple avant l'âge de 18 ans	5.3.1	UNICEF
	5b	Pourcentage de femmes pour qui le fait qu'un mari/partenaire batte sa femme/partenaire soit justifié dans certaines circonstances	Comp	UNICEF
	5c	Mesure dans laquelle des motifs juridiques permettent l'avortement (score)	Comp	CRR
	5d	Proportion de sièges occupés par des femmes dans les parlements nationaux	5.5.1	UIP (via UNSD)
	5e	Proportion de femmes occupant de hautes fonctions ministérielles/gouvernementales	Comp	UIP (via BM)

Objectif	Indicateur	ODD officiel/ complémentaire	Source(s)
ODD 6 : Eau et assainissement	6a	Proportion de la population utilisant au minimum des services d'eau potable essentiels	6.1.1 WASH JMP (via OMS)
	6b	Proportion de la population utilisant au minimum des services d'assainissement essentiels	6.2.1 WASH JMP (via OMS)
	6c	Proportion de femmes se déclarant satisfaites de la qualité de l'eau dans leur ville ou zone de résidence	Comp Gallup
ODD 7 : Énergie	7a	Proportion de la population ayant accès à l'électricité	7.1.1 MB (via UNSD)
	7b	Proportion de la population dépendant en premier lieu des combustibles et technologies propres	7.2.1 UNSD
	7c	Proportion de femmes se déclarant satisfaites de la qualité de l'air là où elles vivent	Comp Gallup
ODD 8 : Emploi et croissance économique	8a	Égalité de rémunération entre les femmes et les hommes pour un travail similaire (score)	Comp BM/FEM
	8b	Proportion de femmes reconnues « travailleuses familiales contribuant à l'entreprise familiale » (en % de l'emploi total des femmes)	Comp OIT
	8c	Mesure de la liberté d'association et des droits à la négociation collective dans la loi (score)	Comp PSU
	8d	Mesure dans laquelle le pays dispose de lois imposant l'égalité des femmes sur le lieu du travail (score)	Comp BM WBL
	8e	Proportion de femmes titulaires d'un compte en banque dans une institution financière	8.10.2 MB (via UNSD)
ODD 9 : Industrie, infrastructure et innovation	9a	Proportion de femmes ayant émis ou reçu des paiements électroniques au cours de l'année écoulée	Comp BM
	9b	Proportion de femmes se déclarant satisfaites de la qualité des routes dans leur ville ou zone de résidence	Comp Gallup
	9c	Proportion de femmes ayant accès à des services Internet	Comp ITU
	9d	Proportion de femmes à des fonctions dans la recherche scientifique ou technologique	Comp UIS
ODD 10 : Inégalités	10a	Indice d'inégalité des revenus de Palma (somme des revenus gagnés par les ménages situés dans le décile supérieur – le 10% supérieur – divisée par la somme des revenus acquis par les 40% des ménages les plus pauvres)	Comp UNU Wider
	10b	Niveau d'autonomie personnelle, de droits individuels et de liberté de toute discrimination (score)	Comp Freedom House
	10c	Proportion d'instruments de droits humains relatifs à la migration ratifiés	Comp HCDH

Objectif	Indicateur	ODD officiel/ complémentaire	Source(s)
ODD 11 : Villes et communautés	11a	Proportion de femmes déclarant avoir eu assez d'argent pour se procurer un abri ou un hébergement au cours des 12 derniers mois	Comp Gallup
	11b	Niveau annuel moyen de particules fines	11.6.2 OMS
	11c	Pourcentage de femmes âgées de 15 ans et plus considérant qu'« il n'y a pas de danger à se déplacer seules à pied dans [leur] zone de résidence »	16.1.4 Gallup
ODD 13 : Climat	13a	Mesure dans laquelle la délégation nationale à la CCNUCC est équilibrée en termes de genre (score)	Comp CCNUCC
	13b	Mesure dans laquelle un pays est engagé dans la réduction des risques de catastrophe (score)	Comp UNISDR
	13c	Niveau de vulnérabilité climatique (score)	Comp ND-GAIN Index
ODD 16 : Paix et institutions	16a	Proportion d'enfants de moins de 5 ans ayant été enregistrée par une autorité d'état civil	16.9.1 UNSD
	16b	Femmes victimes d'homicides volontaires (pour 100 000 personnes)	16.1.1 UNODC (via BM)
	16c	Pourcentage des sièges occupés par des femmes à la Cour suprême ou la plus haute instance judiciaire d'un pays	Comp BM WBL
	16d	Mesure dans laquelle un État est considéré être légitime, ouvert et représentatif (score)	Comp Fund for Peace, FS Index
ODD 17 : Partenariats	17a	Dépenses sociales en % du PIB (pour l'ensemble des différents types de programmes d'aides sociales)	1.a.2 BM, OCDE
	17b	Recettes fiscales en % du PIB	Comp BM, OCDE
	17c	Mesure dans laquelle un budget national est ventilé en fonction de facteurs tels que le genre, l'âge, le revenu ou la région (score)	Comp Intl. Budget Partnership
	17d	Ouverture des statistiques en fonction du genre (score)	Comp Open Data Watch

Annexe II : Méthodologie

Comment l'Indice du genre dans les ODD 2019 a-t-il été élaboré ?

En 2018, en réponse au besoin urgent de disposer d'outils d'appui pour l'analyse axée sur les données et en vue de tenir les gouvernements pour responsables de l'égalité de genre dans le contexte des Objectifs de développement durable, EM2030 et ses partenaires ont lancé l'Indice pilote du genre dans les ODD. Des informations complémentaires sur les consultations et les enquêtes menées sont disponibles à la section « À propos de l'Indice du genre dans les ODD 2019 ». L'Indice pilote incluait **43 indicateurs pour 12 des 17 Objectifs de développement durable officiels**, et a été testé dans six pays à l'étude. L'Indice pilote s'appuyait sur un mélange d'indicateurs officiels des ODD en lien avec le genre élaborés par le Groupe d'experts interinstitutions sur les indicateurs des ODD (GEI-ODD) et d'indicateurs complémentaires. Les scores des indicateurs reposaient sur la position relative d'un pays par rapport aux pays aux meilleures et pires performances.

En s'appuyant sur plusieurs consultations techniques et un examen officiel réalisé par l'équipe COIN du Centre commun de recherche, EM2030 a peaufiné le cadre initial de l'Indice, introduit deux nouveaux Objectifs (OOD 9 et ODD 11) et révisé le cadre des indicateurs. D'autres problématiques de conception ont été étudiées et adoptées, relatives à la pondération, l'introduction de cibles et aux questions relatives à la présentation. L'Indice du genre dans les ODD 2019 d'EM2030 inclut ainsi **51 indicateurs pour 14 des 17 Objectifs officiels**, et couvre 129 pays de toutes les régions du monde.

L'élargissement de l'Indice s'est appuyé sur le cadre méthodologique de l'Indice pilote et a été adapté, de manière à augmenter le nombre de pays inclus dans l'Indice et à veiller à ce qu'il demeure un outil transparent et facile à utiliser pour les défenseurs et défenseuses de l'égalité de genre dans le monde entier.

Quelles thématiques l'Indice du genre dans les ODD 2019 couvre-t-il ?

L'Indice inclut plusieurs des indicateurs officiels des ODD en lien avec le genre élaborés par le Groupe d'experts interinstitutions sur les indicateurs des ODD (GEI-ODD) et adoptés par l'ONU, ainsi que 33 indicateurs complémentaires. La plupart des indicateurs sont inclus pour des motifs évidents dans un Indice supervisant l'égalité de genre – les indicateurs tels que les taux de mortalité maternelle ou de mariage des enfants, par exemple. Mais sept des 17 Objectifs de développement durable officiels n'incluent pas même un seul indicateur en lien avec le genre.⁵¹ L'approche de l'Indice est d'examiner les questions et les données centrées sur le genre dans chacun des Objectifs, même lorsqu'il n'existe pas d'indicateur officiel sur le genre, de fournir une image plus complète de l'objectif lui-même et de sa relation avec l'égalité de genre.

L'élargissement de l'Indice depuis sa phase pilote a entraîné l'évaluation d'indicateurs existants. En plus des nouveaux indicateurs portant sur les ODD 9 et ODD 11, l'Indice inclut 15 indicateurs, nouveaux ou ajustés. Certains indicateurs de l'Indice pilote ont été abandonnés du fait de la mauvaise couverture des données (couverture insuffisante dans les pays à revenu élevé, par exemple), d'autres ont été modifiés pour permettre une utilisation de sources de données améliorées (l'Indice inclut, par exemple, une mesure révisée de la participation des femmes aux hautes fonctions gouvernementales) et d'autres indicateurs totalement nouveaux (tel que celui sur la proportion de femmes juges).

La conception de l'Indice

L'Indice s'appuie sur une série autonome de trois à cinq indicateurs par Objectif. Ce choix repose sur l'idée que tous les indicateurs, et mêmes ceux qui ne sont pas inclus dans le cadre officiel des ODD ou qui ne sont généralement pas considérés être des questions « genrées », rendent compte de dimensions importantes de l'égalité

de genre. L'Indice global est calculé sur la base des indicateurs individuels (en privilégiant le recours aux données nationales plutôt qu'aux estimations d'EM2030), avec un seuil d'au moins 85 pour cent des indicateurs – soit 44 sur les 51 indicateurs. Les scores de l'Indice pour chacun des 14 Objectifs sont calculés sur la base d'un seuil de 75 pour cent de données disponibles. Les Objectifs sont calculés séparément, du fait de la nécessité non pas d'imputer les données manquantes, mais bien de s'appuyer sur les données fournies par les gouvernements nationaux. Un pays peut ne pas inclure un Objectif, mais néanmoins figurer dans l'Indice – c'est le cas de la Chine, de l'Iraq et de l'Irlande, par exemple.

Si l'Indice se veut un outil de redevabilité, il doit permettre aux utilisateurs et utilisatrices de mesurer la distance à parcourir pour que les indicateurs atteignent les cibles des ODD, de procéder à des comparaisons régionales et de suivre les scores sur la durée. La définition des cibles s'est appuyée sur les cibles officielles des ODD lorsqu'elles existaient et la définition de seuils élevés idéaux pour les cibles qui n'existaient pas ; par exemple, la cible relative à la participation des femmes aux parlements est la parité entre les genres située entre 47 et 53 pour cent. Les variables catégorielles (dont aucune n'est binaire) ont été modifiées en indicateurs composites et se sont vu attribuer des scores. Les pourcentages et scores composites ont été normalisés sur une échelle de 1 à 100, afin de générer des scores d'indicateurs sur une échelle commune : le résultat le plus élevé est le plus près d'atteindre la cible.

Qu'est-ce qui distingue l'Indice du genre dans les ODD 2019 d'autres outils ?

L'Indice du genre dans les ODD 2019 va plus loin que les autres indices du genre qui, pour la plupart, se centrent sur certains domaines clé de l'égalité de genre uniquement. Bien que ces questions soient essentielles pour l'égalité de genre, elles ne reflètent pas l'impact d'une large gamme de questions interreliées et essentielles pour les filles

et les femmes, telles que la nutrition, l'eau, l'assainissement, l'énergie et les politiques fiscales et d'imposition. Certains de ces domaines sont en effet totalement « aveugles à la notion du genre » dans le cadre officiel des ODD, et n'incluent aucun indicateur propre au genre. L'approche plus holistique de l'Indice du genre dans les ODD visant à suivre les progrès relatifs à l'égalité de genre dans l'ensemble des ODD est l'une de ses caractéristiques qui le distinguent le plus.

Trois cadres d'indicateurs sur le genre existants ont été consultés au cours de l'élaboration de l'Indice :

- Le cadre sur les indicateurs des ODD d'ONU Femmes cartographie les indicateurs en lien avec le genre dans les ODD et, plus récemment, le rapport « Traduire les promesses en

actions » d'ONU Femmes remarquait que seuls 54 des 232 indicateurs des ODD ciblent explicitement les filles ou les femmes, ou préconise que les données soient ventilées par sexe, et remarque que des données suffisantes et régulières ne sont disponibles que pour dix d'entre eux à l'heure actuelle. Alors qu'ONU Femmes examine les questions d'égalité de genre dans l'ensemble des ODD, l'agence onusienne ne prévoit actuellement pas de créer un indice du genre sur ces questions.

- L'ensemble minimal d'indicateurs de l'égalité des sexes de l'ONU, accepté par la Commission de statistique de l'ONU en 2013 pour orienter la production nationale et la compilation internationale de statistiques

sur le genre est un ensemble de 52 indicateurs quantitatifs et de 11 indicateurs juridiques/politiques portant sur des questions relatives à l'égalité de genre. Il couvre sept ODD et 11 de ses 52 indicateurs sont inclus dans l'Indice du genre dans les ODD 2019.

- L'étude « Ready to Measure » réalisée par Data2X est un autre outil utile. Il présente 20 indicateurs (16 identiques ou très proches des indicateurs officiels des ODD et quatre indicateurs complémentaires) qui sont à même d'informer sur les performances. L'étude inclut des questions sur l'égalité de genre dans cinq ODD. Sept des 20 indicateurs de l'étude « Ready to Measure » sont inclus dans l'Indice du genre dans les ODD 2019.

Notes de fin de document

- 1 Conformément aux regroupements régionaux utilisés dans le rapport et l'annexe statistique sur la réalisation des ODD 2017, le Mexique a été inclus en Amérique latine et Caraïbes pour les besoins de l'analyse de l'Indice.
- 2 Les ressources sont disponibles en ligne à l'adresse www.data.em2030.org.
- 3 À propos de la terminologie : dans ce rapport, le terme sexe se réfère au sexe biologique et le terme ventilées par sexe décrit les données séparées par sexe biologique ; genre se réfère aux attributs sociaux et possibilités associées au fait d'être masculin ou féminin ; égalité de genre fait allusion aux droits et possibilités égales des femmes et des hommes et des filles et des garçons ; et défenseurs et défenseuses de l'égalité de genre sert à dénommer les organisations ou personnes de tous secteurs dont le travail vise à assurer le progrès pour les filles et les femmes aux niveaux communautaire, national, régional ou mondial.
- 4 EM2030, « Advocacy Survey 2018 », 2018, www.equalmeasures2030.org/products/advocate-survey.
- 5 EM2030, « Data Driving Change », (2018), www.equalmeasures2030.org/wp-content/uploads/2018/09/EM2030-2018-Global-Report.pdf ; résumé analytique « Les données, moteur du changement », www.equalmeasures2030.org/wp-content/uploads/2018/09/EM-Exec-Summary_French-Low-Res.pdf.
- 6 ONU Femmes, Monitoring Gender Equality and the Empowerment of Women and Girls in the 2030 Agenda for Sustainable Development: Opportunities and Challenges (New York : ONU Femmes, 2015), www.unwomen.org/en/digital-library/publications/2015/9/indicators-position-paper.
- 7 Pour consulter un échantillon des questions importantes portant sur l'égalité de genre que nous n'avons pas été en mesure d'inclure dans l'Indice du fait de l'insuffisance de données comparables au niveau mondial, veuillez vous référer à l'Annexe 4 du rapport « Data Driving Change: Introducing the EM2030 SDG Gender Index » de 2018.
- 8 Nations unies, « Safety Nets, Policies for Ensuring Fair Globalization Required to Protect World's Neediest, Deputy Secretary-General Tells Commission for Social Development », (2018), www.un.org/press/en/2018/dsgsm1124.doc.htm ; OCDE, « Base de données Protection sociale et Bien-être », OECD-Stat (2019), <https://stats.oecd.org/Index.aspx?lang=fr&SubSessionId=c590116c-33b3-4aa0-a2e6-7ed591e7a2e2&themetreeid=21>.
- 9 Certaines questions et plusieurs indicateurs seront explorés dans ce rapport, mais l'Indice peut être consulté indicateur par indicateur sur la Plateforme de données pour le plaidoyer pour l'égalité de genre d'EM2030, www.data.em2030.org.
- 10 www.who.int/fr/news-room/fact-sheets/detail/violence-against-women.
- 11 EM2030, « Data Driving Change », (2018), www.equalmeasures2030.org/wp-content/uploads/2018/09/EM2030-2018-Global-Report.pdf.
- 12 OMS, « Profil de pays Mongolie », 2016, www.who.int/diabetes/country-profiles/mng_fr.pdf.
- 13 Malala Fund, « Girls Education », (2018), www.malala.org/girls-education.
- 14 UNICEF, « From Education to Employability: Preparing South Asian Youth for the World of Work », (2017), www.unicef.org/rosa/media/1326/file.
- 15 UNESCO, « Female secondary school stipend programme in Bangladesh », (2004), <https://unesdoc.unesco.org/ark:/48223/pf0000146803>.
- 16 UNESCO, « National education policy », (2017), <http://planipolis.iiep.unesco.org/en/2017/national-education-policy-2017-2025-6414>.
- 17 UNESCO, « National education policy », (2017), <http://planipolis.iiep.unesco.org/en/2017/national-education-policy-2017-2025-6414>.
- 18 ASER, « ASER Survey Process », (2018), www.asercentre.org/p/142.html.
- 19 Banque mondiale, « Poor Quality Education Holding Back South Asia », (2014) www.worldbank.org/en/news/press-release/2014/06/30/poor-quality-education-holding-back-south-asia.
- 20 Conformément aux regroupements régionaux utilisés dans le rapport et l'annexe statistique sur la réalisation des ODD 2017, le Mexique a été inclus en Amérique latine et Caraïbes pour les besoins de l'analyse de l'Indice.
- 21 HoneyPot, « Women in Tech Index: 2018 », 2018, www.honeypot.io/women-in-tech-2018.
- 22 CEPAL, « At Least 2,795 Women Were Victims of Femicide in 23 Countries of Latin America and the Caribbean in 2017 », 2017, www.cepal.org/en/pressreleases/eclac-least-2795-women-were-victims-femicide-23-countries-latin-america-and-caribbean.
- 23 CEPAL, 2017.
- 24 PNUD et ONU Femmes, « From Commitment to Action: Policies to End Violence Against Women in Latin America and the Caribbean », 2017, www.latinamerica.undp.org/content/dam/rblac/

- docs/Research%20and%20Publications/Empoderamiento%20de%20la%20Mujer/UNDP-RBLAC-ReportVCMEnglish.pdf.**
- 25 GIWPS, « Addressing Gender-based Violence in the Latin American and Caribbean Region: A Critical Review of Interventions », (2018), <https://giwps.georgetown.edu/resource/addressing-gender-based-violence-in-the-latin-american-and-caribbean-region-a-critical-review-of-interventions>; OXFAM, « Young people in Latin America still think violence against women is “normal” », (2018), www.oxfam.org/en/pressroom/pressreleases/2018-07-25/young-people-latin-america-still-think-violence-against-women.
- 26 Les statistiques sur la violence en Amérique latine et Caraïbes confirment largement que les lois seules ne peuvent permettre d'atteindre l'égalité de genre dans de nombreuses, voire la majorité, des mesures relatives au bien-être des filles et des femmes. Les lois doivent être correctement appliquées. C'est pour cette raison que l'Indice du genre dans les ODD rend compte des taux réels de violence à l'égard des femmes et de perceptions par les femmes de leur sécurité pour cet indicateur, et qu'il utilise, dès que possible, en fonction des données disponibles, des indicateurs complémentaires qui fonctionnent en tandem avec les indicateurs sur les politiques et les lois, dans le but de rendre suffisamment compte des questions clé.
- 27 International Association for the Study of Obesity, « World Map of Obesity. »
- 28 Mokhtar, N. et al. Diet Culture and Obesity in Northern Africa. *J. Nutr.* 131(3): 887S-892S (2001).
- 29 Human Rights Watch, « Widows, land, and power », 2018, www.hrw.org/news/2018/03/19/widows-land-and-power.
- 30 Banque mondiale, « Women, Business and the Law », (2018), <https://wbl.worldbank.org>.
- 31 Women, Business and the Law, 2018, <http://pubdocs.worldbank.org/en/999211524236982958/WBL-Key-Findings-Web-FINAL-2.pdf>.
- 32 WBL, 2018.
- 33 OIT, Normes internationales du travail sur la protection de la maternité », (2018), www.ilo.org/global/standards/subjects-covered-by-international-labour-standards/maternity-protection/lang--fr/index.htm.
- 34 WBL, 2018.
- 35 WBL, 2018.
- 36 PNUD, www.africa.undp.org/content/rba/fr/home/sustainable-development-goals/goal-2-zero-hunger.html.
- 37 UIP, 2018, <http://archive.ipu.org/wmn-f/classif.htm>.
- 38 ONU Femmes, « Traduire les promesses en actions », (2018), www.unwomen.org/-/media/headquarters/attachments/sections/library/publications/2018/sdg-report-gender-equality-in-the-2030-agenda-for-sustainable-development-2018-fr.pdf?la=en&vs=4332.
- 39 Awol Allo, « The power of Ethiopia's gender-balanced cabinet », Al Jazeera, 2018, www.aljazeera.com/indepth/opinion/power-ethiopia-gender-balanced-cabinet-181019110930577.html.
- 40 Petra Debusscher et An Ansoms, « Gender Equality Policies in Rwanda: Public Relations or Real Transformations? », 2013, <https://onlinelibrary.wiley.com/doi/abs/10.1111/dech.12052>.
- 41 CFR, 2016, www.cfr.org/report/how-womens-participation-conflict-prevention-and-resolution-advances-us-interests.
- 42 OMS, 2018, « Mutilations sexuelles féminines », 2018, www.who.int/reproductivehealth/topics/fgm/prevalence/fr.
- 43 OMS, 2018.
- 44 The Conference Board of Canada, « Racial Wage Gap », (2018) www.conferenceboard.ca/hcp/provincial/society/racial-gap.aspx.
- 45 Australian Bureau of Statistics, 2018; Council of Australian Governments, « Closing the Gap Framework », 2008, www.federalfinancialrelations.gov.au/content/npa/health/_archive/indigenous-reform-national-agreement_sept_12.pdf.
- 46 UNFPA et HelpAge International 2012.
- 47 ONU Femmes, 2018.
- 48 Hughes et al, « Prevalence and risk of violence against adults with disabilities: a systematic review and meta-analysis of observational studies », *The Lancet* (April, 2012), www.ncbi.nlm.nih.gov/pubmed/22377290.
- 49 Rachel Vogelstein, « Closing the Gender Gap in Development Financing », Council on Foreign Relations (2016), www.cfr.org/report/closing-gender-gap-development-financing.
- 50 Pour plus d'informations sur le dossier d'investissement en faveur de l'égalité de genre, voir la campagne 'Deliver for Good'. <https://womendeliver.org/deliver-for-good>.
- 51 Data2X, « Ready to Measure », <https://data2x.org/wp-content/uploads/2019/08/Ready-to-Measure-Phase-II.pdf>.



Nous contacter

Equal Measures 2030

(basée au siège de Plan International)

Dukes Court, Block A,

Duke Street, Woking,

Surrey GU21 5BH,

Royaume-Uni

S'inscrire à notre lettre d'information :

www.equalmeasures2030.org/news/newsletter

Nous suivre sur Twitter : [@Equal2030](https://twitter.com/Equal2030)

Nous suivre sur Facebook : [Equal2030](https://www.facebook.com/Equal2030)

Visiter notre site web :

www.equalmeasures2030.org

Visiter notre Plateforme de données

pour le plaidoyer pour l'égalité de genre :

www.data.em2030.org

Nous envoyer un courrier :

info@equalmeasures2030.org

Partenaires d'Equal Measures 2030



BILL & MELINDA
GATES foundation

